

JCDecaux

Rapport d'activité 2020

15 mars 2021

Table des matières

Rapport d'activité annuel 2020	3
Communiqué financier des résultats annuels 2020	3
Faits marquants de l'année 2020.....	11
Perspectives.....	13
Transactions avec les parties liées	14
Facteurs de risques	15
Comptes consolidés annuels 2020	19
Etats financiers consolidés annuels.....	19
Annexes aux comptes consolidés annuels	25
Rapport des Commissaires aux Comptes	90

RAPPORT D'ACTIVITE ANNUEL 2020

COMMUNIQUE FINANCIER DES RESULTATS ANNUELS 2020

- **Chiffre d'affaires ajusté en baisse de -40,6 % à 2 311,8 millions d'euros**
- **Croissance du chiffre d'affaires organique ajusté en baisse de -38,1 %**
- **Marge opérationnelle ajustée de 141,6 millions d'euros**
- **Résultat d'exploitation ajusté, avant charges de dépréciation, de -352,9 millions d'euros**
- **Résultat net part du Groupe de -604,6 millions d'euros, incluant une charge de dépréciation de 211,3 millions d'euros**
- **Cash-flow disponible ajusté de 161,9 millions d'euros**
- **Des classements ESG de très grande qualité**
- **Proposition de ne pas verser de dividende en 2021**
- **Baisse du chiffre d'affaires organique au T1 2021 autour de -40 % mais un rebond à deux chiffres du chiffre d'affaires publicitaire domestique chinois**

Paris, le 11 mars 2021 – JCDecaux SA (Euronext Paris : DEC), numéro un mondial de la communication extérieure, publie ce jour ses résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Le Conseil de surveillance de JCDecaux, qui s'est réuni le 10 mars 2021, a arrêté les comptes audités de l'exercice 2020. Un rapport avec une certification sans réserve est en cours d'émission par les Commissaires aux Comptes.

A la suite de l'application des normes IFRS 11 depuis le 1^{er} janvier 2014 et IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019, et conformément aux recommandations de l'AMF, les données opérationnelles présentées ci-dessous sont ajustées :

- pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint, en ce qui concerne la norme IFRS 11,
- pour exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules).

Merci de vous référer au paragraphe « Données ajustées » en pages 6 et 7 de ce communiqué pour la définition de ces données ajustées ainsi que pour la réconciliation avec les données IFRS.

Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. La somme des montants arrondis ou les calculs de variations peuvent présenter des écarts non significatifs par rapport aux valeurs reportées.

A l'occasion de la publication des résultats 2020, **Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« En 2020, JCDecaux, numéro un mondial de la communication extérieure, a connu l'année la plus difficile de son histoire depuis sa création en 1964, en raison de la pandémie de la Covid-19, qui a contraint les gouvernements nationaux, régionaux et locaux à imposer des restrictions sans précédent dans l'histoire moderne comme des confinements, couvre-feux, fermetures de commerces, restaurants, cinémas, ...

Le chiffre d'affaires de notre Groupe a reculé de -40,6 % pour atteindre 2 311,8 millions d'euros avec une baisse du chiffre d'affaires organique ajusté de -38,1 %, et un S2 légèrement meilleur. Malgré cette forte baisse, notre marge opérationnelle 2020 est restée positive à 141,6 millions d'euros grâce à des ajustements forts et rapides réalisés par nos équipes pleinement engagées à travers le monde et en pleine confiance avec nos partenaires. Nos efforts ciblés sur la préservation de la trésorerie et les économies de coûts ont permis d'absorber 59 % de cette baisse de chiffre d'affaires sans précédent. Notre cash-flow disponible est resté solide à 161,9 millions d'euros grâce à une maîtrise stricte du besoin en fonds de roulement et à une allocation sélective de nos investissements pour la croissance future, ce qui a conduit à une baisse de notre dette nette à 1 086,3 millions d'euros à fin 2020.

Compte tenu des résultats 2020, premier exercice en perte – incluant des charges exceptionnelles liées à la crise de la Covid-19, nous proposerons à l'occasion de l'Assemblée Générale qui se tiendra le 20 mai 2021, de ne pas verser de dividende en 2021.

Notre transformation digitale se poursuit avec une pénétration croissante en Mobilier Urbain alors que la part totale du chiffre d'affaires digital représente désormais 24 % du chiffre d'affaires du Groupe. Bien que la pénétration actuelle du programmatique demeure faible, nous sommes très bien positionnés pour bénéficier des prévisions de croissance très fortes avec notre plateforme de ventes programmatiques, VIOOH, qui est la plateforme la plus connectée avec 20 DSP effectuant des transactions dans 14 pays. La plupart des catégories d'annonceurs a été fortement touchée pendant la crise, mais nous avons constaté une demande croissante de la part des Gouvernements et des Services Publics pour utiliser nos actifs afin de dialoguer avec les citoyens au cours de l'année. Notre portefeuille clients reste très diversifié, sachant que le Top 10 représente moins de 13 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Nous restons déterminés à réaliser des acquisitions ciblées comme celle de Clear Media en Chine via un consortium d'investisseurs en mars 2020 et plus récemment celle d'Abri Services Media en France en décembre 2020. Ces 2 acquisitions sur nos 2 plus grands marchés permettront à JCDecaux de bénéficier du rebond du Mobilier Urbain, le segment d'activité le plus rentable qui sera la première activité à retrouver ses niveaux d'avant crise.

A la suite de la note de 4,6/5 dans l'indice FTSE4Good de FTSE Russell et de son maintien au niveau « A Leadership » au sein du CDP Climate Change, JCDecaux a obtenu, pour la quatrième année consécutive, la note maximale AAA du classement Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) de l'agence de notation Morgan Stanley Capital International (MSCI). JCDecaux est en 2020 la seule entreprise du panel Media & Entertainment à avoir obtenu la note maximale. La reconnaissance de notre démarche durable par les agences de notation extra-financière témoigne de l'excellence de nos pratiques environnementales, sociales et de gouvernance, inscrites au cœur de notre ADN depuis la création de la société, ainsi que de notre souci constant de transparence vis-à-vis de nos parties prenantes.

En ce qui concerne le premier trimestre 2021, nous prévoyons une baisse organique du chiffre d'affaires ajusté autour de -40 %, en raison de la poursuite et du renforcement des restrictions de mobilité plus strictes encore, introduites dans certains grands pays, notamment au Royaume-Uni et en Allemagne, alors qu'un rebond à deux chiffres du chiffre d'affaires publicitaire domestique chinois (hors Hong Kong) est très encourageant. Bien que nous ne prévoyions pas de retour à notre niveau de chiffre d'affaires de 2019 en 2021, nous pensons que le rebond sera fort lorsque les audiences reviendront aux niveaux d'avant la crise de la Covid-19.

Dans un paysage des media de plus en plus fragmenté et de plus en plus digital, la communication extérieure et la communication extérieure digitale renforcent leur attractivité. En tant qu'entreprise de communication extérieure mondiale la plus digitalisée alliée à une nouvelle plateforme de vente à l'audience alimentée en données qualitatives, à notre portefeuille bien diversifié, à notre faculté à remporter de nouveaux contrats, à la solidité de notre structure financière et à la qualité de nos équipes dans le monde, nous considérons que nous sommes bien placés pour bénéficier du rebond. »

CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ

Comme annoncé le 28 janvier 2021, le chiffre d'affaires ajusté du Groupe pour l'année 2020 est en chute de -40,6 % à 2 311,8 millions d'euros, avec une baisse organique de -38,1 %. Notre chiffre d'affaires en Mobilier Urbain et en Affichage a moins diminué que celui du Transport, reflétant de meilleures audiences piétonnes et automobiles, lorsque les confinements étaient levés. Le Transport a été l'activité la plus affectée, notamment dans les aéroports fortement impactés par l'effondrement du trafic passagers international.

Par zone géographique, c'est en France et dans le Reste de l'Europe que le chiffre d'affaires a le plus progressé au deuxième semestre 2020, principalement grâce au Mobilier Urbain. En Asie-Pacifique et plus particulièrement en Chine Continentale, les activités exposées aux audiences domestiques, dont les terminaux domestiques des aéroports, se sont également améliorées au cours du second semestre, tandis que les hubs internationaux sont restés fortement affectés par le faible trafic passagers international. L'Amérique du Nord, le Reste du Monde et le Royaume-Uni ont été les régions les plus touchées sur les 3 segments d'activité, tout au long de l'année.

MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE ⁽¹⁾

En 2020, malgré la baisse du chiffre d'affaires sans précédent, la marge opérationnelle ajustée du Groupe est restée positive à 141,6 millions d'euros, en baisse de -82,1 % comparé à 792,2 millions d'euros en 2019. La marge opérationnelle ajustée représente 6,1 % du chiffre d'affaires, soit -1 430 points de base de moins que l'année dernière.

	2020		2019		Variation 20/19	
	m€	% du CA	m€	% du CA	Variation (%)	Taux de marge (pb)
Mobilier Urbain	145,4	12,9%	452,3	26,8%	-67,9%	-1 390pb
Transport	2,6	0,3%	265,9	16,2%	-99,0%	-1 590pb
Affichage	(6,3)	-1,7%	74,1	13,1%	-108,5%	-1 480pb
Total	141,6	6,1%	792,2	20,4%	-82,1%	-1 430pb

Mobilier Urbain : En 2020, la marge opérationnelle ajustée baisse de -67,9 % à 145,4 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée diminue de -1 390 points de base à 12,9 % par rapport à 2019.

Transport : En 2020, la marge opérationnelle ajustée baisse de -99,0 % à 2,6 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée diminue de -1 590 points de base à 0,3 % par rapport à 2019.

Affichage : En 2020, la marge opérationnelle ajustée baisse de -108,5 % à -6,3 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée diminue de -1 480 points de base à -1,7 % par rapport à 2019.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AJUSTÉ ⁽²⁾

En 2020, le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation diminue de -191,6 %, et s'établit à -352,9 millions d'euros, contre 385,2 millions d'euros en 2019. Il représente -15,3 % du chiffre d'affaires, soit -2 520 points de base de moins qu'en 2019 (9,9 %). La baisse est principalement due à la diminution de la marge opérationnelle et, dans une moindre mesure, à des autres produits et charges opérationnels non-récurrents, tels qu'une perte nette sur la cession de Russ Outdoor principalement due à un effet de change pour 39,0 millions d'euros et des coûts de restructuration pour 31,7 millions d'euros.

Une charge de dépréciation totale de -222,3 millions d'euros a été comptabilisée en 2020 principalement en raison des conséquences de la crise de la Covid-19 : une dépréciation des actifs corporels et incorporels de -36,7 millions d'euros, une dotation nette aux provisions pour perte à terminaison pour -9,4 millions d'euros et une dotation sur l'actif net des sociétés en contrôle conjoint de -0,2 million d'euros et une charge de dépréciation sur le goodwill de -176,0 millions d'euros, dont -128,0 millions d'euros en lien avec la région Pacifique et -48,0 millions d'euros en lien avec l'activité Affichage dans le Reste du Monde (une charge de dépréciation de -10,0 millions d'euros avait été reconnue en 2019).

Le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation est en baisse de -249,4 % à -575,2 millions d'euros comparé à 384,9 millions d'euros en 2019.

RÉSULTAT FINANCIER ⁽³⁾

En 2020, les charges d'intérêts sur la dette de loyer IFRS 16, sont de -118,1 millions d'euros contre -152,0 millions d'euros en 2019, une variation favorable de 33,9 millions d'euros, venant principalement de l'effet mécanique de l'avancement des contrats.

En 2020, les autres charges financières nettes, hors IFRS 16, sont de -40,6 millions d'euros contre -24,4 millions d'euros en 2019, cette variation de -16,2 millions d'euros correspondant aux charges financières principalement en lien avec l'émission obligataire d'1,2 milliard d'euros en avril 2020.

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

En 2020, la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de -1,3 million d'euros, en baisse par rapport à 2019 (à 102,0 millions d'euros), leur activité ayant été négativement impactée par la pandémie de la Covid-19.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Le résultat net part du Groupe affiche une perte de -604,6 millions d'euros en 2020 comparé à 265,5 millions d'euros en 2019.

En excluant l'impact des charges de dépréciation, le résultat net part du Groupe est de -393,3 millions d'euros en 2020 comparé à 267,3 millions d'euros en 2019.

INVESTISSEMENTS AJUSTÉS

En 2020, les investissements nets ajustés (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions) s'élèvent à 185,0 millions d'euros, comparés à 375,4 millions d'euros, en baisse de -50,7 % par rapport à l'année dernière. Les investissements pour poursuivre la digitalisation dans les emplacements premium et pour déployer notre plateforme de vente programmatique ont été maintenus, ainsi que les projets informatiques afin d'automatiser nos processus opérationnels.

CASH-FLOW DISPONIBLE AJUSTÉ ⁽⁴⁾

En 2020, le cash-flow disponible ajusté est de 161,9 millions d'euros comparé à 169,7 millions d'euros en 2019. Cette baisse limitée est principalement due à une décroissance significative de nos besoins en fonds de roulement avec une gestion serrée des encaissements et des paiements, et à une diminution significative des investissements.

DIVIDENDE

Aucun dividende n'a été versé en 2020 dans le contexte de la pandémie de la Covid-19, afin de renforcer la liquidité, le bilan et la flexibilité financière du Groupe.

Compte tenu des résultats 2020, nous recommanderons de ne pas verser de dividende en 2021 à l'occasion de la prochaine Assemblée Générale qui se tiendra le 20 mai 2021.

DETTE NETTE ⁽⁵⁾

La dette nette au 31 décembre 2020 est de 1 086,3 millions d'euros, comparée à une dette nette de 1 125,0 millions d'euros au 31 décembre 2019 grâce à des mesures prises par le Groupe pour compenser la baisse de chiffre d'affaires et pour préserver le cash.

DROITS D'UTILISATION & DETTES DE LOYERS, IFRS 16

Les droits d'utilisation, IFRS 16 au 31 décembre 2020 sont de 3 416,5 millions d'euros comparés à 4 115,8 millions d'euros au 31 décembre 2019, soit une baisse relative à l'amortissement des droits d'utilisation, aux renégociations de contrats et aux impacts de change, partiellement compensée par de nouveaux contrats, des contrats étendus et des contrats renouvelés.

Les dettes de loyers, IFRS 16 ont diminué de 608,0 millions d'euros, passant de 4 753,8 millions d'euros au 31 décembre 2019 à 4 145,8 millions d'euros au 31 décembre 2020, la baisse des dettes de loyers correspondant à des loyers payés et renégociés et à des impacts de change, partiellement compensée par de nouveaux contrats, des contrats étendus et des contrats renouvelés.

DONNÉES AJUSTÉES

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1^{er} janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint.

La norme IFRS 16, applicable depuis le 1^{er} janvier 2019, conduit à reconnaître au bilan, pour les contrats de location, une dette de location pour les loyers fixes contractuels en contrepartie d'un droit d'utilisation à l'actif amorti sur la durée du contrat. Au compte de résultat, la charge de loyer fixe est remplacée par l'amortissement de l'actif en résultat d'exploitation, sous la marge opérationnelle, et une charge d'intérêt sur la dette de loyer en résultat financier, sous le résultat d'exploitation. Pour le cash-flow disponible, l'impact IFRS 16 sur les loyers core et non-core business est retraité. La norme IFRS 16 est sans impact sur les paiements cash mais le remboursement du principal de la dette de loyer est classé en flux de financement.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe et la lisibilité de notre performance, les données opérationnelles du reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance continuent :

- D'intégrer proportionnellement les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint ;
- D'exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules).

Pour le compte de résultat, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au résultat d'exploitation. Pour le tableau de flux de trésorerie, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au cash-flow disponible.

En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers est en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuie donc sur cette information financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires sont donc basés sur des données « ajustées », comparables aux données historiques, qui sont systématiquement réconciliées avec les états financiers IFRS.

En 2020, les impacts des normes IFRS 11 et IFRS 16 sur nos agrégats ajustés sont de :

- -212,0 millions d'euros pour la norme IFRS 11 sur le chiffre d'affaires ajusté (-402,5 millions d'euros pour la norme IFRS 11 en 2019) ; le chiffre d'affaires IFRS est donc de 2 099,8 millions d'euros (3 487,6 millions d'euros en 2019).
- -41,5 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 978,6 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle ajustée (-123,8 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 1 046,6 millions d'euros pour la norme IFRS 16 en 2019) ; la marge opérationnelle IFRS est donc de 1 078,7 millions d'euros (1 715,0 millions d'euros en 2019).
- -19,7 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 118,9 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation (-98,7 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 185,0 millions d'euros pour la norme IFRS 16 en 2019) ; le résultat d'exploitation avant charges de dépréciation IFRS est donc de -253,7 millions d'euros (471,6 millions d'euros en 2019).
- -19,5 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 118,9 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation (-109,4 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 185,0 millions d'euros pour la norme IFRS 16 en 2019) ; le résultat d'exploitation après charges de dépréciation IFRS est donc de -475,8 millions d'euros (460,6 millions d'euros en 2019).
- 8,0 millions d'euros pour la norme IFRS 11 sur les investissements ajustés (15,1 millions d'euros pour la norme IFRS 11 en 2019) ; les investissements IFRS sont donc de -176,9 millions d'euros (-360,3 millions d'euros en 2019).
- 16,0 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 533,2 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le cash-flow disponible ajusté (19,9 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 950,3 millions d'euros pour la norme IFRS 16 en 2019) ; le cash-flow disponible IFRS est donc de 711,2 millions d'euros (1 139,9 millions d'euros en 2019).

Une réconciliation complète entre les données ajustées et les données IFRS est disponible page 10 de ce communiqué.

NOTES

- (1) **Marge opérationnelle** : Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.
- (2) **Résultat d'exploitation** : Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels.
- (3) **Résultat financier** : Hors impact de charges nettes d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (-2,1 millions d'euros en 2020 et -12,0 millions d'euros en 2019).
- (4) **Cash-flow disponible** : Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions.
- (5) **Dettes nettes** : Dette nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires excluant les impacts non-cash IAS 32 (dettes sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IFRS 9 (sur la dette et les instruments financiers de couverture) et excluant les dettes locatives, IFRS 16.

DÉFINITION DE LA CROISSANCE ORGANIQUE

La croissance organique du Groupe correspond à la croissance du chiffre d'affaires ajusté hors effet de change et variation de périmètre. L'exercice de référence est inchangé par rapport aux données publiées, et la croissance organique est calculée en appliquant les taux de change moyens de l'exercice précédent au chiffre d'affaires de l'exercice en cours et en prenant en compte les variations de périmètre *pro rata temporis*, mais en incluant les variations de chiffre d'affaires liés aux gains de nouveaux contrats et aux pertes de contrats précédemment en portefeuille.

m€		T1	T2	T3	T4	Année
CA ajusté 2019	(a)	840,0	1 002,3	925,8	1 122,0	3 890,2
CA IFRS 2020	(b)	658,2	310,4	495,0	636,2	2 099,8
Impacts IFRS 11	(c)	65,4	41,5	46,2	58,9	212,0
CA ajusté 2020	(d) = (b) + (c)	723,6	351,8	541,2	695,1	2 311,8
Impacts de change	(e)	1,7	8,0	15,5	22,2	47,4
CA ajusté 2020 aux taux de change 2019	(f) = (d) + (e)	725,3	359,9	556,7	717,3	2 359,2
Variation de périmètre	(g)	(2,3)	7,0	18,4	24,8	47,9
CA organique ajusté 2020	(h) = (f) + (g)	723,0	366,8	575,2	742,1	2 407,1
Croissance organique	(i) = (h) / (a)	-13,9%	-63,4%	-37,9%	-33,9%	-38,1%

m€	Impact des taux de change au 31 décembre 2020
BRL	12,5
USD	4,8
RMB	4,7
AUD	3,7
Autres	21,7
Total	47,4

Taux de change moyen	2020	2019
BRL	0,1697	0,2266
USD	0,8755	0,8933
RMB	0,1270	0,1293
AUD	0,6043	0,6208

Prochaines informations :

Chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2021 : 18 mai 2021 (après marché)
Assemblée Générale des Actionnaires : 20 mai 2021

Chiffres clés de JCDecaux

- Chiffre d'affaires 2020 : 2 312m€
- Une présence dans 3 670 villes de plus de 10 000 habitants
- Une audience journalière de plus de 840 millions de personnes dans plus de 80 pays
- 10 230 collaborateurs
- Leader dans le vélo en libre-service : pionnier de la mobilité douce
- 1^{ère} entreprise de Communication Extérieure ayant rejoint RE100 (engagement vers le 100 % d'énergies renouvelables)
- JCDecaux est coté sur l'Eurolist d'Euronext Paris et fait partie des indices Euronext 100 et Euronext Family Business
- JCDecaux est référencé en matière de performance extra-financière dans les classements FTSE4Good, MSCI et CDP
- 964 760 faces publicitaires dans le monde
- N°1 mondial du mobilier urbain (489 500 faces publicitaires)
- N°1 mondial de la publicité dans les transports avec 156 aéroports et 249 contrats de transport dans les métros, bus, trains et tramways (329 790 faces publicitaires)
- N°1 européen de l'affichage grand format (129 970 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Europe (615 530 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Asie-Pacifique (216 590 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Amérique Latine (66 120 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Afrique (22 500 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure au Moyen-Orient (15 350 faces publicitaires)

Pour plus d'information : www.jcdecaux.com.

Retrouvez-nous sur [Twitter](#), [LinkedIn](#), [Facebook](#), [Instagram](#) et [YouTube](#)

Déclarations de nature prévisionnelle

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent communiqué, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.

Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document de référence déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir copie de ce document de référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web www.amf-france.org ou directement auprès de la Société sur le site www.jcdecaux.com.

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

Direction de la Communication : Agathe Albertini
01 30 79 34 99 – agathe.albertini@jcdecaux.com

Relations Investisseurs : Arnaud Courtial
01 30 79 79 93 – arnaud.courtial@jcdecaux.com

RÉCONCILIATION ENTRE LES DONNÉES AJUSTÉES ET LES DONNÉES IFRS

Compte de résultat	2020				2019			
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées (1)	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées (1)
Chiffre d'affaires	2 311,8	(212,0)	-	2 099,8	3 890,2	(402,5)	-	3 487,6
Charges d'exploitation nettes	(2 170,2)	170,5	978,6	(1 021,1)	(3 098,0)	278,7	1 046,6	(1 772,7)
Marge opérationnelle	141,6	(41,5)	978,6	1 078,7	792,2	(123,8)	1 046,6	1 715,0
Pièces détachées de maintenance	(47,1)	1,2	-	(46,0)	(41,6)	1,1	-	(40,5)
Amortissements et provisions (nets des reprises)	(367,6)	21,3	(868,4)	(1 214,7)	(358,1)	23,5	(924,7)	(1 259,3)
Autres produits et charges opérationnels	(79,8)	(0,6)	8,7	(71,8)	(7,2)	0,5	63,1	56,4
Résultat d'exploitation avant charges de dépréciation	(352,9)	(19,7)	118,9	(253,7)	385,2	(98,7)	185,0	471,6
Charges nettes de dépréciation (3)	(222,3)	0,2	-	(222,1)	(0,3)	(10,7)	-	(11,0)
Résultat d'exploitation après charges de dépréciation	(575,2)	(19,5)	118,9	(475,8)	384,9	(109,4)	185,0	460,6

(1) Impact IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

(2) Les données 2019 IFRS sont retraitées de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location, avec pour impact sur les données 2019 publiées une hausse de 0,7m€ de la marge opérationnelle en lien avec la diminution des redevances fixes sur la ligne « Charges d'exploitation nettes », et une augmentation de -0,7m€ des charges d'amortissement des droits d'utilisation sur la ligne « Amortissements et provisions (nets de reprises) », sans impact sur le résultat d'exploitation.

(3) Y compris dépréciation de l'actif net des sociétés sous contrôle conjoint.

Tableau de flux de trésorerie	2020				2019			
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées (1)	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées (1)
Flux opérationnels nets des coûts de maintenance	(56,2)	35,8	671,2	650,7	550,8	(4,9)	948,1	1 494,0
Variation du besoin en fonds de roulement	403,0	(27,8)	(137,9)	237,4	(5,8)	9,7	2,2	6,2
Flux nets des activités opérationnelles	346,8	8,0	533,2	888,1	545,1	4,8	950,3	1 500,2
Investissements	(185,0)	8,0	-	(176,9)	(375,4)	15,1	-	(360,3)
Cash-flow disponible	161,9	16,0	533,2	711,2	169,7	19,9	950,3	1 139,9

(1) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non-core business des sociétés contrôlées.

(2) Les données 2019 IFRS sont retraitées de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location, avec pour impact sur les données 2019 publiées une hausse de 0,7m€ des flux opérationnels nets des coûts de maintenance et du cash-flow disponible.

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2020

Evolution du portefeuille de contrats

- **Asie-Pacifique**

En juin, JCDecaux a annoncé que sa joint-venture (JV) avec Beijing Metro Operation Co.Ltd a renouvelé et étendu le contrat d'exploitation publicitaire des 9 lignes centrales du Métro de Pékin pour 20 ans. Cette JV, dans la capitale de la Chine aux plus de 20 millions d'habitants, gère depuis son acquisition en 2006, l'exploitation publicitaire des 9 lignes centrales du métro de Pékin. À l'issue de ce renouvellement, JCDecaux aura une influence notable avec 33% de cette JV. Par ailleurs, à Hothot (ville de 2,9 millions d'habitants et capitale de la région autonome de Mongolie Intérieure), cette JV a créé une nouvelle entité détenue à 51% par la JV, et à 49% par le métro de Hothot, pour la commercialisation exclusive des 2 premières lignes de ce métro pour 15 ans : la ligne 1 qui vient d'être inaugurée et la ligne 2 qui ouvrira au 2^{ème} semestre 2020.

- **Reste du Monde**

En janvier, JCDecaux a annoncé que JCDecaux Gabon, sa filiale détenue conjointement avec le Groupe Bolloré et en partenariat avec le Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS), a été choisie par ADL (Aéroport de Libreville), une filiale d'Arise Infrastructure Services, pour l'exploitation publicitaire exclusive de l'aéroport international de Libreville, au Gabon (aéroport actuel et future infrastructure).

En mai, JCDecaux a annoncé que sa filiale colombienne (détenue à 75% par JCDecaux et à 25% par Caracol Television) a remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat du mobilier urbain publicitaire de la capitale de la Colombie, Bogota (la plus grande ville du pays avec 11 millions d'habitants), pour 15 ans.

En août, JCDecaux a annoncé avoir remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat de mobilier urbain de la ville de Campinas (plus de 1,2 millions d'habitants), la troisième municipalité la plus peuplée de l'État de São Paulo, pour une durée de 20 ans. Ce contrat exclusif porte sur la conception, l'installation, la gestion, la maintenance et l'exploitation publicitaire de 140 horloges digitales, qui offriront des solutions créatives et personnalisées pour répondre à la demande publicitaire locale.

- **Royaume-Uni**

En novembre, JCDecaux a annoncé qu'à la suite d'un appel d'offres, sa filiale JCDecaux Royaume-Uni a remporté un contrat publicitaire de dix ans attribué par la ville de Manchester pour diffuser des contenus digitaux sur 86 mobiliers urbains pour l'information (MUPIs), équipés de 172 écrans, en centre-ville. JCDecaux soutiendra également plusieurs importantes initiatives environnementales et communautaires de Manchester.

- **Amérique du Nord**

En octobre, JCDecaux a annoncé qu'à la suite d'un appel d'offres, son contrat publicitaire avec les quatre aéroports de New York et du New Jersey, John F. Kennedy, LaGuardia, Newark Liberty et Stewart, n'a pas été renouvelé.

Détenteur du contrat avec la PANYNJ depuis plus de trente ans, JCDecaux est fier des programmes médias qu'il a déployé avec succès au cours de ces trois décennies. Le Groupe est reconnu mondialement comme le numéro un de la publicité en aéroport en matière d'innovation, de professionnalisme et de qualité de service.

Acquisitions, fusions et cessions

- **Asie-Pacifique**

En mars, JCDecaux a annoncé l'acquisition d'une participation minoritaire, au travers de sa filiale JCDecaux Innovate basée à Hong-Kong, à un consortium d'investisseurs ayant constitué un véhicule *ad hoc* afin de soumettre une offre publique d'achat conditionnelle pour acquérir la totalité des actions émises composant le capital de Clear Media Limited, cotée sur le Hong Kong Stock Exchange.

Le prix de l'offre de 7,12 dollars hongkongais par action représente un montant total de 3 857 millions de dollars hongkongais pour l'ensemble des actions de Clear Media, dont 23%, soit 887 millions de dollars hongkongais, seront financés par JCDecaux.

Le consortium est composé de M. Han Zi Jing, Président Directeur Général de Clear Media à hauteur de 40%, Antfin (Hong Kong) Holding Limited à hauteur de 30%, JCDecaux à hauteur de 23% et China Wealth Growth Fund III à hauteur de 7%.

À l'issue de cette offre clôturée le 13 juillet 2020, le pourcentage de détention de Clear Media par le consortium est de 88,2%.

- **France**

En décembre, JCDecaux a annoncé le rachat par sa filiale JCDecaux France de la société Abri Services Media, acteur français du mobilier urbain dans la Région Grand- Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Nouvelle Aquitaine), qui opère sous la marque Abri Services.

- **Reste du Monde**

En juillet, JCDecaux a annoncé la vente de sa participation minoritaire de 25 % détenue par sa filiale JCDecaux CEE, dans ROOH B.V., la société holding des activités de Russ Outdoor en Russie, à Stinn, actuel actionnaire principal de ROOH B.V.

Autres événements

- **Groupe**

En janvier, JCDecaux a annoncé avoir été distingué pour son action en faveur du climat en intégrant la prestigieuse liste A dans le classement établi par le Carbon Disclosure Project (CDP), organisation internationale à but non lucratif dédiée au changement climatique, sur la base de son rapport climatique de 2018.

En mars, JCDecaux a annoncé que son Directoire, avec l'approbation de son Conseil de Surveillance, a décidé de proposer à ses actionnaires sa transformation en Société Européenne (*Societas Europaea*, SE), lors de la prochaine Assemblée Générale de la Société prévue le 14 mai 2020.

En mars, JCDecaux a annoncé le retrait de sa proposition de dividende au titre de l'exercice 2019 afin de renforcer sa liquidité, son bilan, qui est l'un des moins endettés de l'industrie de la Communication Extérieure, ainsi que sa flexibilité financière en réponse à la crise mondiale sans précédent causée par la pandémie de Covid-19.

En avril, JCDecaux a annoncé avoir placé 1 milliard d'euros d'obligations sur des maturités de 4,5 ans et 8 ans. Les marges ont été fixées à 235 et 275 points de base au-dessus du taux de swap, respectivement sur les tranches 4,5 ans et 8 ans, ce qui porte les coupons à respectivement 2,000% et 2,625%. Cette opération, qui a rencontré un franc succès avec une souscription de 3 fois, a été placée auprès d'investisseurs de grande qualité. Le produit de cette émission sera dédié au remboursement de dettes existantes, en particulier l'emprunt obligataire de 300 millions d'euros à échéance octobre 2020 et aux besoins généraux du groupe. Cette émission permettra également d'allonger la durée moyenne de la dette du Groupe. En novembre, JCDecaux a effectué 2 placements obligataires supplémentaires de 99,9 millions d'euros chacun au titre d'abondements des placements d'avril 2020.

En mai, JCDecaux a annoncé que le classement « Responsabilité Sociale des Entreprises » de l'agence de notation MSCI (Morgan Stanley Capital International) lui attribue la note maximale de triple A pour la troisième année consécutive. Avec ce triple A, JCDecaux se positionne dans le top 3 de la catégorie Media & Entertainment, parmi les 4% d'entreprises les mieux cotées du panel, et surpasse largement la valeur moyenne du secteur.

En octobre, JCDecaux a annoncé se fixer pour objectif d'atteindre la neutralité carbone, dès 2021, pour l'ensemble de ses activités en France, sur les scopes 1, 2 et 3 (Scopes 1 et 2 : sommes des émissions directes induites par la combustion d'énergies fossiles (essence, gaz, naturel, fuel ...) et sommes des émissions indirectes induites par les consommations d'électricité et le chauffage urbain. Scope 3 : l'ensemble des autres postes d'émissions, par exemple le transport de nos produits depuis leur site de production, la prise en compte de la fin de vie de nos mobiliers, les déplacements de nos collaborateurs, ...).

PERSPECTIVES

A l'occasion de la publication des résultats annuels 2020, **Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« En ce qui concerne le premier trimestre 2021, nous prévoyons une baisse organique du chiffre d'affaires ajusté autour de -40 %, en raison de la poursuite et du renforcement des restrictions de mobilité plus strictes encore, introduites dans certains grands pays, notamment au Royaume-Uni et en Allemagne, alors qu'un rebond à deux chiffres du chiffre d'affaires publicitaire domestique chinois (hors Hong Kong) est très encourageant. Bien que nous ne prévoyions pas de retour à notre niveau de chiffre d'affaires de 2019 en 2021, nous pensons que le rebond sera fort lorsque les audiences reviendront aux niveaux d'avant la crise de la Covid-19. »

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le paragraphe 9 de l'« Annexe aux comptes consolidés annuels » en page 73 rend compte des transactions avec les parties liées.

FACTEURS DE RISQUES

Le Groupe est confronté à un ensemble de risques internes et externes susceptibles d'affecter la réalisation de ses objectifs, son activité ou sa situation financière.

Comme précisé dans le chapitre précédent, le Groupe hiérarchise chacun des risques identifiés puis les regroupe autour de 6 grandes familles de risque, dans lesquelles se retrouvent notamment les risques majeurs traités au titre de la Déclaration de Performance Extra-Financière.

- Fraude, Corruption, entente
- Conformité aux lois et réglementation
- Risques financiers
- Risques stratégiques
- Risques opérationnels
- Risques exogènes

Les principaux risques de l'entreprise sont présentés dans le graphique ci-dessous et détaillés dans les chapitres suivants :



Le Groupe a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère que ceux présentés sont les plus significatifs.

1. Famille : Risques de Fraude, Corruption, Entente

Dans cette famille, le Groupe a identifié les risques relatifs à l'éthique des affaires à diverses étapes de la chaîne de valeurs : dans les relations avec ses clients (annonceurs, agences notamment), avec ses mandants (villes, collectivités territoriales, sociétés gestionnaires de transport notamment) ou avec ses fournisseurs.

Le principal risque relatif à cette famille est un risque traité au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière : Risques liés à la réputation du Groupe et au non-respect de l'éthique des affaires.

L'activité du Groupe est en effet très fortement liée à la qualité et l'intégrité des relations entretenues avec ses mandants (villes, collectivités territoriales, sociétés gestionnaires de transport...). La réputation du Groupe et son historique en matière d'intégrité sont des éléments essentiels à son activité et, en particulier, à son accès aux différents marchés publics et privés. La conduite éthique des affaires est aussi un enjeu important permettant de préserver la pérennité des relations avec les clients annonceurs et les partenaires du Groupe, et de maintenir sa réputation d'excellence sur le marché. JCDecaux est enfin particulièrement vigilant au respect de l'éthique des affaires dans le cadre des opérations de croissance externe, notamment dans les pays considérés comme sensibles sur le plan de la corruption.

Le Groupe a consigné, dès 2001, dans une Charte Ethique, les principes et règles éthiques à respecter dans la conduite des affaires du Groupe. Cette Charte Ethique fait l'objet d'une large diffusion auprès de l'ensemble des sociétés et des collaborateurs du Groupe.

2. Famille : Conformité aux lois et réglementation

Plusieurs risques majeurs traités au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière se retrouvent dans cette famille :

- Risque lié au non-respect des Droits Humains / Salariés

Le Groupe JCDecaux est présent dans plus de 75 pays et 24 % des ETP du Groupe se situent dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, l'ensemble des collaborateurs du Groupe doivent bénéficier du respect de leurs droits humains fondamentaux, comme énoncé dans la Charte Internationale des Valeurs Sociales Fondamentales de JCDecaux.

JCDecaux a mis en place un processus spécifique visant à déployer son Corpus de Chartes et assurer un socle de droits fondamentaux pour l'ensemble de ses collaborateurs.

- Risque lié au non-respect des Droits Humains / Fournisseurs

Les fournisseurs sont au cœur des processus qualité du Groupe. JCDecaux a fait le choix de confier la production de ses produits et solutions à des tiers de confiance. Une partie de ces fournisseurs est située dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, JCDecaux demande à ses fournisseurs de se conformer à ces standards internationaux à travers son Code de Conduite Fournisseurs dont il exige la ratification.

JCDecaux a mis en place un processus spécifique visant à déployer son Corpus de Chartes et assurer un socle de droits fondamentaux pour l'ensemble de ses collaborateurs » ainsi que pour ses sous-traitants.

- Risque lié à la protection des données à caractère personnel et au non-respect de la vie privée

A l'ère du digital et de la connectivité, la donnée est au cœur des métiers de JCDecaux. Dans le cadre des activités et services délivrés par le Groupe (accès Wi-Fi, Vélos en Libre-Service, relations commerciales, organisation d'événements, sites Internet, etc.), JCDecaux est amené à collecter et à traiter des données à caractère personnel relatives à des milliers de personnes extérieures au Groupe. Il est de sa responsabilité de garantir à chacune d'entre elles la protection de sa vie privée et de ses données à caractère personnel ainsi que l'exercice des droits dont elle bénéficie, dans le respect des réglementations applicables.

Afin de réduire le risque associé à des traitements non-responsables ou à des violations de données, JCDecaux a mis en place un dispositif dédié :

- une gouvernance spécifique a été mise en place : constitution d'un Comité de pilotage « RGPD », nomination d'un Data Protection Officer (DPO) ou d'un Privacy Manager dans chaque filiale localisée au sein de l'UE, implication de la Direction Juridique de chaque pays/zone hors UE
- des politiques et procédures dédiées à la protection des données personnelles ont été publiées et déployées sur l'ensemble des entités Groupe concernées.
- des actions de formation (digital learning) ont été menées afin de sensibiliser l'ensemble du personnel à ces enjeux.
- Afin d'assurer la sécurité des Systèmes d'Information, un Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI), assisté d'un réseau de correspondants régionaux et de managers SI présents dans chaque pays du Groupe, déploie la Politique Sécurité Informatique de JCDecaux.

3. Famille : Risques financiers

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé à des risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie). Le principal risque identifié sur cette famille est le Risque lié à la conjoncture économique.

En cas de récession mondiale, le secteur de la publicité et de la communication est susceptible de subir plus fortement les variations d'activité du fait d'une possible réduction générale du budget communication des annonceurs.

La crise économique suite à la crise sanitaire de la Covid-19 illustre parfaitement ce risque de retournement brutal et non prévisible des marchés.

Le Groupe doit en outre faire face au caractère cyclique du marché de la publicité. Notre secteur d'activité est fortement lié à l'évolution du PIB des pays dans lesquels le Groupe est présent. Une accélération ou un ralentissement significatif de l'activité économique d'un pays peut impacter substantiellement le niveau d'activité, et donc le chiffre d'affaires du Groupe.

La présence du Groupe sur des marchés géographiquement diversifiés permet de minimiser les effets d'une éventuelle baisse générale du secteur du fait de réactions disparates et décalées des marchés des pays dans lesquels il est implanté.

La Direction Générale et la Direction financière du Groupe demeurent particulièrement attentives aux structures de coûts et adoptent des plans d'action pour maintenir le niveau de rentabilité du Groupe.

4. Famille : Risques stratégiques

Par son activité, le Groupe peut être confronté à plusieurs risques stratégiques (notamment la dépendance à l'égard des dirigeants, l'attractivité de la marque employeur ou la capacité à adresser les changements de business model).

Parmi les 3 principaux risques de cette famille, le risque « Risque de Piratage digital des mobiliers et de diffusion de contenu inapproprié » est traité au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière.

- Risque de piratage digital des mobiliers et de diffusion de contenu inapproprié

Présent dans 80 pays, JCDecaux opère du digital dans 47 d'entre eux par l'intermédiaire de près de 30 000 mobiliers actifs. Pour le Groupe, toute tentative externe ou interne d'accéder aux écrans numériques de ces mobiliers dans le but de diffuser des messages non contrôlés est un risque majeur, susceptible d'impacter ses résultats comme d'affecter sa réputation et sa capacité à proposer une offre numérique crédible aux clients annonceurs. Avec des effets d'autant plus graves que les messages diffusés sont offensants et néfastes. Dans un contexte de numérisation croissante des activités, la sécurisation de l'accès au réseau, aux systèmes informatiques et aux données du Groupe est une priorité afin de protéger la valeur de l'entreprise.

JCDecaux a mis en place depuis plusieurs années une politique IT complète pour se prémunir du risque de tentatives de piratage de son contenu numérique. Sous la responsabilité Corporate de la Direction des Infrastructures, une politique robuste de sécurité informatique a été mise en place, avec le déploiement de principes d'architecture, d'un outil de monitoring, de procédures, de plans d'action et d'une batterie d'outils (contrôles, tests de vulnérabilité...) pour assurer la sécurité digitale pour couvrir l'ensemble des risques identifiés.

- Risque d'attaque informatique sur les systèmes clés de l'entreprise

Le Groupe s'appuie sur des systèmes d'information complexes supportant ses activités commerciales, industrielles et de gestion. Les principaux risques sont liés à l'intégrité et au maintien de la capacité opérationnelle de ces systèmes.

Les systèmes d'informations du Groupe font l'objet de protections à plusieurs niveaux : les centres informatiques sont sécurisés, les accès aux logiciels contrôlés, les systèmes d'affichage audités. Ces protections concernent notamment la plateforme informatique en charge de la préparation et de la diffusion des campagnes publicitaires digitales. Cette plateforme s'appuie sur un réseau privé et est opérée par les équipes JCDecaux conformément à des règles strictes de contrôle et d'audit de bout en bout des accès. Elle est surveillée 24h/24 et 7j/7 afin de détecter puis de traiter en temps réels les éventuelles anomalies de fonctionnement. Par ailleurs, des plans de reprise d'activité visant à garantir la continuité des opérations du Groupe sont testés plusieurs fois par an. En outre, afin d'améliorer de façon continue la sécurité des systèmes informatiques et limiter les conséquences d'éventuels dysfonctionnements sur les métiers du Groupe, les différents risques (sinistre affectant les centres informatiques, défaillance d'équipements, de moyens en télécommunication, manquements aux règles de sécurité, erreurs humaines, ...) sont régulièrement évalués. Ces évaluations donnent lieu au renforcement des moyens mis en place et/ou au développement de nouvelles protections permettant d'améliorer la lutte contre les tentatives d'intrusion, la divulgation d'informations confidentielles, la perte ou l'altération de données, la perte de traçabilité, etc.

- Risque lié à l'accroissement des dispositifs réglementaires visant à réduire la publicité

D'un point de vue général concernant la famille « conformité aux lois et à la réglementation », le marché de la communication extérieure est réglementé au niveau local et national, dans la plupart des pays dans lesquels le Groupe est présent, en ce qui concerne :

- le type (affichage analogique/digital), la luminosité, la densité, la taille et l'implantation des supports publicitaires et du Mobilier Urbain en agglomération et hors agglomération) : les réglementations évoluent généralement vers une diminution du nombre global de dispositifs publicitaires et/ ou une réduction de leur taille, et les autorités locales s'orientent vers une application plus stricte des réglementations existantes. Une partie des dispositifs publicitaires, notamment dans le domaine de l'affichage, pourrait ainsi à terme devoir être retirée ou repositionnée dans certains pays.
- la nature des messages publicitaires diffusés (en particulier, interdiction et/ou restriction de la publicité sur l'alcool et le tabac dans certains pays) : concernant la publicité relative aux boissons alcoolisées, la réglementation est très variable d'un pays de l'Union Européenne à l'autre, incluant l'interdiction totale d'affichage ou son autorisation uniquement sur les points de vente ou dans un périmètre limité : à titre d'exemple, en Irlande et depuis une loi publiée en octobre 2018, la publicité relative à l'alcool est interdite dans un périmètre de 200 m autour des écoles et crèches ainsi que dans les transports publics ; cependant, la majorité des Etats de l'Union a adopté des mesures législatives simplement restrictives réglementant le contenu, la présentation et/ou les périodes de diffusion autorisées de certaines publicités. En dehors de l'Union Européenne, la publicité relative aux boissons alcoolisées est également réglementée.

En France, en 2020, plusieurs propositions de loi ont été déposées ; il est évidemment impossible de mesurer les conséquences de dispositions dont on ignore le contenu, mais il est à attendre un durcissement de certaines réglementations existantes. Il en est de même dans certains autres pays : à Londres, par exemple, le Maire a décidé d'interdire la publicité pour les produits HFS sur les actifs publicitaires de TFL (Transport for London) ; à Amsterdam, une proposition de loi vise à interdire la publicité pour les énergies fossiles.

JCDecaux dispose, en France, des compétences et a mis en place l'organisation afin d'anticiper au mieux et de gérer ce risque. La pression réglementaire est une pression forte et ancienne (via notamment, en France, les Règlements Locaux de Publicité qui réglementent les dispositifs situés en extérieur)

Sur nos autres géographies, nous n'avons pas identifié de pression similaire nécessitant à ce stade, la mise en place d'une organisation comme celle présente en France.

Par ailleurs, s'agissant des sujets de développement durable principal objet des propositions, le groupe a pris depuis plusieurs années de nombreuses mesures. JCDecaux est la seule entreprise du secteur de la communication extérieure

au monde à avoir rejoint en 2019 le RE 100 (coalition internationale des entreprises engagées vers l'objectif 100% énergies renouvelables) et intégré la liste A du CDP (anciennement Carbon Disclosure Project). Le Groupe est aussi référencé en matière de performance extra-financière dans l'indice FTSE4Good et le classement MSCI. En France, la mobilisation continue en termes d'engagement environnemental, depuis de nombreuses années, permettra à JCDecaux d'atteindre la neutralité carbone pour l'ensemble de ses activités en France en 2021

5. Famille : Risques opérationnels

Dans cette famille, le Groupe a identifié les risques opérationnels liés à ces différentes activités (notamment lors de la vente d'espaces publicitaires ou lors des activités d'affichage, d'entretien et de maintenance).

Le principal risque relatif à cette famille est un risque traité au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière : Risques liés à la Santé Sécurité des collaborateurs et sous-traitants.

JCDecaux réunit plus de 400 métiers différents, de la conception du mobilier urbain à la commercialisation des espaces publicitaires, en passant par l'entretien et la maintenance des mobiliers et dispositifs publicitaires. Le personnel opérationnel et de terrain, qui représente environ 51 % de l'effectif total du Groupe en 2018, est plus exposé aux risques d'accidents et incidents, de par ses activités. Ces dernières peuvent inclure le travail en hauteur, l'usage d'électricité ou la proximité d'équipement électriques, la conduite routière ou la proximité de routes ou voies ferrées, le travail dans des lieux où la « concentration » du public est forte (aéroports, gares, métros, trottoirs...).

JCDecaux a mis en place une Politique Santé-Sécurité Groupe.

6. Famille : Risques exogènes

Cette famille regroupe l'ensemble des risques liés à des catastrophes naturelles ou liés à des facteurs externes d'ordre social ou politique ou épidémiologique : en effet, du fait de son implantation dans de très nombreux pays, le Groupe peut par exemple subir les effets d'une période d'instabilité économique ou politique.

COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS 2020**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ANNUELS****ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE****Actifs**

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2020	31/12/2019 Retraité ⁽¹⁾
Goodwill	§ 4.1	1 592,8	1 779,0
Autres immobilisations incorporelles	§ 4.1	534,1	612,5
Immobilisations corporelles	§ 4.2	1 261,3	1 394,7
Droits d'utilisation	§ 4.3	3 416,5	4 115,8
Titres mis en équivalence	§ 4.5	392,5	452,3
Autres actifs financiers	§ 4.6	161,4	75,8
Instruments financiers dérivés	§ 4.17	-	0,1
Impôts différés actif	§ 4.11	119,0	122,7
Créances d'impôts sur les sociétés	§ 4.19	0,9	1,4
Autres créances	§ 4.7	9,8	17,1
ACTIFS NON COURANTS		7 488,3	8 571,4
Autres actifs financiers	§ 4.6	3,4	4,5
Stocks	§ 4.8	172,6	175,1
Instruments financiers dérivés	§ 4.17	1,7	1,1
Clients et autres débiteurs	§ 4.9	697,4	1 021,5
Créances d'impôts sur les sociétés	§ 4.19	37,3	34,5
Actifs financiers de trésorerie	§ 4.10	57,6	83,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 4.10	1 607,8	149,8
ACTIFS COURANTS		2 577,9	1 470,0
TOTAL DES ACTIFS		10 066,2	10 041,4

(1) Voir paragraphe 1.11.5 « Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 ».

Capitaux propres et passifs

<i>En millions d'euros</i>		31/12/2020	31/12/2019 Retraité ⁽¹⁾
Capital		3,2	3,2
Primes		608,5	608,5
Réserves consolidées		1 775,7	1 510,2
Résultat net part du Groupe		-604,6	265,5
Autres éléments des capitaux propres		-187,5	-155,9
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE		1 595,4	2 231,5
Participations ne donnant pas le contrôle		17,7	36,8
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 4.12	1 613,0	2 268,3
Provisions	§ 4.13	368,7	360,1
Impôts différés passif	§ 4.11	98,8	132,1
Dettes financières	§ 4.14	2 147,4	753,1
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.15	105,1	104,8
Dettes locatives	§ 4.16	3 088,0	3 696,0
Autres créditeurs		10,5	22,0
Passifs d'impôt exigible	§ 4.19	0,0	0,0
Instruments financiers dérivés	§ 4.17	0,0	0,0
PASSIFS NON COURANTS		5 818,5	5 068,2
Provisions	§ 4.13	63,1	58,3
Dettes financières	§ 4.14	587,6	595,7
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.15	6,3	4,6
Instruments financiers dérivés	§ 4.17	4,4	3,3
Dettes locatives	§ 4.16	1 057,8	1 057,8
Fournisseurs et autres créditeurs	§ 4.18	882,1	930,7
Passifs d'impôt exigible	§ 4.19	19,2	46,9
Concours bancaires	§ 4.14	14,2	7,4
PASSIFS COURANTS		2 634,7	2 704,8
TOTAL DES PASSIFS		8 453,2	7 773,0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		10 066,2	10 041,4

(1) Voir paragraphe 1.11.5 « Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 ».

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>		2020	2019 Retraité ⁽¹⁾
CHIFFRE D'AFFAIRES	§ 5.1	2 099,8	3 487,6
Coûts directs d'exploitation	§ 5.2	-602,7	-1 221,6
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	§ 5.2	-418,3	-551,2
MARGE OPÉRATIONNELLE		1 078,7	1 715,0
Dotations aux amortissements et provisions nettes	§ 5.2	-1 260,8	-1 260,3
Perte de valeur des goodwill	§ 5.2	-176,0	-10,0
Pièces détachées maintenance	§ 5.2	-46,0	-40,5
Autres produits opérationnels	§ 5.2	26,2	83,4
Autres charges opérationnelles	§ 5.2	-98,0	-27,0
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		-475,8	460,6
Charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS 16	§ 5.3	-118,1	-152,0
Produits financiers	§ 5.3	3,0	6,4
Charges financières	§ 5.3	-45,7	-42,8
Résultat financier hors IFRS 16	§ 5.3	-42,6	-36,4
RÉSULTAT FINANCIER		-160,7	-188,4
Impôts sur les bénéfices	§ 5.4	21,2	-92,1
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.5	-1,3	102,0
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		-616,7	282,2
<i>- Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>		-12,1	16,7
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		-604,6	265,5
Résultat de base par action (en euros)		-2,842	1,247
Résultat dilué par action (en euros)		-2,842	1,247
Nombre moyen pondéré d'actions	§ 5.7	212 742 395	212 895 694
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	§ 5.7	212 742 395	212 918 809

(1) Voir paragraphe 1.11.5 « Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 ».

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

<i>En millions d'euros</i>	2020	2019
		Retraité ⁽¹⁾
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	-616,7	282,2
Ecart de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽²⁾	-75,7	11,7
Ecart de conversion sur les investissements nets à l'étranger	-2,2	-0,9
Couverture des flux de trésorerie	0,0	-1,1
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	0,4	0,3
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt) ⁽³⁾	44,8	4,8
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	-32,8	14,9
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	-10,5	-13,1
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	2,4	2,4
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)	2,3	6,0
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	-5,8	-4,7
Total des autres éléments du résultat global	-38,6	10,2
RÉSULTAT GLOBAL	-655,3	292,4
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	-19,5	16,2
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE	-635,8	276,2

(1) Voir paragraphe 1.11.5 « Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 ».

(2) En 2020, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont -30,1 millions d'euros sur le Mexique, -15,6 millions d'euros sur le Brésil, -12,9 millions d'euros sur l'Afrique du sud et -10,8 millions d'euros sur le Royaume-Uni. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour +4,1 millions d'euros suite aux variations de périmètre.

En 2019, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont +5,4 millions d'euros sur le Mexique, +12,2 millions d'euros sur le Royaume-Uni, -4,2 millions d'euros sur Israël, -4,9 millions d'euros sur le Zimbabwe et +2,9 millions d'euros sur l'Afrique du sud. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour -1,0 million d'euros suite aux variations de périmètre.

(3) En 2020, inclut le montant du recyclage en résultat des réserves de conversion des sociétés mises en équivalence pour +45,5 M€ suite aux variations de périmètre.

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves non distribuées	Autres éléments des capitaux propres									Total
					Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserves de conversion	Réserves de réévaluation	Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments			
<i>En millions d'euros</i>														
Capitaux propres au 31 décembre 2018	3,2	606,4	0,0	1 634,4	1,7	-0,1	-115,7	0,9	-53,7	0,8	-166,2	2 077,9	30,9	2 108,8
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,0	1,8		0,0							0,0	1,8	0,3	2,2
Variation d'actions propres ⁽²⁾			-0,6	0,1							0,0	-0,5		-0,5
<i>Achat</i>			-12,1								0,0	-12,1		-12,1
<i>Vente</i>			11,5	0,1							0,0	11,6		11,6
Distributions de dividendes				-123,4							0,0	-123,4	-12,2	-135,6
Paievements en actions		0,2									0,0	0,2		0,2
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾											0,0	0,0	-5,0	-5,0
Variations de périmètre ⁽⁴⁾				-0,2			-0,4		0,0		-0,4	-0,6	6,5	5,9
Résultat de l'ensemble consolidé				265,5							0,0	265,5	16,7	282,2
Autres éléments du Résultat global					-0,8		16,0		-4,5		10,7	10,7	-0,5	10,2
Résultat global	0,0	0,0	0,0	265,5	-0,8	0,0	16,0	0,0	-4,5	0,0	10,7	276,2	16,2	292,4
Autres				0,0							0,0	0,0		0,0
Capitaux propres au 31 décembre 2019	3,2	608,5	-0,6	1 776,4	0,9	-0,1	-100,2	0,9	-58,2	0,8	-155,9	2 231,5	36,8	2 268,3
Augmentation de capital ⁽¹⁾		0,0									0,0	0,0	0,1	0,1
Variation d'actions propres ⁽²⁾			-0,8	-0,2							0,0	-1,0		-1,0
<i>Achat</i>			-24,7								0,0	-24,7		-24,7
<i>Vente</i>			23,9	-0,2							0,0	23,7		23,7
Distributions de dividendes											0,0	0,0	-7,8	-7,8
Paievements en actions		0,0									0,0	0,0		0,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾											0,0	0,0		0,0
Variations de périmètre ⁽⁴⁾				0,5			-0,5		0,0		-0,5	0,0	8,0	8,0
Résultat de l'ensemble consolidé				-604,6							0,0	-604,6	-12,1	-616,7
Autres éléments du Résultat global					0,0		-25,4		-5,8		-31,3	-31,3	-7,4	-38,6
Résultat global	0,0	0,0	0,0	-604,6	0,0	0,0	-25,4	0,0	-5,8	0,0	-31,3	-635,8	-19,5	-655,3
Autres				0,4			0,2				0,2	0,6	0,0	0,6
Capitaux propres au 31 décembre 2020	3,2	608,5	-1,5	1 172,5	0,8	-0,1	-125,9	0,9	-64,0	0,8	-187,5	1 595,4	17,7	1 613,0

(1) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et augmentations de capital des sociétés contrôlées.

(2) Variation des actions propres de JCDecaux SA dans le cadre du contrat de liquidité mis en place en mai 2019.

(3) En 2019, nouvel engagement d'achat.

Les effets nets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en participations ne donnant pas le contrôle pour respectivement -2,1 millions d'euros en 2020 contre -12,0 millions d'euros en 2019.

(4) En 2020, mouvements de périmètre liés principalement liés à l'acquisition de minoritaires en Chine.

En 2019, mouvements de périmètre liés principalement aux cessions sans perte de contrôle en Amérique Latine et en Europe.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>	2020	2019
		Retraité ⁽¹⁾
Résultat net avant impôts	-637,9	374,2
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.5 1,3	-102,0
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	§ 10.4 & § 11.3 64,8	105,6
Charges liées aux paiements en actions	§ 5.2 0,0	0,2
Gains et pertes sur contrats de location	§ 5.2 -281,6	-63,0
Dotations nettes aux amortissements et provisions	§ 5.2 & § 5.3 1 441,7	1 271,1
Plus et moins-values de cession & résultat sur variations de périmètre	§ 5.2 & § 5.3 36,8	-11,0
Charges nettes d'actualisation	§ 5.3 4,4	16,6
Intérêts financiers nets & charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS 16	§ 5.3 149,3	163,3
Dérivés financiers, résultat de change, coût amorti et autres	11,7	6,2
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	237,4	6,2
Variation des stocks	3,3	-5,7
Variation des clients et autres créances	290,0	11,0
Variation des fournisseurs et autres dettes	-55,9	0,9
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	1 027,8	1 767,4
Intérêts payés sur dettes locatives IFRS 16	§ 4.16 -82,1	-154,7
Intérêts financiers payés	-20,3	-17,4
Intérêts financiers reçus	3,0	5,5
Impôt sur le résultat payé	-40,3	-100,6
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	§ 6.1 888,1	1 500,2
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	-218,8	-378,9
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise	-30,9	-15,6
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-105,0	-4,9
Total Investissements	-354,7	-399,4
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles	41,8	18,6
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée	31,7	1,6
Cessions d'autres immobilisations financières	7,4	31,9
Total Désinvestissements	81,0	52,1
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	§ 6.2 -273,7	-347,3
Distribution mise en paiement	-7,8	-135,6
Achat d'actions propres	-24,7	-12,1
Décaissements sur acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle	-0,9	-2,9
Réduction des capitaux propres	-0,3	0,0
Remboursement d'emprunts à long terme	§ 6.4 -667,9	-83,5
Remboursement des dettes locatives	§ 4.16 -533,2	-950,3
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de trésorerie	24,8	-1,1
Besoin de trésorerie (Financement)	-1 210,0	-1 185,5
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle	0,0	8,5
Augmentation des capitaux propres	1,2	2,2
Vente d'actions propres	23,7	11,6
Augmentation des emprunts à long terme	§ 6.4 2 033,7	79,6
Dégagement de trésorerie (Financement)	2 058,7	101,9
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	§ 6.3 848,7	-1 083,6
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	1 463,1	69,3
Trésorerie nette d'ouverture	§ 4.14 142,4	88,0
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	-11,9	-14,8
Trésorerie nette de clôture ⁽²⁾	§ 4.14 1 593,6	142,4

(1) Voir paragraphe 1.11.5 « Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 ».

(2) Dont 1 607,8 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et -14,2 millions d'euros de concours bancaires au 31 décembre 2020 contre respectivement 149,8 millions d'euros et -7,4 millions d'euros au 31 décembre 2019.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS

FAITS MARQUANTS

Dans le contexte de la crise mondiale sans précédent causée par la pandémie de Covid-19, le Groupe a été fortement impacté par les confinements globaux ou partiels que la crise a entraînés dans le monde. Alors que le modèle économique du Groupe repose sur la délivrance d'audiences aux annonceurs, le confinement implique une forte chute des trafics piétons et automobiles ainsi que du nombre de passagers dans les métros, les gares et les aéroports.

Ces conditions économiques défavorables ont conduit à une baisse significative du chiffre d'affaires et à la comptabilisation de charges d'impairment suite aux tests de perte de valeur réalisés sur les actifs.

Pour résister à cette conjoncture inédite, en fonction des pays et dans le respect des consignes locales, des mesures ont été mises en œuvre pour atténuer l'impact négatif de cette crise, notamment la réduction de la base de coûts, un programme d'investissements revu à la baisse, ainsi que l'introduction de mesures d'activité partielle grâce aux mesures gouvernementales notamment en France, la réduction des heures de travail des collaborateurs, les mesures nécessaires pour permettre le télétravail ainsi que des réductions volontaires de salaire. Les membres du Directoire ont décidé de réduire leurs rémunérations 2020. Le Groupe bénéficie également de la décision rapide de certains aéroports, villes et autorités de transport dans le monde d'aider les concessionnaires. Cela inclut, par exemple, la suspension de l'obligation de paiement de minimum garanti annuel, l'ajustement de la base de calcul du loyer et / ou du pourcentage de partage des revenus.

Le Groupe a également mis en place des mesures de renforcement de sa liquidité et sa flexibilité financière. A la suite de sa décision de retirer la proposition de dividende 2019, le Groupe a ainsi réalisé des émissions obligataires pour 1,2 milliard d'euros pour des durées de 4,5 ans et 8 ans et a émis un prêt bancaire à terme de 150 millions d'euros remboursable en avril 2025. Le Groupe a également étendu d'un an la maturité de sa ligne de crédit confirmée de 825 millions d'euros à juillet 2025 et a obtenu un *waiver* jusqu'en 2023 du covenant financier applicable sur la ligne de crédit de 825 millions d'euros et sur le prêt bancaire de 150 millions d'euros.

Les principales variations de périmètre réalisées sur la période sont détaillées au paragraphe 2.1 « Principaux mouvements de périmètre ».

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers consolidés de JCDecaux SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 comprennent la société JCDecaux SA et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les capitaux propres des entreprises associées et coentreprises.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2020, arrêtés par le Directoire, et approuvés par le Conseil de Surveillance du 10 mars 2021, sont établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

De façon générale, les valeurs figurant dans les tableaux sont exprimées en millions d'euros. La somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport aux valeurs reportées.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application :

- de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 31 décembre 2020. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne. Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB ;
- de positions comptables retenues en l'absence de dispositions prévues par le référentiel normatif.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2019, à l'exception de l'application des amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 :

- Les modifications d'IAS 1 et d'IAS 8 « Définition du terme significatif » ;
- Modification des références au cadre conceptuel dans les normes ;
- Les modifications d'IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 « Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 1 » ;
- Les modifications d'IFRS 3 « Définition d'une entreprise » ;
- L'amendement à la norme IFRS 16 « Allègements de loyers liés à la Covid-19 ».

Les impacts liés à l'application de l'amendement à la norme IFRS 16 « Allègements de loyers liés à la Covid-19 » sont détaillés au paragraphe 1.11.4 « Réductions de loyer IFRS 16 dans le contexte de l'épidémie Covid-19 ».

La décision de l'IFRS IC de novembre 2019 sur la durée des contrats de location et les durées d'utilité des agencements non amovibles, ainsi que le relevé de conclusion de l'ANC du 3 juillet 2020 sur les baux commerciaux français et l'illustration émise par la CNCC en novembre 2020, ont entraîné des analyses approfondies des durées prises en compte par le Groupe depuis la première application de la norme IFRS 16. Ces analyses n'ont fait ressortir aucune distorsion

significative entre la durée d'amortissement des agencements et la durée contractuelle des baux retenue par le Groupe dans le cadre d'IFRS 16. Elles ont en revanche conduit à revoir la durée de quelques contrats dont la durée de location initiale est dépassée et qui sont en situation de tacite reconduction. Les impacts sont détaillés au paragraphe 1.11.5 « Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 ».

L'application des autres amendements, interprétations et normes, n'a pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

En l'absence de précision définitive du référentiel IFRS sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes consolidés antérieurs sont maintenus et sont précisés au paragraphe 1.19 « Engagements de rachat de minoritaires ». En particulier, les effets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires sont comptabilisés en résultat financier, et sont alloués sur le résultat des participations ne donnant pas le contrôle, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union Européenne lorsque l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2020.

1.2 Périmètre et méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce le contrôle sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

La mise en équivalence est adoptée pour les coentreprises et les entreprises associées, sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées globalement sont éliminées.

Les résultats internes à l'ensemble consolidé sont également éliminés. Les plus ou moins-values sur cessions internes réalisées par une société mise en équivalence sont éliminées à hauteur du pourcentage de détention en contrepartie de la valeur des actifs cédés. Les moins-values réalisées sur les cessions à une société mise en équivalence sont régies par la norme IFRS3R et les plus-values réalisées sur les cessions à une société mise en équivalence rentrent dans le cadre de SIC13.

1.3 Enregistrement des opérations en devises dans la monnaie fonctionnelle des entités

Les opérations libellées en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours du jour de la transaction. A la date d'arrêté comptable, les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture et les différences de change en résultant sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les actifs monétaires à long terme détenus par une entité du Groupe sur une filiale étrangère pour lesquels aucun règlement n'est ni planifié ni susceptible d'intervenir dans un avenir prévisible, constituent une part de l'investissement net à l'étranger. Ainsi, en application des dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », les différences de change portant sur ces éléments sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la date de cession de l'investissement ou de déqualification. Dans le cas contraire, les différences de change sont enregistrées dans le compte de résultat.

1.4 Conversion des états financiers des filiales

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en Euro qui est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle de la société mère.

La conversion des actifs et des passifs des filiales étrangères dans la monnaie de présentation du Groupe s'effectue au taux de change en vigueur à la date de clôture et leur compte de résultat est converti au taux de change moyen de la période. Les écarts résultant de cette conversion sont affectés directement dans les autres éléments du résultat global.

Lors de la cession totale ou partielle, avec perte de contrôle, de la liquidation d'une entité étrangère, ou lors d'une acquisition par étapes avec prise de contrôle, les différences de conversion accumulées en capitaux propres sont recyclées dans le compte de résultat.

1.5 Utilisation d'estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains postes de l'état de situation financière nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des goodwill, des actifs corporels et incorporels et des droits d'utilisation, de la valorisation des titres mis en équivalence, de la détermination du montant des provisions pour avantages au personnel et des provisions pour démontage, ainsi que de la valorisation des engagements sur titres. Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité, en particulier dans ce contexte de crise mondiale liée à la pandémie Covid-19, créant des incertitudes accrues sur les perspectives d'avenir. Ces méthodes d'évaluation sont plus précisément décrites, principalement dans le paragraphe 1.10 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles des droits d'utilisation et des goodwill », le paragraphe 1.11 « contrats de locations », le paragraphe 1.12 « Titres mis en

équivalence », le paragraphe 1.20 « Provisions pour retraites et avantages assimilés » et dans le paragraphe 1.21 « Provisions pour démontage ». Le résultat des tests de sensibilité est donné au paragraphe 4.4 « Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles, incorporelles et les droits d'utilisation » pour la valorisation des goodwill, actifs corporels et incorporels et droits d'utilisation, au paragraphe 4.5 « Titres mis en équivalence et tests de perte de valeur » pour la valorisation des titres mis en équivalence, au paragraphe 4.20 « Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie » pour la valorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, et au paragraphe 4.13 « Provisions » pour la valorisation des provisions pour démontage et des provisions pour avantages au personnel.

1.6 Distinction courant / non courant

A l'exception des impôts différés qui sont classés en actifs et passifs non courants, les actifs et passifs sont classés en courant lorsque leur recouvrabilité ou leur paiement est prévu au plus tard 12 mois après la date de clôture de l'exercice. Dans le cas contraire, ils sont classés en non courant.

1.7 Immobilisations incorporelles

1.7.1. Frais de développement

Selon la norme IAS 38, les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que le Groupe peut démontrer :

- son intention, sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- l'existence d'avantages économiques futurs probables pour le Groupe ;
- la très forte probabilité de succès du Groupe ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les dépenses de développement immobilisées incluent principalement tous les coûts liés au développement, à l'adaptation ou à la mise en valeur de gammes de mobilier urbain et de supports publicitaires, dans le cadre de propositions de contrats ayant une forte probabilité de succès. Ces dépenses comprennent également la conception et la construction de modèles et prototypes.

Le Groupe considère légitime d'activer les coûts des projets liés à la préparation des réponses aux appels d'offres. Compte tenu d'une part, de la nature des coûts engagés (conception et construction de modèles et prototypes), d'autre part du taux de succès du groupe JCDecaux dans le cadre de ses réponses aux appels d'offres, le Groupe considère que ces coûts constituent des activités de développement activables, et satisfont aux critères d'activation rappelés ci-avant. En effet, ces coûts se rattachent directement à un contrat donné et sont encourus pour l'obtenir. L'amortissement commence lorsque le projet est concrétisé par un succès à l'appel d'offres, et est étalé sur la durée du contrat. En cas d'insuccès, le montant activé est comptabilisé en charges.

Les frais de développement portés à l'actif sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

1.7.2. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles se rapportent pour l'essentiel aux contrats de Mobilier Urbain, Affichage et Transport reconnus lors de regroupements d'entreprises et sont amorties sur la durée des contrats. Elles comprennent également des droits d'entrée, amortis sur la durée des contrats, ainsi que des logiciels. Seuls les logiciels individualisés et clairement identifiés (notamment de type ERP), sont immobilisés et amortis sur une durée de 10 ans maximum. Les dépenses pour les autres logiciels sont constatées en charges de l'exercice.

1.8 Regroupement d'entreprises, acquisition de participation ne donnant pas le contrôle et cession de participation

Le goodwill représente la juste valeur de la contrepartie transférée (incluant la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise), augmentée du montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, et diminuée du montant net comptabilisé au titre des actifs identifiables et des passifs repris évalués à la juste valeur.

Les goodwill ne sont pas amortis. Le Groupe procède à des tests de pertes de valeur, au moins une fois par an à la date de clôture mais également à tout autre moment s'il existe des indicateurs de perte de valeur. Suite à ces tests de perte de valeur menés conformément à la méthodologie décrite au paragraphe 1.10 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, des droits d'utilisation et des goodwill », une dépréciation des goodwill est constatée, le cas échéant. Une telle dépréciation n'est pas réversible.

Les éventuels badwill sont constatés directement au compte de résultat.

Dans le cadre de l'analyse de la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise, le Groupe est notamment amené à valoriser des contrats et à reconnaître ces éléments en immobilisations incorporelles pour leur juste valeur. Lorsque des

contrats déficitaires sont identifiés, le Groupe est amené à diminuer la valeur brute du droit d'utilisation attaché à ce contrat puis à constater un éventuel passif.

Les normes IFRS offrent aux sociétés un délai maximum de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser l'évaluation à la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs obtenus.

Le Groupe enregistre en autres charges opérationnelles les coûts directs liés à l'acquisition, à l'exception des coûts directs liés à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle qui sont enregistrés en capitaux propres.

Pour les acquisitions réalisées par étapes successives, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue au moment de la prise de contrôle. La juste valeur de celle-ci est estimée sur la base du prix d'acquisition diminué de la prime de contrôle.

Pour toute cession partielle ou totale avec perte de contrôle, le Groupe comptabilise en résultat, en autres charges et produits opérationnels, le résultat de cession de la quote-part cédée ainsi que la réévaluation de la quote-part conservée.

Par ailleurs, les rachats de participation ne donnant pas le contrôle dans des sociétés contrôlées et les cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle donnent lieu à la comptabilisation en variation de capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société-mère de la différence entre le prix d'acquisition ou de cession et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle. Les entrées et sorties de trésorerie correspondantes sont présentées dans le tableau des flux de trésorerie en « flux de trésorerie nets issus du financement ».

1.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Mobiliers urbains

Les mobiliers urbains (Atribus, Mupis®, Seniors, Journaux Electroniques d'Information (JEI), Sanisettes, Colonnes Morris, etc.) et les supports publicitaires dans l'activité Transport sont amortis linéairement sur la durée de vie des contrats comprise entre 8 et 24 ans. Les écrans digitaux sont amortis sur une durée comprise entre 5 et 10 ans, leur durée de vie économique pouvant être inférieure à la durée des contrats. Les coûts de maintenance des mobiliers urbains sont comptabilisés en charges.

Les coûts actualisés de démontage de mobilier en fin de contrat sont comptabilisés à l'actif, en contrepartie d'une provision, et sont amortis sur la durée des contrats.

Panneaux d'affichage

Les panneaux d'affichage font l'objet d'un mode d'amortissement propre aux pays concernés, déterminé en fonction de la réglementation et des conditions économiques locales.

La principale méthode d'amortissement est le mode linéaire sur une durée comprise entre 2 et 20 ans.

Les dotations aux amortissements sont déterminées selon les durées normales d'utilisation suivantes :

Durées d'amortissement

Immobilisations corporelles :

▪ Bâtiments et constructions	10 à 50 ans
▪ Installations techniques, matériel et outillage (Hors mobiliers urbains et panneaux)	5 à 10 ans
▪ Mobiliers urbains et panneaux	2 à 24 ans

Autres immobilisations corporelles :

▪ Agencements divers, aménagements	5 à 16 ans
▪ Matériel de transport	3 à 15 ans
▪ Matériel informatique	3 à 5 ans
▪ Mobilier	5 à 10 ans

1.10 Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, des droits d'utilisation et des goodwill

Les immobilisations corporelles, incorporelles, les droits d'utilisation, ainsi que les goodwill font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an.

Ce test consiste, pour une unité génératrice de trésorerie (UGT) ou un groupement d'UGT, à comparer sa valeur nette comptable à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur

de cet actif (ou du groupe d'actifs considéré) nette des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Les droits d'utilisation nets de la valeur comptable des dettes locatives sont compris dans la valeur comptable, et la valeur d'utilité retenue est calculée sur la base de flux de trésorerie qui restent alignés sur les indicateurs opérationnels ajustés.

Lorsque la valeur recouvrable est appréciée par référence à la valeur d'utilité, les prévisions de flux de trésorerie sont déterminées en intégrant des hypothèses de croissance appréciées soit sur la durée des contrats, soit sur une durée de 5 ans avec prise en compte d'une projection à l'infini ainsi qu'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent. Les hypothèses de croissance retenues n'intègrent pas d'opération de croissance externe. Les risques spécifiques à l'UGT testée sont en grande partie traduits dans le choix des hypothèses retenues pour la détermination des flux de trésorerie et dans le taux d'actualisation retenu.

Lorsque la valeur comptable d'un actif (ou d'un groupe d'actifs) devient supérieure à sa valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat pour ramener la valeur comptable à la valeur recouvrable.

Méthodologie suivie

- Niveau du test
 - Pour les actifs corporels et incorporels et les droits d'utilisation, les tests de perte de valeur sont réalisés au niveau de l'UGT correspondant à l'entité opérationnelle ;
 - Pour les goodwill, les tests sont réalisés au niveau de chaque regroupement d'UGT dont le périmètre est déterminé en prenant en compte le niveau de synergie attendu entre les UGT elles-mêmes. Ainsi, les tests sont effectués soit au croisement d'un secteur opérationnel et d'une zone géographique, soit sur des groupements d'UGT spécifiques, à l'instar du secteur Aéroports où les synergies s'apprécient au niveau mondial, ou des zones Pacifique et France « Roadside » (mobilier urbain et affichage en France), où les synergies se justifient tous secteurs opérationnels confondus au sein de ces géographies.

- Taux utilisés

Les valeurs d'utilité prises en compte dans le cadre des tests de perte de valeur sont déterminées sur la base des flux de trésorerie futurs attendus, actualisés à un taux calculé sur la base du coût moyen pondéré du capital. Ce taux reflète les meilleures estimations du management de la valeur temps de l'argent, des risques spécifiques des actifs ou UGT ainsi que de la situation économique des zones géographiques dans lesquelles s'exerce l'activité attachée à ces actifs ou UGT. Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique s'échelonnant de 6,0 % à 17,0 %, pour la zone présentant le plus de risque. Le taux après impôt de 6,0 % en 2020 (comme en 2019), est utilisé notamment en Europe Occidentale (hors Espagne, Portugal, Italie et Irlande), en Amérique du Nord, au Japon, à Singapour, en Corée du Sud et en Australie et Nouvelle-Zélande. S'ajoute une prime de risque sur le segment Aéroports de 300 points de base, reflétant le risque spécifique de cette activité dans le contexte de la crise mondiale sans précédent causée par la pandémie de Covid-19 et un horizon de reprise incertain.

- Valeurs recouvrables

Elles sont déterminées à partir des données budgétaires pour la première année consécutive à la clôture des comptes et d'hypothèses de croissance et d'évolution spécifiques à chaque marché, qui reflètent les perspectives futures attendues. Les valeurs recouvrables sont déterminées sur la base de business plans pour lesquels les modalités de prise en compte des flux futurs de trésorerie diffèrent selon le secteur d'activité considéré avec un horizon généralement supérieur à 5 ans en raison de la nature et de l'activité du Groupe caractérisée par des engagements contractuels de longue durée avec des probabilités très fortes de renouvellement des contrats. Ainsi, de manière générale :

- dans le Mobilier Urbain et le Transport, les flux futurs de trésorerie sont calculés sur la durée restante du contrat avec prise en compte d'une probabilité de renouvellement à l'échéance, le business plan étant réalisé sur la durée du contrat, généralement comprise entre 5 ans et 20 ans, avec un maximum de 25 ans pour la durée la plus longue ;
- pour l'Affichage, ils sont calculés sur une période de 5 ans avec une projection à l'infini sur la base d'un taux de croissance de 2 % par an pour les pays européens, dont les marchés nous apparaissent matures, et de 3 % pour les autres pays, où l'affichage grand format nous semble bénéficier de conditions de marché plus favorables.

La valeur recouvrable d'un groupe d'UGT est donnée par la somme des valeurs recouvrables des UGT appartenant à ce groupe.

1.11 Contrats de location

1.11.1 Descriptif des contrats de location du Groupe

Les contrats liés au cœur de métier de JCDecaux ont des caractéristiques dominantes dépendant souvent de l'activité à laquelle ils se rattachent (Mobilier urbain, Transport, Affichage) ou de la géographie (pour des raisons de réglementation ou de pratique de marché locale).

Dans les activités de mobilier urbain et de transport, chaque contrat constitue souvent un cas spécifique, avec des modalités contractuelles parfois complexes résultant de négociations directes ou des conditions d'appel d'offres, avec des renégociations de certaines clauses qui peuvent intervenir en cours de vie du contrat, le plus souvent liées aux aléas de marché ou de déploiement opérationnel des structures publicitaires.

Plus de 20 000 contrats identifiés dans plus de 75 pays rentrent dans le champ d'application d'IFRS 16. Il s'agit essentiellement de contrats conclus avec les municipalités, les aéroports, les compagnies de transport, les centres commerciaux et les bailleurs privés, qui permettent à JC Decaux de disposer d'emplacements en vue d'installer des supports publicitaires nécessaires à l'activité principale du Groupe. Sur les plus de 20 000 contrats entrant dans le champ d'application d'IFRS 16, près de 82 % correspondent à la location d'emplacements publicitaires (Mobilier Urbain, Transport et Affichage) et représentent près de 94 % de la dette locative au 31 décembre 2020, les 18 % de contrats restants étant constitués notamment de contrats immobiliers et de contrats de véhicules.

Les loyers et redevances fixes ou fixes en substance sont souvent des minima garantis de redevances variables liées au chiffre d'affaires publicitaire généré par les supports publicitaires installés sur les emplacements entrant dans le champ du contrat. C'est le cas de figure dominant dans les activités transport et centres commerciaux. Il est fréquent en mobilier urbain et plus rare en affichage grand format, où la redevance indépendante de la performance commerciale du contrat est le cas de figure le plus répandu.

Les loyers et redevances fixes et/ou fixes en substance ou les minima garantis, peuvent selon les contrats :

- rester au même montant tout au long de la vie du contrat,
- évoluer en fonction d'un indice général (inflation, prix de la construction ...) ou selon le même mécanisme qu'un indice et plus spécifique au contrat (nombre de passagers par exemple dans le transport),
- évoluer tout en restant fixes sur la base des montants annuels prévus au contrat, ce qui est souvent lié à une montée en puissance attendue du chiffre d'affaires publicitaire du fait notamment de l'installation progressive de nouveaux supports, de l'ouverture de nouvelles lignes de métro ou de l'extension d'un aéroport,
- évoluer en fonction d'un pourcentage du montant de redevance total (redevance variable inclus) payé l'année précédente.

La durée non résiliable des contrats est très diverse, puisqu'elle va de 1 an à 39 ans sur la totalité de la population des contrats :

- La durée des contrats pour de l'affichage sur du mobilier urbain va de 1 an à 35 ans, dépendant dans l'essentiel des cas des termes de l'appel d'offres et dans quelques cas de négociation directe avec la collectivité. Cette durée est largement liée au modèle économique choisi par la collectivité dans son cahier des charges, notamment du niveau d'investissement attendu par JCDecaux pour les mobiliers publicitaires et non publicitaires. Plus l'investissement sera lourd, plus la durée sera longue afin d'équilibrer le modèle économique.
- La durée des contrats pour des emplacements liés au transport va de 1 an à 21 ans, dépendant là aussi le plus souvent des termes de l'appel d'offres. La durée du contrat est généralement plus courte et le poids des redevances plus élevé que dans le mobilier urbain, du fait d'un moindre poids des investissements et des coûts opérationnels en proportion du chiffre d'affaires généré par les supports publicitaires.
- La durée des contrats d'affichage grand format va de 1 an à 39 ans. Elle varie beaucoup en fonction des pays, selon la réglementation locale, plus ou moins contraignante, et les pratiques de marché relatives aux relations entre afficheurs et bailleurs privés.

Concernant les modalités d'extension ou de renouvellement :

- Les contrats d'affichage grand format, selon la réglementation ou les pratiques de marché, prévoient le plus souvent un schéma de tacite reconduction ou de renouvellement automatique variant selon les géographies. Dans ce cas, la durée appliquée est la durée raisonnablement certaine, calculée en fonction de la durée moyenne de tacite reconduction à date.
- Les contrats de mobilier urbain ou de transport peuvent prévoir des périodes d'extension de la durée initiale du contrat, qui dépendent selon les cas de l'accord des deux parties ou d'une seule des parties. Pour l'application de la norme IFRS 16 dans le cadre du contrat initial, les extensions de période contractuelle ne sont considérées que lorsque JCDecaux est le seul à pouvoir exercer cette option, ces cas étant assez rares. Les renouvellements des contrats de mobilier urbain ou de transport se font le plus souvent au travers de nouveaux contrats, après mise en œuvre d'une procédure de mise en concurrence (le plus souvent au travers d'une procédure d'appel d'offres).

Concernant les clauses de fin anticipée, seul un très faible nombre de contrats a été identifié pour lesquels JCDecaux est seul décisionnaire de la fin anticipée. Le plus souvent, l'accord des deux parties est nécessaire ou bien la fin anticipée est conditionnée par un fait générateur externe (force majeure, changement de sens de circulation en affichage grand format, récession économique majeure ou effondrement du marché publicitaire dans certains contrats de transport).

1.11.2. Contrats non traités sous IFRS 16

Tout nouveau contrat, à compter du 1^{er} janvier 2019, fait l'objet d'une analyse pour conclure s'il répond à la définition d'un contrat de location. Lorsque le fournisseur ayant concédé des emplacements publicitaires au Groupe dispose d'un droit de substitution lui permettant de remplacer n'importe quel emplacement attribué au début du contrat par un autre pendant la durée du contrat, et cela afin de répondre à ses besoins opérationnels d'exploitation (autre que dans le cas d'une activité de maintenance et réparation), ce droit est considéré comme substantiel. C'est le cas dans les activités de mobilier urbain

et transport du Groupe qui comportent dans la quasi-totalité des cas, un droit de substitution sur les emplacements publicitaires à la main du fournisseur. Dans ce cas le Groupe n'a pas le contrôle de l'actif. Ces types de contrat ne répondent donc pas à la définition d'un contrat de location en application de la norme IFRS 16 et les redevances fixes de l'année restent constatées en charges d'exploitation au même titre que les redevances variables. Pour ces contrats, les engagements de redevances futurs jusqu'à l'échéance du contrat figurent en engagements hors bilan pour le montant total sur lequel le Groupe est engagé.

Par ailleurs, les deux exemptions de comptabilisation proposées par la norme IFRS 16 – contrats d'une durée inférieure ou égale à douze mois et location de biens de faible valeur – sont utilisées.

1.11.3. Comptabilisation des contrats de location entrant dans le champ d'application d'IFRS 16

Conformément à la norme IFRS 16 appliquée selon la méthode rétrospective complète depuis le 1er janvier 2019, le Groupe reconnaît au passif du bilan une dette sur les contrats de location, au titre des loyers fixes (ou faisant l'objet d'une revalorisation sur base d'un indice) et des minimums garantis, en contrepartie, à l'actif, d'un droit d'utilisation amorti linéairement sur la durée de location ou d'utilisation de l'actif sous-jacent.

La charge fixe de loyer dans la marge opérationnelle est remplacée par l'amortissement du droit d'utilisation comptabilisé en résultat d'exploitation et la charge financière sur la dette de loyer enregistrée en résultat financier.

Les redevances variables basées sur le chiffre d'affaires sont exclues de la dette locative et sont inscrites en compte de résultat opérationnel lorsqu'elles sont encourues.

La norme est sans effet sur le résultat net sur la durée du contrat avec un impact défavorable en début de contrat qui se retourne dans le temps du fait des charges d'intérêts dégressives.

La dette nette du Groupe exclut la dette locative.

Dans le tableau des flux de trésorerie, seul le paiement des intérêts de la dette locative a un impact sur les flux opérationnels, le remboursement du principal affectant les flux de financement.

Le Groupe constate des impôts différés sur les contrats de location comptabilisés sous IFRS 16.

Le montant de la dette locative dépend des hypothèses retenues au titre de la durée des engagements et du taux de financement marginal.

Le taux de financement marginal est déterminé pour chaque contrat sur la base du taux sans risque applicable à la devise du contrat, augmenté du basis de la devise, si disponible, et de la marge de crédit de la filiale concernée, basée sur le risque de crédit Groupe. Ces différentes composantes sont définies en fonction de la durée de vie moyenne pondérée du contrat concerné.

La durée de contrat est déterminée en tenant compte de la période non résiliable et des périodes couvertes par les options de renouvellement (ou de résiliation) si leur exercice (ou non exercice) est raisonnablement certain.

Concernant les options de renouvellement ou de résiliation, en ligne avec l'application d'IFRS 16 et la décision de l'IFRS IC de novembre 2019 sur la durée des contrats de location et les durées d'utilité des agencements non amovibles :

- C'est lorsque l'exercice par le Groupe de l'option d'extension (ou de fin anticipée) est raisonnablement certain que la durée associée est retenue ;
- Une option d'extension (ou de fin anticipée) n'est retenue que lorsque JCDecaux est le seul à pouvoir exercer l'option ;
- La durée additionnelle (ou de fin anticipée) est retenue sur la base de l'ensemble des aspects économiques du contrat et non uniquement les paiements de rupture contractuelle. Si une seule partie a un intérêt économique à ne pas interrompre le contrat alors le contrat est exécutoire au-delà de sa période non résiliable.

Lorsque les contrats ont une durée indéterminée, ou sont résiliables à n'importe quel moment par chacune des parties, ou sont reconductibles par tacite reconduction, conformément aux décisions IFRS-IC sur les durées, il est tenu compte de la durée d'utilité des agencements non amovibles pour déterminer la durée du contrat ou dans le cadre des contrats en tacite reconduction, de la durée moyenne à date des contrats en tacite reconduction.

Concernant les baux commerciaux français, conformément au relevé de conclusion de l'ANC du 3 juillet 2020 et l'illustration émise par la CNCC de novembre 2020, la durée généralement retenue par le Groupe est de 9 ans, la période non résiliable étant de 3 ans. Il n'existe pas au plan comptable d'option de renouvellement au terme du bail pour les principaux contrats qui ne sont jamais reconduits de façon tacite ; ils font l'objet d'une renégociation.

Les modifications et réestimations de contrats sont liées essentiellement à des avenants signés et à la vie du contrat notamment l'évolution du montant des loyers à payer ou changement de la date de fin raisonnablement certaine lorsqu'une décision est prise quant à l'extension ou la fin anticipée d'un contrat. Elles donnent lieu comptablement à une réestimation de la dette en contrepartie du droit d'utilisation, pouvant conduire dans certains cas à un effet positif dans le compte de résultat.

Les contrats déjà signés mais non démarrés à la clôture sont mentionnés en engagements hors bilan.

1.11.4. Réductions de loyers IFRS 16 dans le contexte de l'épidémie de Covid-19

Dans le cadre de la crise sanitaire de la Covid-19 le Groupe a négocié avec ses concédants des réductions de loyers fixes ou minimums garantis sans contrepartie ni modification des autres termes du contrat.

Pour les contrats entrant dans le champ d'application IFRS 16, c'est-à-dire les contrats qui ne comportent pas de droit de substitution substantiels, le montant de ces réductions de loyers a été comptabilisé en redevances variables créditrices en marge opérationnelle en contrepartie d'une diminution de la dette locative :

- En application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » pour les contrats analysés et dans lesquels le Groupe a identifié des clauses de force majeure ou de hardship, la présence de ces clauses permettant de ne pas considérer les réductions comme une modification de contrat ;
- En application de l'amendement à la norme IFRS 16 « Aménagements de loyers liés à la Covid-19 » pour les autres contrats dont les réductions de loyers ne sont associées à aucune autre modification de contrat et dont la période couverte ne va pas au-delà du 30 juin 2021.

L'extinction de la dette comptabilisée en résultat est retraitée dans les flux opérationnels du tableau de flux de trésorerie sur la ligne gains et pertes sur contrat de location.

1.11.5. Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019

Les analyses menées dans le cadre de la décision de l'IFRS IC de novembre 2019 ont conduit le Groupe à revoir la durée d'un certain nombre de contrats d'affichage grand format en situation de tacite reconduction.

Les impacts de l'application rétrospective de ce changement sur les données 2019 sont les suivants :

- Sur l'état de situation financière au 31 décembre 2019, une hausse de 157,3 millions d'euros des dettes locatives et des droits d'utilisation, sans impact sur la situation nette ;
- Sur le compte de résultat consolidé de 2019, une hausse de 0,7 million d'euros de la marge opérationnelle en lien avec la diminution des redevances fixes sur la ligne « Coûts directs d'exploitation », et une augmentation de -0,7 million d'euros des charges d'amortissement des droits d'utilisation sur la ligne « Dotations aux amortissements et provisions nettes », sans impact sur le résultat d'exploitation et le résultat net ;
- Sur le tableau des flux de trésorerie, le changement est sans effet sur la variation de la trésorerie nette, l'effet de 0,7 million d'euros sur les flux de trésorerie issus des activités opérationnelles se compensant avec l'effet de -0,7 million d'euros sur les flux de trésorerie nets issus du financement.

1.12 Titres mis en équivalence

Le goodwill constaté lors de l'acquisition figure dans le montant des titres mis en équivalence.

La quote-part de dépréciation des actifs reconnus lors de l'acquisition ou lors de l'ajustement de juste valeur de ceux existants figure sur la ligne « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ».

Si la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entité mise en équivalence est supérieure à sa participation dans celle-ci, alors la quote-part du Groupe est ramenée à zéro. Si le Groupe estime être solidaire des pertes alors une provision est comptabilisée au passif en provisions pour risques pour la quote-part de pertes accumulées excédant l'investissement d'origine ainsi que les prêts et les créances.

Les titres mis en équivalence font l'objet d'un test de perte de valeur annuel, ou en-dehors de cette périodicité lorsque les conditions existantes laissent supposer que l'actif pourrait être déprécié. Le cas échéant, la perte associée, qui est enregistrée dans le résultat des sociétés mises en équivalence, résulte du calcul de la valeur recouvrable de l'actif, qui se définit comme la valeur la plus élevée entre (i) la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de cession, et (ii) sa valeur d'utilité basée sur les flux de trésorerie futurs attendus diminués de l'endettement net. Pour les sociétés cotées, la juste valeur utilisée dans le cadre des tests de dépréciation correspond à la valeur boursière. La méthodologie suivie pour le calcul des valeurs d'utilité est la même que celle décrite pour les immobilisations corporelles et incorporelles et droits d'utilisation au paragraphe 1.10 « Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, des droits d'utilisation et des goodwill ».

1.13 Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers sont principalement composés des participations dans des entités non consolidées (investissements financiers), de prêts et de créances rattachées à des participations accordés aux entités mises en équivalence ou non consolidées, de dépôts et cautionnements et d'avances versées sur acquisition de titres de participation sous conditions suspensives.

Ils sont comptabilisés et évalués :

- Pour les titres de participation dans des entités non consolidées, initialement à la juste valeur, correspondant à leur prix d'acquisition. Par la suite, ils sont évalués à la juste valeur qui, en l'absence de prix coté sur un marché actif, est proche de la valeur d'utilité qui tient compte de la quote-part des capitaux propres et de la valeur probable de recouvrement. Les variations de valeurs constatées sont comptabilisées pour chacun des actifs et de façon irrévocable soit en résultat soit en autres éléments du résultat global sans possibilité de recyclage en compte de résultat en cas de cession. Seuls les dividendes reçus des investissements financiers évalués à la juste valeur par les capitaux propres sont comptabilisés en compte de résultat sur la ligne « Autres charges et produits financiers ».

- Pour les autres actifs financiers, au coût amorti (catégorie IFRS9). Une perte de valeur est enregistrée dans le compte de résultat lorsque la valeur de recouvrement de ces prêts et créances devient inférieure à leur valeur comptable.

1.14 Stocks

Les stocks sont composés principalement :

- de pièces nécessaires à la maintenance du mobilier urbain installé ;
- de mobiliers urbains et de panneaux d'affichage en attente de montage.

Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et peut également incorporer des coûts de production, d'assemblage et de logistique.

Ils sont, le cas échéant, ramenés à la valeur nette de réalisation lorsque celle-ci est inférieure au coût.

1.15 Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont enregistrées à leur juste valeur qui correspond à la valeur nominale de facturation, sauf si l'effet d'actualisation est significatif. Par la suite, ces créances d'exploitation sont évaluées au coût amorti.

Une dépréciation des comptes clients est pratiquée lorsque leur valeur de recouvrement est inférieure à leur valeur comptable. Le Groupe reconnaît une provision complémentaire liée aux pertes attendues selon la méthode simplifiée sur les créances clients saines en appliquant un taux moyen de défaut de paiement à partir de données statistiques historiques. Ce modèle prospectif basé sur les pertes attendues s'applique sur les créances clients dès leur comptabilisation initiale.

1.16 Trésorerie gérée

La trésorerie gérée comprend la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers de trésorerie. Ces éléments sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier.

La trésorerie comptabilisée à l'actif de l'état de situation financière comprend la trésorerie en banque et la caisse. Les équivalents de trésorerie sont constitués de titres de placement à court terme et de dépôts à court terme. Les titres de placement à court terme et les dépôts à court terme sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur conformément aux critères définis par la norme IAS 7.

Les actifs financiers de trésorerie correspondent à des placements liquides à court terme ainsi qu'à de la trésorerie appartenant au Groupe, mise sous séquestre dans le cadre de l'exécution de contrats. Ces actifs ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7. Ils sont inclus dans le calcul de la dette nette du Groupe.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie nette comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nette des concours bancaires.

1.17 Dettes financières

Les dettes financières sont enregistrées initialement à la juste valeur correspondant en général à la somme reçue diminuée des frais d'émission associés et sont par la suite évaluées au coût amorti.

1.18 Instruments financiers dérivés

Un instrument financier dérivé est un instrument financier qui répond aux trois caractéristiques ci-dessous :

- une variable sous-jacente qui fait varier la valeur de l'instrument financier dérivé ;
- un investissement net initial nul ou faible ;
- un règlement à une date future.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'actif ou au passif de l'état de situation financière à leur juste valeur, les variations de valeurs ultérieures étant enregistrées par contrepartie du compte de résultat, sauf s'ils ont été qualifiés de couverture de flux de trésorerie (part efficace) ou d'investissement net à l'étranger.

Une comptabilité de couverture peut être adoptée si une relation de couverture entre l'élément couvert (le sous-jacent) et l'instrument financier dérivé est établie et documentée dès la mise en place de la couverture et que son efficacité est démontrée à l'origine et à chaque arrêté comptable. A ce jour, le Groupe met en place principalement deux types de couverture des actifs et passifs financiers :

- la couverture de juste valeur (« Fair Value Hedge ») qui a pour objectif de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs, passifs ou engagements fermes à l'origine, dues à l'évolution des conditions de marché. La variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée en contrepartie du compte de résultat mais elle est neutralisée par les variations symétriques de juste valeur du risque couvert (à l'inefficacité près) ;

- la couverture de flux de trésorerie (« Cash-Flow Hedge ») utilisée pour se prémunir contre les variations de flux de trésorerie attribuables à des actifs et passifs existants ou à des transactions futures hautement probables. La part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement dans les autres éléments du résultat global, et la part inefficace est maintenue au compte de résultat. Le montant enregistré dans les autres éléments du résultat global est recyclé en résultat lorsque l'élément couvert affecte lui-même le résultat. La valeur d'entrée au bilan de l'actif ou du passif est comptabilisée en appliquant le « basis adjustment ».

La relation de couverture est traitée par rapport à un unique paramètre de marché, soit dans le cas du Groupe aujourd'hui, un taux de change ou un taux d'intérêt. Lorsqu'un même instrument dérivé couvre à la fois un risque de taux d'intérêt et un risque de change, les impacts taux et change sont traités séparément.

La comptabilité de couverture cesse lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration ou est vendu, résilié ou exercé ou qu'il ne respecte plus les critères de qualification pour la comptabilité de couverture. Dans le cadre d'une couverture de transaction future hautement probable comptabilisée en autres éléments du résultat global, tout profit ou perte cumulé(e) réalisé(e) sur l'instrument de couverture de flux de trésorerie est maintenu(e) en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction prévue se produise. S'il n'est plus attendu que la transaction couverte se produise, le profit ou la perte net(te) cumulé(e) comptabilisé(e) en autres éléments du résultat global est transféré(e) dans le résultat financier de l'exercice.

Pour les dérivés qui ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, tout profit ou perte résultant des variations de juste valeur est comptabilisé(e) directement dans le résultat financier de l'exercice.

Le classement comptable des instruments financiers dérivés en éléments courants ou non courants est déterminé par la maturité du dérivé.

1.19 Engagements de rachat de minoritaires

En l'absence de position de l'IASB sur le traitement comptable des engagements de rachat de minoritaires, les principes retenus dans les comptes consolidés antérieurs sont maintenus pour l'ensemble des engagements pris par le Groupe.

L'application de la norme IAS 32 conduit à reconnaître au passif une dette relative aux engagements de rachat des parts des minoritaires dans des filiales du Groupe, ceci non seulement pour la partie déjà comptabilisée en participations ne donnant pas le contrôle (reclassée en dette), mais également pour l'excédent résultant de la valeur actuelle de l'engagement. La contrepartie de cet excédent est imputée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres de l'état de situation financière.

En l'absence de position de l'IASB sur les engagements de rachat de minoritaires, les variations ultérieures de la juste valeur de la dette sont comptabilisées en résultat financier, et sont allouées en participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat, sans impact sur le résultat net part du Groupe.

Les engagements comptabilisés à ce titre figurent dans la rubrique au passif de l'état de situation financière « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ».

1.20 Provisions pour retraites et avantages assimilés

Les engagements du Groupe résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à évaluer l'engagement en fonction du salaire projeté en fin de carrière et des droits acquis à la date d'évaluation, déterminés selon les dispositions de la convention collective, des accords d'entreprise ou des droits légaux en vigueur.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé et les hypothèses démographiques propres à chaque société.

Ces régimes sont soit financés, leurs actifs étant alors gérés par une société tiers indépendante, soit non financés ou partiellement financés, leurs engagements faisant l'objet d'une provision au passif de l'état de situation financière. Le produit des actifs du régime est estimé à partir du taux d'actualisation utilisé pour la dette actuarielle.

Pour les avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels sont reconnus immédiatement et dans leur intégralité en autres éléments du résultat global sans possibilité de recyclage en résultat. Le coût des services passés est comptabilisé immédiatement et dans son intégralité dans le résultat de la période que les droits soient acquis ou en cours d'acquisition.

Pour les autres avantages à long terme, les écarts actuariels générés ainsi que le coût des services passés sont immédiatement comptabilisés en charges ou en produits, lors de l'exercice de leur constatation.

Les effets de l'actualisation de la provision pour avantages au personnel sont présentés dans le résultat financier.

1.21 Provisions pour démantement

Les coûts destinés au démantement des mobiliers en fin de contrat sont enregistrés en provisions si une obligation contractuelle de démantement existe à une date prévisible. Ces provisions sont constituées pour la totalité du coût de démantement estimé dès le début du contrat et sont actualisées. En contrepartie, le coût de démantement est comptabilisé à

l'actif et amorti sur la durée du contrat. La charge de désactualisation est comptabilisée en charge financière. Le taux d'actualisation utilisé correspond au taux swap de la durée moyenne pondérée des actifs des contrats du pays considéré.

1.22 Paiements fondés sur des actions

1.22.1. Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les stock-options accordées aux salariés sont traitées comme un élément de rémunération « versé » en échange de services rendus par eux sur la période s'étendant de la date de leur octroi (« grant date ») à la date à laquelle leur droit d'exercice devient définitif (« vesting date »).

La juste valeur des services rendus est déterminée par référence à la juste valeur des instruments financiers octroyés.

La juste valeur des options est déterminée à leur date d'octroi par un actuaire indépendant, les changements éventuels de juste valeur ultérieurs n'étant pas considérés. Le modèle de valorisation utilisé est le modèle de Black & Scholes sur la base des hypothèses détaillées au paragraphe 5.2 « Charges d'exploitation nettes » ci-après.

Le coût des services rendus est comptabilisé au compte de résultat par contrepartie d'une rubrique de capitaux propres, suivant un profil qui reflète les modalités d'acquisition des droits d'exercice des options. Cet enregistrement est fait à la fin de chaque arrêté comptable et ce, jusqu'à la date où les droits d'exercice des options du plan considéré sont complètement acquis.

Le montant figurant en capitaux propres reflète la partie écoulée de la période nécessaire à l'acquisition des droits d'exercice des options et la meilleure estimation du management des options octroyées pour lesquelles un droit d'exercice sera effectivement acquis.

Les plans de stock-options sont attribués sur la base d'objectifs individuels et des résultats du Groupe. L'exercice des stock-options est soumis à des conditions de présence dans la société.

1.22.2. Plans de souscription et d'achat dénoués par remise de trésorerie

Les plans de souscription et d'achat d'actions qui seront réglés sous forme de trésorerie, sont évalués à leur juste valeur et constatés en résultat, par contrepartie d'un passif. Ce passif est réévalué à chaque date de clôture jusqu'à son règlement.

1.23 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe provient principalement de la vente d'espaces publicitaires sur des équipements de mobilier urbain, des panneaux d'affichage et de la publicité dans les transports.

Les ventes d'espaces publicitaires, les locations et les prestations de services sont enregistrées en chiffre d'affaires linéairement sur la période de réalisation de la prestation dont la durée est généralement comprise entre 1 semaine et 3 ans, à l'exception de situations spécifiques dans le segment Transport, notamment des contrats publicitaires sur les passerelles dans les aéroports ou sur des emplacements emblématiques, dont la durée peut dépasser 5 ans.

Le fait générateur de la vente d'espaces publicitaires est la réalisation de la campagne publicitaire.

Le chiffre d'affaires provenant de la vente d'espaces publicitaires est présenté sur une base nette, après déduction des remises commerciales. Dans certains pays, des commissions sont versées par le Groupe aux agences de publicité et aux centrales d'achat d'espaces publicitaires lorsque celles-ci jouent le rôle d'intermédiaires entre le Groupe et les annonceurs. Ces commissions sont alors déduites du chiffre d'affaires.

Dans les contrats où le Groupe paie une redevance variable, ou bien reverse une partie de ses recettes publicitaires, et dans la mesure où le Groupe agit en tant que principal dans son activité de vente d'espace publicitaire, le Groupe comptabilise en chiffre d'affaires la totalité des recettes publicitaires avant les redevances et reversements, et comptabilise les redevances et la partie du chiffre d'affaires reversée en charges d'exploitation.

Les charges d'escomptes financiers sont déduites du chiffre d'affaires du Groupe.

Outre la commercialisation d'espaces publicitaires situés sur ses mobiliers, le Groupe exerce une activité de vente, location et entretien de mobilier urbain dont le chiffre d'affaires est comptabilisé dans l'activité Mobilier Urbain. Le Groupe tire également des revenus non publicitaires de son activité de Vélos en Libre-Service ainsi que de la mise en œuvre de solutions techniques innovantes, selon le concept « JCDecaux Innovate », et des services annexes à son chiffre d'affaires analogue ou digital.

1.24 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle se définit comme le chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.

Elle inclut les dotations aux provisions nettes de reprises relatives aux comptes clients.

La marge opérationnelle est impactée des charges d'escompte comptabilisées en moins du chiffre d'affaires et des produits d'escompte enregistrés en moins des coûts directs d'exploitation, d'une part, et des charges de stock-options ou actions gratuites comptabilisées sur la ligne « Coûts commerciaux, généraux et administratifs », d'autre part.

1.25 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est déterminé à partir de la marge opérationnelle diminuée des consommations de pièces détachées au titre de la maintenance, des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, et des autres charges et produits opérationnels. Les pertes de valeur des stocks sont enregistrées sur la ligne « Pièces détachées maintenance ».

Les autres charges et produits opérationnels comprennent les plus et moins-values de cession d'actifs corporels et incorporels, de coentreprises et entreprises associées, des gains et pertes sur contrat de location, les plus et moins-values de cession liées à la perte de contrôle de sociétés, ainsi que l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation de la quote-part conservée à sa juste valeur, l'éventuel profit ou perte qui découle de la réévaluation de la participation antérieurement détenue lors d'une prise de contrôle par étape, les éventuels ajustements de prix provenant d'événements postérieurs à la date d'acquisition, ainsi que les éventuels badwill, les coûts directs liés aux acquisitions, et les éléments non récurrents.

Les charges nettes liées aux résultats des tests de perte de valeur sur les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation sont enregistrées sur la ligne « Dotations aux amortissements et provisions nettes ».

1.26 Impôts différés et exigibles

Les impôts différés sont comptabilisés sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale provenant pour l'essentiel des retraitements de consolidation (harmonisation des méthodes et durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, contrats de location, reconnaissance de contrats dans le cadre de la méthode de l'acquisition, etc.). Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées à la date de clôture. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation en cas d'impôt différé actif net sur la filiale dont la recouvrabilité sur un horizon court terme est incertaine.

Les impôts différés actif sur déficits reportables ne sont reconnus que lorsqu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales pourront être imputées. L'horizon de recouvrabilité des déficits ordinaires retenu par le groupe est de 3 à 5 ans adapté en fonction des particularités de chaque pays.

Conformément aux normes internationales, le Groupe a qualifié la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (« CVAE »), en France, comme étant un impôt. Cette qualification en tant qu'impôt sur le résultat entraîne la comptabilisation d'un impôt différé passif calculé sur la base des actifs amortissables des sociétés assujetties à la CVAE. Par ailleurs, la CVAE étant un impôt déductible de l'impôt sur les sociétés, sa comptabilisation génère un impôt différé actif.

2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1. Principaux mouvements de périmètre

Les principales variations de périmètre intervenues en 2020 sont les suivantes :

Entrées de périmètre

La société City Lead Developments Ltd acquise le 29 mars 2020 à hauteur de 23 % par JCDecaux Innovate (Chine) est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. Cette société constitue le consortium d'investisseurs qui a procédé en avril 2020, via sa filiale à 100 % Ever Harmonic Global Ltd, à l'acquisition d'une part majoritaire du capital de Clear Media, filiale de Clear Channel Outdoor cotée à Hong Kong. Clear Media est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence depuis novembre 2020 à 23 % avec un pourcentage d'intérêt de 20,29 %, du fait du contrôle exercé par le consortium avec une détention de 88,2 %.

Le 15 décembre 2020, JCDecaux France a acquis 100 % d'Abri Services Media, acteur français du mobilier urbain dans la région Grand-Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Nouvelle Aquitaine). Les nouvelles sociétés acquises sont consolidées à 100 % en intégration globale.

Variations du pourcentage de détention

Le 27 avril 2020, le pourcentage de droits financiers de Top Result Promotion Ltd (Chine) dans la société Beijing Top Result Metro Advertising Co. Ltd (Chine), dont le contrat d'exploitation publicitaire des 9 lignes centrales du Métro de Pékin a été renouvelé et étendu pour 20 ans, est diminué de 57 points conformément au contrat avec le partenaire. Cette société, auparavant détenue en contrôle conjoint et mise en équivalence à 90 %, est désormais détenue à 33 % avec influence notable et reste consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

Cessions

Le 13 juillet 2020, JCDecaux Central Eastern Europe GmbH (Autriche) a cédé sa participation minoritaire de 25 % dans la société Russ Out of Home BV en Russie. Cette cession a eu un impact de -39 millions d'euros sur le résultat d'exploitation 2020 principalement du fait du recyclage du change.

Autres variations

D'autres variations, notamment des liquidations, des cessions, des acquisitions de titres de participation sont détaillées au paragraphe 12 « Périmètre de consolidation ».

2.2. Effets des acquisitions

Les prises de contrôle réalisées en 2020 qui portent principalement sur les sociétés d'Abri Services Media ont eu les effets suivants sur les comptes consolidés du Groupe :

<i>En millions d'euros</i>		<i>Juste valeur comptabilisée à la date d'acquisition</i>
Actifs non courants		12,3
Actifs courants		17,7
Total Actifs		30,0
Passifs non courants		7,8
Passifs courants		10,9
Total Passifs		18,7
Actif net à la juste valeur à 100%	(a)	11,3
- dont Participations ne donnant pas le contrôle	<i>(b)</i>	0,0
Contrepartie totale transférée	(c)	35,9
- dont juste valeur de la quote-part antérieurement détenue		
- dont prix d'acquisition		35,9
Goodwill	(d)=(c)-(a)+(b)	24,6
- dont Goodwill alloué aux sociétés mises en équivalence	<i>(e)</i>	0,0
Goodwill IFRS ⁽¹⁾	(f)=(d)-(e)	24,6
Prix d'acquisition		-35,9
Trésorerie nette acquise		10,9
Acquisitions de titres de participation sur l'exercice		-25,0

(1) L'option de calcul du goodwill complet n'a été retenue pour aucune des acquisitions 2020.

Les valeurs des actifs et passifs acquis ainsi que les goodwill afférents à ces opérations sont déterminés de manière provisoire et sont susceptibles d'évoluer durant le délai nécessaire à la finalisation de l'affectation des goodwill qui peut s'étendre jusqu'à 12 mois maximum après la date de prise de contrôle.

L'impact sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe des acquisitions réalisées en 2020 est nul. L'impact complémentaire sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe si ces acquisitions avaient été réalisées au 1^{er} janvier 2020 serait une hausse de 13,6 millions d'euros du chiffre d'affaires et une hausse de 3,0 millions d'euros du résultat net part du Groupe.

3. INFORMATION SECTORIELLE

Pour mesurer la performance opérationnelle du Groupe et éclairer les dirigeants sur leur prise de décision en cohérence avec les données historiques, l'information sectorielle est ajustée de :

- L'impact de la norme IFRS 11 : les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle,
- L'impact de la norme IFRS 16 pour ce qui concerne les contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires (contrats « core business ») hors contrats de location immobilière et véhicules (contrats « non core business »).

Ces deux ajustements sont conformes aux principes suivis dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO).

En conséquence, conformément à IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en ligne avec cette information interne, sont dites ajustées. Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises et où les loyers « core business » font l'objet d'une comptabilisation selon IFRS 16.

3.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

Définition des secteurs opérationnels

Mobilier Urbain

L'activité Mobilier Urbain couvre de manière générale les conventions publicitaires sur le domaine public signées avec les villes et collectivités locales. Elle comprend également les activités de publicité dans les centres commerciaux, ainsi que les locations de mobiliers, les ventes et locations de matériels, les travaux et entretiens divers, et autres prestations de services.

Transport

L'activité Transport couvre la publicité dans les moyens de transport tels que les aéroports, les métros, les bus, les tramways et les trains.

Affichage

L'activité Affichage couvre de manière générale la publicité sur le domaine privé, telle que l'affichage grand format traditionnel ou rétro-éclairé, l'affichage lumineux type néons et les bâches publicitaires.

Opérations entre les différents secteurs opérationnels

Les prix de transfert entre les secteurs opérationnels sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2020 :

En millions d'euros	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	1 131,1	810,9	369,7	2 311,8
Marge opérationnelle	145,4	2,6	-6,3	141,6
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	-151,1	-188,7	-235,4	-575,2
Investissements corporels et incorporels nets ⁽³⁾	157,9	15,0	12,0	185,0

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 2 031,2 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 280,6 millions d'euros.

(2) Dont une dotation nette relative aux tests de perte de valeur de -222,3 millions d'euros : -94,0 millions d'euros en Transport, -117,3 millions d'euros en Affichage et -11,0 millions d'euros en Mobilier Urbain.

(3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

En millions d'euros	Données ajustées ⁽¹⁾	Impact des coentreprises ⁽²⁾	Impact IFRS 16 ⁽³⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	2 311,8	-212,0		2 099,8
Marge opérationnelle	141,6	-41,5	978,6	1 078,7
Résultat d'exploitation	-575,2	-19,5	118,9	-475,8
Investissements corporels et incorporels nets	185,0	-8,0		176,9

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +43,1 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -45,5 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

L'impact de -212,0 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -220,3 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises – dont le détail est donné au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » et +8,3 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 2 099,8 millions d'euros.

L'impact de +978,6 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances core business des sociétés contrôlées. L'impact de +118,9 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +978,6 millions d'euros d'annulation des loyers et redevances dans la marge opérationnelle, -870,4 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +8,7 millions d'euros de plus et moins-values sur modifications de contrats, -14,6 millions d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +16,5 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la requalification des provisions pour pertes à terminaison.

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit en 2019 :

En millions d'euros	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	1 688,2	1 636,4	565,6	3 890,2
Marge opérationnelle	452,3	265,9	74,1	792,2
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	219,3	166,8	-1,1	384,9
Investissements corporels et incorporels nets ⁽³⁾	297,9	45,7	31,8	375,4

- (1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 3 498,3 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 391,9 millions d'euros.
 (2) Dont une dotation nette relative aux tests de perte de valeur de -0,3 million d'euros : 7,0 millions d'euros en Mobilier Urbain, -1,0 million d'euros en Transport et -6,4 millions d'euros en Affichage.
 (3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

En millions d'euros	Données ajustées ⁽¹⁾	Impact des coentreprises ⁽²⁾	Impact IFRS 16 ⁽³⁾	Données IFRS Retraité ⁽⁴⁾
Chiffre d'affaires	3 890,2	-402,5		3 487,6
Marge opérationnelle	792,2	-123,8	1 046,6	1 715,0
Résultat d'exploitation	384,9	-109,4	185,0	460,6
Investissements corporels et incorporels nets	375,4	-15,1		360,3

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +49,9 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -44,5 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

(4) Voir paragraphe 1.11.5 « Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 ».

L'impact de -402,5 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -416,3 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises – dont le détail est donné au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » et +13,8 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 3 487,6 millions d'euros.

L'impact de +1 046,6 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances core business des sociétés contrôlées. L'impact de +185,0 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +1 046,6 millions d'euros d'annulation des loyers et redevances dans la marge opérationnelle, -925,5 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +63,1 millions d'euros de plus et moins-values sur modifications de contrats, -17,4 millions d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +18,3 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la requalification des provisions pour pertes à terminaison.

3.2. Information par zone géographique

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2020 :

En millions d'euros	Europe ⁽¹⁾	Asie-Pacifique ⁽²⁾	France	Reste du monde	Royaume-Uni	Amérique du Nord ⁽³⁾	Total
Chiffre d'affaires	694,3	603,5	442,8	206,3	203,8	161,3	2 311,8

(1) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Autriche, Belgique et Espagne.

(2) Principalement Chine, Hong Kong et Australie.

(3) Principalement Etats-Unis.

L'information par zone géographique se décompose comme suit en 2019 :

En millions d'euros	Europe ⁽¹⁾	Asie-Pacifique ⁽²⁾	France	Reste du monde	Royaume-Uni	Amérique du Nord ⁽³⁾	Total
Chiffre d'affaires	997,9	1 105,0	618,8	450,2	382,1	336,1	3 890,2

(1) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Autriche et Espagne.

(2) Principalement Chine et Australie.

(3) Principalement Etats-Unis.

Aucun client n'atteint le seuil de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

3.3. Autres informations

3.3.1. Actifs sectoriels non-courant

Les actifs sectoriels non courants par zone géographique sur la base des données IFRS se décomposent comme suit en 2020 :

	Europe ⁽¹⁾	Asie-Pacifique	France	Reste du monde	Royaume-Uni	Amérique du Nord	Élimination intercos	Total
<i>En millions d'euros</i>								
Actifs sectoriels non courants ⁽²⁾	2 913,3	1 871,8	1 690,8	853,8	743,9	562,9	-1 391,0	7 245,5
Actifs sectoriels non affectés ⁽³⁾								123,8

(1) Hors France et Royaume-Uni.

(2) Hors impôts différés actif et hors instruments financiers dérivés.

(3) Goodwill liés à la publicité dans les Aéroports Monde non affectés par zone géographique : la couverture mondiale étant un facteur de succès pour cette activité tant au point de vue commercial que dans le cadre des renouvellements et des gains de contrats. Le test de perte de valeur s'inscrit dans cette même logique.

Les actifs sectoriels non courants par zone géographique sur la base des données IFRS se décomposent comme suit en 2019 :

	Europe ⁽¹⁾	Asie-Pacifique	France	Reste du monde	Royaume-Uni	Amérique du Nord	Élimination intercos	Total retraité ⁽⁴⁾
<i>En millions d'euros</i>								
Actifs sectoriels non courants ⁽²⁾	2 925,2	2 220,6	1 734,9	1 134,3	933,4	761,6	-1 385,1	8 324,8
Actifs sectoriels non affectés ⁽³⁾								123,8

(1) Hors France et Royaume-Uni.

(2) Hors impôts différés actif et hors instruments financiers dérivés.

(3) Goodwill liés à la publicité dans les Aéroports Monde non affectés par zone géographique : la couverture mondiale étant un facteur de succès pour cette activité tant au point de vue commercial que dans le cadre des renouvellements et des gains de contrats. Le test de perte de valeur s'inscrit dans cette même logique.

(4) Voir paragraphe 1.11.5 « Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 ».

3.3.2. Cash-flow Disponible

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS en 2020 se décompose comme suit :

	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Impact IFRS 16 ⁽²⁾	Données IFRS
<i>En millions d'euros</i>				
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	346,8	8,0	533,2	888,1
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	403,0	-27,8	-137,9	237,4
Investissements corporels et incorporels nets ⁽³⁾	-185,0	8,0	0,0	-176,9
Cash-Flow Disponible	161,9	16,0	533,2	711,2

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

(3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS en 2019 retraité se décompose comme suit :

	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Impact IFRS 16 ⁽²⁾	Données IFRS retraité ⁽⁴⁾
<i>En millions d'euros</i>				
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	545,1	4,8	950,3	1 500,2
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-5,8	9,7	2,2	6,2
Investissements corporels et incorporels nets ⁽³⁾	-375,4	15,1	0,0	-360,3
Cash-Flow Disponible	169,7	19,9	950,3	1 139,9

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

(3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

(4) Voir paragraphe 1.11.5 « Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 ».

4. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

4.1. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

4.1.1. Goodwill

Variations des exercices 2020 et 2019 en valeur nette comptable :

En millions d'euros	2020	2019
Valeur nette au 1er janvier	1 779,0	1 939,0
Perte de valeur	-176,0	-10,0
Sorties		-0,1
Variations de périmètre ⁽¹⁾	24,6	-163,6
Conversion	-34,8	13,6
Valeur nette au 31 décembre	1 592,8	1 779,0

(1) Les variations de périmètre en 2019 concernent principalement l'allocation du prix d'acquisition du groupe APN acquis en 2018.

4.1.2. Autres immobilisations incorporelles

Variations de l'exercice 2020 en valeur brute et en valeur nette comptable :

En millions d'euros	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP ⁽¹⁾	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2020	95,5	1 138,8	56,1	1 290,4
Acquisitions / Augmentations	11,3	15,3	9,0	35,6
Sorties	0,0	-13,1	-0,2	-13,4
Variations de périmètre		0,3		0,3
Conversion	-0,9	-36,8	-4,0	-41,7
Reclassements ⁽²⁾	-1,7	20,2	-16,5	1,9
Réaffectation du Goodwill				0,0
Valeur brute au 31 décembre 2020	104,2	1 124,7	44,3	1 273,2
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2020	-54,4	-589,3	-34,2	-677,9
Dotations	-8,8	-78,0	-0,7	-87,4
Perte de valeur		-10,5	-0,1	-10,6
Sorties	0,0	13,1	0,2	13,3
Variations de périmètre				0,0
Conversion	0,0	20,0	2,8	22,9
Reclassements ⁽²⁾	1,3	-0,8		0,6
Réaffectation du Goodwill		0,0		0,0
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2020	-61,8	-645,4	-31,9	-739,1
Valeur nette au 1er janvier 2020	41,1	549,5	21,9	612,5
Valeur nette au 31 décembre 2020	42,4	479,2	12,4	534,1

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Variations de l'exercice 2019 en valeur brute et en valeur nette comptable :

En millions d'euros	Frais de développement	Brevets, licences, contrats pub, ERP ⁽¹⁾	Droits au bail, avances & acomptes, autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2019	81,1	836,9	29,0	947,0
Acquisitions / Augmentations	15,0	16,7	18,4	50,1
Sorties	-0,3	-9,9	-0,2	-10,5
Variations de périmètre				0,0
Conversion	-0,2	13,7	0,5	14,0
Reclassements ⁽²⁾	-0,1	35,5	8,4	43,8
Réaffectation du Goodwill		245,9		245,9
Valeur brute au 31 décembre 2019	95,5	1 138,8	56,1	1 290,4
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2019	-46,9	-490,1	-16,4	-553,4
Dotations	-7,9	-85,8	-0,8	-94,5
Perte de valeur		-0,3		-0,3
Sorties	0,3	9,9	0,2	10,5
Variations de périmètre				0,0
Conversion	0,1	-6,9	-0,4	-7,2
Reclassements ⁽²⁾	0,0	-16,1	-16,8	-32,9
Réaffectation du Goodwill				0,0
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2019	-54,4	-589,3	-34,2	-677,9
Valeur nette au 1er janvier 2019	34,2	346,8	12,6	393,6
Valeur nette au 31 décembre 2019	41,1	549,5	21,9	612,5

(1) Comprend la valorisation des contrats reconnus dans le cadre des regroupements d'entreprises.

(2) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

4.2. Immobilisations corporelles

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2020		31/12/2019	
	Montants bruts	Amortissements ou provisions	Montants nets	Montants nets
Terrains	17,5	-1,2	16,3	18,6
Constructions	99,5	-68,6	30,9	26,4
Installations techniques, matériels et outillages	3 163,3	-2 118,5	1 044,8	1 155,3
Matériel de transport	88,8	-43,6	45,2	34,2
Autres immobilisations corporelles	169,5	-131,7	37,8	44,1
En cours, avances et acomptes	89,6	-3,3	86,3	116,0
Total	3 628,2	-2 366,9	1 261,3	1 394,7

Variations de l'exercice 2020 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. & outil.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2020	19,8	96,0	3 212,8	371,1	3 699,8
- Dont coût de démontage			203,7		203,7
Acquisitions		1,1	77,1	124,3	202,5
- Dont coût de démontage			16,1		16,1
- Dont effet de changement de taux sur coût de démontage			2,9		2,9
Sorties	-1,5	-3,5	-143,8	-37,5	-186,2
- Dont coût de démontage			-21,4		-21,4
Variations de périmètre		0,2	10,9	0,5	11,6
Reclassements ⁽¹⁾		7,1	85,9	-99,1	-6,1
Réaffectation du Goodwill	0,0	0,0		0,0	0,0
Conversion	-0,9	-1,4	-79,8	-11,4	-93,4
Valeur brute au 31 décembre 2020	17,5	99,5	3 163,3	347,9	3 628,2
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2020	-1,2	-69,6	-2 057,5	-176,8	-2 305,1
- Dont coût de démontage			-114,6		-114,6
Dotations nettes des reprises	0,0	-3,5	-213,9	-16,9	-234,3
- Dont coût de démontage			-18,1		-18,1
Perte de valeur			-22,8	-3,4	-26,1
Sorties	0,0	3,4	125,6	14,2	143,3
- Dont coût de démontage			10,0		10,0
Variations de périmètre			0,0	0,0	0,0
Reclassements ⁽¹⁾		0,6	-1,1	0,7	0,2
Réaffectation du Goodwill					0,0
Conversion	0,0	0,6	51,1	3,4	55,2
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2020	-1,2	-68,6	-2 118,5	-178,6	-2 366,9
Valeur nette au 1er janvier 2020	18,6	26,4	1 155,3	194,3	1 394,7
Valeur nette au 31 décembre 2020	16,3	30,9	1 044,8	169,3	1 261,3

(1) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

Variations de l'exercice 2019 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. & outill.	Autres	Total
Valeur brute au 1er janvier 2019	22,3	94,5	3 081,4	358,7	3 556,8
- Dont coût de démontage			187,6		187,6
Acquisitions	0,0	2,4	178,8	185,6	366,8
- Dont coût de démontage			28,9		28,9
- Dont effet de changement de taux sur coût de démontage			9,1		9,1
Sorties	-1,9	-5,7	-230,0	-22,1	-259,7
- Dont coût de démontage			-23,7		-23,7
Variations de périmètre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Reclassements ⁽¹⁾	-1,3	4,7	143,5	-153,5	-6,7
Réaffectation du Goodwill			15,1		15,1
Conversion	0,7	0,2	24,0	2,6	27,5
Valeur brute au 31 décembre 2019	19,8	96,0	3 212,8	371,1	3 699,8
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2019	-1,3	-68,9	-2 033,1	-179,4	-2 282,7
- Dont coût de démontage			-108,0		-108,0
Dotations nettes des reprises	0,0	-2,9	-217,9	-16,0	-236,8
- Dont coût de démontage			-22,8		-22,8
Perte de valeur			-1,3	-0,4	-1,7
Sorties	0,1	4,9	217,8	21,2	244,0
- Dont coût de démontage			17,1		17,1
Variations de périmètre					0,0
Reclassements ⁽¹⁾		-2,5	-8,3	-1,0	-11,9
Réaffectation du Goodwill					0,0
Conversion	0,0	-0,2	-14,7	-1,0	-15,9
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2019	-1,2	-69,6	-2 057,5	-176,8	-2 305,1
Valeur nette au 1er janvier 2019	21,0	25,6	1 048,3	179,3	1 274,0
Valeur nette au 31 décembre 2019	18,6	26,4	1 155,3	194,3	1 394,7

(1) L'impact net des reclassements n'est pas nul, certains reclassements affectant d'autres postes de l'état de situation financière.

4.3. Droits d'utilisation

	31/12/2020	31/12/2019 Retraité ⁽¹⁾
<i>En millions d'euros</i>	Montants bruts	Amortissements ou provisions
	Montants bruts	Montants nets
Droits d'utilisation d'emplacements publicitaires loués	7 049,8	3 195,1
Droits d'utilisation de biens immobiliers loués	335,1	190,8
Droits d'utilisation de véhicules loués	75,4	28,8
Droits d'utilisation d'autres biens loués	3,4	1,9
Total	7 463,7	4 115,8

(1) Voir paragraphe 1.11.5 « Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 ».

Variations de l'exercice 2020 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Droits d'utilisation d'emplacemen ts publicitaires loués	Droits d'utilisation de biens immobiliers loués	Droits d'utilisation de véhicules loués	Droits d'utilisation d'autres biens loués	Total
Valeur brute au 1er janvier 2020 Retraité⁽¹⁾	8 148,7	331,4	28,8	51,6	8 560,5
Augmentations	459,8	96,7	12,3	1,7	570,5
Diminutions	-1 223,8	-86,3	-8,9	-0,3	-1 319,3
Variations de périmètre					0,0
Reclassements	17,9	3,1	44,1	-49,4	15,7
Conversion	-352,8	-9,7	-0,9	-0,2	-363,7
Valeur brute au 31 décembre 2020	7 049,8	335,1	75,4	3,4	7 463,7
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2020 Retraité⁽¹⁾	-4 204,6	-190,7	-11,4	-37,9	-4 444,7
Dotations nettes des reprises ⁽²⁾	-853,9	-35,8	-12,3	-0,7	-902,7
Diminutions	1 032,6	80,8	8,0	0,0	1 121,4
Variations de périmètre					0,0
Reclassements	-17,8	-3,3	-31,5	37,0	-15,7
Conversion	189,0	4,8	0,6	0,1	194,5
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2020	-3 854,7	-144,3	-46,6	-1,5	-4 047,2
Valeur nette au 1er janvier 2020 Retraité⁽¹⁾	3 944,1	140,7	17,4	13,7	4 115,8
Valeur nette au 31 décembre 2020	3 195,1	190,8	28,8	1,9	3 416,5

(1) Voir paragraphe 1.11.5 « Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 ».

(2) Dont 1,8 million d'euros de reprises nettes des amortissements des droits d'utilisation relatives aux tests de pertes de valeur.

Variations de l'exercice 2019 en valeur brute et en valeur nette comptable :

<i>En millions d'euros</i>	Droits d'utilisation d'emplacement s publicitaires loués	Droits d'utilisation de biens immobiliers loués	Droits d'utilisation de véhicules loués	Droits d'utilisation d'autres biens loués	Total
Valeur brute au 1er janvier 2019 Retraité ⁽¹⁾	8 244,4	301,4	19,9	58,3	8 624,0
Augmentations	647,4	45,0	14,7	3,4	710,4
Diminutions	-901,6	-19,1	-5,9	-10,6	-937,2
Variations de périmètre	2,2	2,0			4,3
Reclassements	16,6	-1,5	0,0	0,2	15,2
Conversion	139,7	3,5	0,1	0,4	143,8
Valeur brute au 31 décembre 2019 Retraité ⁽¹⁾	8 148,7	331,4	28,8	51,6	8 560,5
Amortissements / Perte de valeur au 1er janvier 2019 Retraité ⁽¹⁾	-3 750,7	-167,5	-11,3	-39,2	-3 968,8
Dotations nettes des reprises ⁽²⁾	-908,2	-35,3	-5,8	-8,5	-957,8
Diminutions	538,1	12,1	5,8	10,0	565,9
Variations de périmètre					0,0
Reclassements	-13,7	1,4	0,0	0,0	-12,3
Conversion	-70,1	-1,4	-0,1	-0,2	-71,8
Amortissements / Perte de valeur au 31 décembre 2019 Retraité ⁽¹⁾	-4 204,6	-190,7	-11,4	-37,9	-4 444,7
Valeur nette au 1er janvier 2019 Retraité ⁽¹⁾	4 493,7	133,9	8,5	19,1	4 655,3
Valeur nette au 31 décembre 2019 Retraité ⁽¹⁾	3 944,1	140,7	17,4	13,7	4 115,8

(1) Voir paragraphe 1.11.5 « Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 ».

(2) Dont 2,5 millions d'euros de reprises nettes des amortissements des droits d'utilisation relatives aux tests de pertes de valeur.

4.4. Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation

Les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation se réfèrent aux groupements d'UGT suivants :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2020			31/12/2019		
	Goodwill ⁽¹⁾	Actifs corporels / incorporels/ Droits d'utilisation ⁽²⁾	Total	Goodwill ⁽¹⁾	Actifs corporels / incorporels/ Droits d'utilisation ⁽²⁾	Total
Mobilier Urbain Europe (hors France et Royaume-Uni)	387,7	254,6	642,3	389,0	282,0	671,0
France Roadside	226,4	359,7	586,1	201,8	370,2	572,0
Pacifique	225,9	343,7	569,7	340,0	403,1	743,0
Affichage Europe (hors France et Royaume-Uni)	155,5	34,9	190,4	155,3	39,0	194,3
Affichage Royaume-Uni	141,7	44,1	185,8	149,3	50,8	200,1
Affichage Reste du monde	15,7	85,9	101,6	72,8	122,7	195,5
Aéroports Monde	123,9	-82,3	41,6	123,8	-58,3	65,5
Mobilier Urbain Royaume-Uni	57,1	-32,4	24,7	57,8	21,7	79,5
Autres	173,9	38,1	211,9	192,9	129,0	321,9
Total	1 507,8	1 046,4	2 554,2	1 682,7	1 360,1	3 042,8

Ce tableau prend en compte les pertes de valeur constatées sur les immobilisations corporelles et incorporelles, les droits d'utilisation et les goodwill.

(1) Les goodwill sont présentés nets des impôts différés passif nets liés aux contrats et aux provisions pour perte à terminaison déduites du droit d'utilisation reconnu dans le cadre du regroupement d'entreprises, d'un montant de respectivement 85,0 millions d'euros et 96,3 millions d'euros au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019.

(2) Les actifs incorporels et corporels et les droits d'utilisation sont présentés nets des provisions pour perte à terminaison, d'un montant de respectivement 19,7 millions d'euros et 9,1 millions d'euros au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019, et sont également présentés diminués des dettes locatives, d'un montant de respectivement 4 145,8 millions d'euros et 4 753,8 millions d'euros au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019.

Les tests de perte de valeur réalisés au 31 décembre 2020 ont conduit à constater en résultat d'exploitation une dotation nette de perte de valeur globale de -36,7 millions d'euros sur les immobilisations incorporelles et corporelles, une dotation nette de provision pour perte à terminaison de -11,2 millions d'euros, des reprises nettes des amortissements des droits d'utilisation pour +1,8 million d'euros, ainsi qu'une perte de valeur des goodwill pour -176,0 millions d'euros.

Les tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation ont un impact négatif de -207,1 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe (contre -10,0 millions d'euros en 2019).

Le taux d'actualisation, le taux de marge opérationnelle et le taux de croissance à l'infini pour les projections de l'activité Affichage sont considérés comme les hypothèses-clés retenues par le Groupe dans le cadre des tests de perte de valeur.

Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique s'échelonnant de 6,0 % à 17,0 %, pour la zone présentant le plus de risque. Le taux après impôt de 6,0 % en 2020 (comme en 2019), est utilisé notamment en Europe Occidentale (hors Espagne, Portugal, Italie et Irlande), Amérique du Nord, Japon, Singapour, Corée du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande, où le Groupe réalise 58,1% de son chiffre d'affaires ajusté. S'ajoute une prime de risque sur l'UGT Aéroports de 300 points de base, reflétant le risque spécifique de cette activité dans le contexte de la crise mondiale sans précédent causée par la pandémie de Covid-19 et un horizon de reprise incertain.

Le taux d'actualisation moyen du Groupe ressort à 7,8 % en 2020.

Les tests de sensibilité dont les résultats sont présentés ci-dessous ont été réalisés au niveau de chaque business plan de chaque UGT. Lorsqu'une région abrite plusieurs UGT, le test est mené sur chacune des UGT composant la région en question.

- Sur la France, le Royaume-Uni, l'Europe (hors France et Royaume-Uni), l'Asie et le Pacifique, deux tests de sensibilité ont été réalisés :
 - d'une part, en augmentant le taux d'actualisation de 50 points de base sur toutes les activités ;
 - d'autre part en décalant d'une année dans les prévisions de flux de trésorerie la reprise économique suite à la crise de la Covid19.
- Sur la zone géographique Reste du Monde, où figurent les pays exposés à une plus forte volatilité économique et politique, deux tests de sensibilité ont également été réalisés :
 - d'une part, en augmentant le taux d'actualisation de 200 points de base sur toutes les activités ;
 - d'autre part, en décalant d'une année dans les prévisions de flux de trésorerie la reprise économique suite à la crise de la Covid19.

Pour ce qui concerne les tests sur l'UGT Aéroports, le test est effectué au niveau mondial.

Les résultats indiqués ci-après résultent de l'agrégation des tests réalisés sur chaque business plan.

Les résultats des tests de sensibilité montrent :

- qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation pour les zones géographiques France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni), Asie et Pacifique entraînerait une perte de valeur complémentaire de -50,8 millions d'euros sur le goodwill de la zone Pacifique ;
- qu'une augmentation de 200 points de base du taux d'actualisation sur la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur additionnelle de -11,7 millions d'euros sur les actifs de l'activité Affichage et de -0,6 million d'euros sur les actifs de l'activité Mobilier Urbain ;
- que le décalage d'une année dans les prévisions de flux de trésorerie de la reprise économique suite à la crise de la Covid19 pour les zones géographiques France, Royaume-Uni, Europe (hors France et Royaume-Uni), Asie et Pacifique entraînerait une perte de valeur de -4,7 millions d'euros sur les actifs de l'UGT aéroports et de -70,2 millions d'euros sur le goodwill de la zone Pacifique ;
- que le décalage d'une année dans les prévisions de flux de trésorerie de la reprise économique suite à la crise de la Covid19 sur la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur de -2,9 millions d'euros sur les actifs de l'activité Affichage, de -1,2 million d'euros sur les actifs de l'activité Mobilier Urbain, et de -0,4 million d'euros sur les actifs de l'UGT Aéroports.

4.5. Titres mis en équivalence et tests de perte de valeur

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2020	31/12/2019
Coentreprises	159,9	266,8
Entreprises associées	232,6	185,5
Total ⁽¹⁾	392,5	452,3

(1) Dont 13,8 millions d'euros relatifs à la zone Reste du Monde au 31 décembre 2020 contre 48,9 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Les informations relatives aux coentreprises et entreprises associées sont données en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités » et figurent au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » et au paragraphe 11 « Informations sur les entreprises associées ».

En 2020, une dotation de perte de valeur a été constatée sur les entreprises associées pour un montant de -4,0 millions d'euros et sur les coentreprises pour un montant de -0,2 million d'euros.

En 2019, une reprise de perte de valeur a été constatée sur les coentreprises pour un montant de 8,7 millions d'euros.

Sur les sociétés mises en équivalence, les résultats des tests de sensibilité montrent :

- qu'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation pour les sociétés n'appartenant pas à la zone géographique Reste du Monde entraînerait une perte de valeur complémentaire de -1,1 million d'euros sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ;
- qu'une augmentation de 200 points de base du taux d'actualisation pour les sociétés appartenant à la zone géographique Reste du Monde n'entraînerait pas de perte de valeur sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ;
- que le décalage d'une année dans les prévisions de flux de trésorerie de la reprise économique suite à la crise de la Covid19 entraînerait une perte de valeur de -11,0 millions d'euros sur la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence.

4.6. Autres actifs financiers (courant et non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2020	31/12/2019
Investissements financiers	0,9	0,9
Prêts	23,9	33,3
Créances rattachées à des participations	96,2	2,0
Autres immobilisations financières	43,8	44,2
Total	164,8	80,3

L'augmentation des autres actifs financiers de 84,5 millions d'euros au 31 décembre 2020 concerne principalement le prêt accordé à City Lead Developments Ltd dans le cadre de l'acquisition de Clear Media en 2020.

L'échéance des autres actifs financiers (hors investissements financiers) se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2020	31/12/2019
≤ 1 an	3,4	4,5
> 1 an & ≤ 5 ans	145,9	58,6
> 5 ans	14,6	16,2
Total	163,9	79,4

4.7. Autres créances (non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2020	31/12/2019
Charges constatées d'avance	8,0	11,3
Créances diverses	3,1	7,2
Total Brut des Autres créances (non courant)	11,1	18,5
Dépréciation des créances diverses	-1,3	-1,4
Total Dépréciation des Autres créances (non courant)	-1,3	-1,4
Total	9,8	17,1

4.8. Stocks

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2020	31/12/2019
Valeur brute des stocks	221,2	205,4
<i>Matières premières, approv. & marchandises</i>	157,5	155,2
<i>Produits intermédiaires et finis</i>	63,7	50,2
Dépréciation	-48,6	-30,3
<i>Matières premières, approv. & marchandises</i>	-38,8	-21,8
<i>Produits intermédiaires et finis</i>	-9,8	-8,6
Total	172,6	175,1

Les stocks sont composés principalement :

- de pièces nécessaires à la maintenance du mobilier urbain installé ;
- de mobiliers urbains et de panneaux d'affichage en attente de montage.

Au 31 décembre 2020, la France contribue à hauteur de 88,4 millions d'euros à la valeur brute totale, dont 65 % de stocks de chantiers en cours et 35 % de stocks de maintenance.

4.9. Clients et autres débiteurs

	31/12/2020	31/12/2019
<i>En millions d'euros</i>		
Créances clients	537,1	848,8
Créances diverses	17,9	17,7
Autres créances d'exploitation	21,1	23,3
Créances fiscales diverses	80,1	93,3
Créances sur cession d'immobilisations et subventions d'équipement à recevoir	0,0	0,4
Avances et acomptes versés	3,8	4,8
Charges constatées d'avance	73,7	67,3
Total Brut des Clients et autres débiteurs	733,8	1 055,6
Dépréciation des créances clients	-35,0	-32,3
Dépréciation des créances diverses	-1,3	-1,7
Dépréciation des autres créances d'exploitation	-0,1	-0,1
Total Dépréciation des Créances clients et autres débiteurs	-36,4	-34,1
Total	697,4	1 021,5

La diminution des créances clients et autres débiteurs au 31 décembre 2020 de 324,1 millions d'euros est principalement liée aux flux liés à l'activité pour -290,5 millions d'euros, à l'effet de change pour -38,1 millions d'euros et à l'effet des variations de périmètre pour 6,1 millions d'euros.

Le solde des créances clients échues et non provisionnées est de 183,2 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 305,2 millions d'euros au 31 décembre 2019. 8,9 % des créances clients non provisionnées sont échues de plus de 90 jours au 31 décembre 2020, contre 7,0 % au 31 décembre 2019. Ces créances sont essentiellement détenues envers des agences médias ou des groupes internationaux qui présentent peu de risques de recouvrement.

4.10. Trésorerie gérée

	31/12/2020	31/12/2019
<i>En millions d'euros</i>		
Trésorerie	1 034,2	136,0
Equivalents de trésorerie	573,7	13,9
Total Trésorerie et Equivalents de trésorerie	1 607,8	149,8
Actifs financiers de trésorerie	57,6	83,5
Total Trésorerie gérée	1 665,5	233,3

Le Groupe dispose de 1 665,5 millions d'euros de trésorerie gérée au 31 décembre 2020 contre 233,3 millions d'euros au 31 décembre 2019. La hausse de la trésorerie gérée fait suite au renforcement de la liquidité du Groupe au cours de l'année 2020.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts en compte courant, de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 9,4 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 31 décembre 2020, contre 11,2 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Les actifs financiers de trésorerie au 31 décembre 2020 sont constitués de 45,6 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 45,2 millions d'euros au 31 décembre 2019) et de 12,0 millions d'euros de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe (contre 38,3 millions d'euros au 31 décembre 2019). Ces actifs financiers de trésorerie ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

4.11. Impôts différés nets

4.11.1. Impôts différés comptabilisés

Les sources d'impôts différés sont les suivantes :

	31/12/2020	31/12/2019
<i>En millions d'euros</i>		
Immobilisations corporelles et incorporelles et provisions pour pertes à terminaison	-159,8	-173,0
Reports déficitaires	37,6	24,2
Provisions pour démontage	22,6	23,0
Provisions pour retraites et avantages assimilés	26,1	23,7
Contrats de location IFRS16	66,9	69,4
Autres	26,8	23,3
Total	20,2	-9,4

La hausse de 29,7 millions d'euros des impôts différés actif nets des impôts différés passif s'explique principalement par une hausse des impôts différés actif sur les reports déficitaires pour 13,4 millions d'euros et des impôts différés actif sur les immobilisations corporelles et incorporelles pour +13,1 millions d'euros en lien principalement avec la hausse des impôts différés actif sur la perte de valeur des actifs corporels et incorporels.

4.11.2. Variation des impôts différés nets

Au 31 décembre 2020, les variations d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2019	Charge nette	Reclassements	ID constatés sur écarts actuariels	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2020
Impôts différés actif	122,7	20,9	-17,4	2,1	-6,9	-2,3	119,0
Impôts différés passif	-132,1	10,6	17,4	0,3	1,8	3,2	-98,8
Total	-9,4	31,5	0,0	2,4	-5,1	0,8	20,2

Au 31 décembre 2019, les variations d'impôts différés sont les suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2018	Charge nette	Reclassements	ID constatés sur écarts actuariels	Conversion	Variations de périmètre	31/12/2019
Impôts différés actif	137,6	-14,1	-3,2	0,4	2,4	-0,3	122,7
Impôts différés passif	-64,0	9,6	3,2	2,0	-1,6	-81,3	-132,1
Total	73,5	-4,5	0,0	2,4	0,9	-81,7	-9,4

4.11.3. Impôts différés actif sur reports déficitaires non reconnus

Au 31 décembre 2020, le montant des impôts différés actif liés à des reports déficitaires non reconnus s'élève à 188,8 millions d'euros, contre 103,2 millions d'euros au 31 décembre 2019.

4.12. Capitaux propres

Composition du capital

Au 31 décembre 2020, le capital s'établit à 3 245 684,82 euros, divisé en 212 902 810 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2020 et au 31 décembre 2020 :

Nombre d'actions en circulation au 1 ^{er} janvier 2020	212 902 810
Émission d'actions à la suite des levées d'options	0
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2020	212 902 810

Le Groupe détient 75 000 actions propres au 31 décembre 2020.

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites ou de plan de stock-options en 2020.

La charge relative à tous les plans en cours s'élève à 14 milliers d'euros en 2020.

L'Assemblée Générale du 14 mai 2020 a décidé l'absence de versement d'un dividende pour chacune des 212 902 810 actions composant le capital social au 31 décembre 2019. Cette décision fait suite à l'annonce du 25 mars 2020 de la décision du Conseil de Surveillance de retirer la proposition de dividende 2019 des résolutions à adopter à l'Assemblée Générale afin, à la fois, de renforcer la liquidité et d'améliorer la flexibilité financière du Groupe pour permettre de profiter des opportunités de marché.

Les intérêts des participations ne donnant pas le contrôle ne représentent pas une part significative des états financiers consolidés du Groupe au cours des exercices 2019 et 2020.

4.13. Provisions

Les provisions se décomposent comme suit :

	31/12/2019	Dotations	Actuali- sation (1)	Reprises		Ecart actuariels / plafonnement des actifs	Conver- sion	Variations de périmètre	31/12/2020
				Consommées	Non consommées				
En millions d'euros									
Provisions pour démontage	256,1	16,1	4,5	-10,8	-14,7	0,0	-5,9	2,2	247,4
Provisions pour retraites et avantages assimilés	103,6	6,3	1,0	-7,4	0,0	10,5	-1,4	0,7	113,4
Provisions pour risques et litiges	49,5	15,4		-7,1	-3,9		-2,8	0,1	51,2
Provisions pour pertes à terminaison	9,1	11,2		-0,6	0,0		-0,3	0,3	19,7
Total	418,4	48,9	5,6	-25,9	-18,7	10,5	-10,4	3,3	431,7

(1) Dont 2,9 millions d'euros constatés en contrepartie des immobilisations corporelles.

4.13.1. Provisions pour démontage

Les provisions sont principalement constituées des provisions pour démontage concernant les supports publicitaires dans les activités Mobilier Urbain et Transport. Elles sont déterminées à l'issue de chaque exercice en fonction du parc et du coût unitaire de démontage (main d'œuvre, coût de la destruction et de la réfection des sols). Au 31 décembre 2020, la durée résiduelle moyenne des contrats qui constitue la base de calcul de la provision pour démontage est de 7,9 ans.

Les taux étant individualisés pour chaque pays depuis l'exercice 2019, un taux d'actualisation moyen pondéré a été calculé en fonction de la provision démontage par pays pour l'analyse de sensibilité. Au 31 décembre 2020, l'analyse de sensibilité se fait à partir de ce taux moyen pondéré des provisions pour démontage, établi à 0,47 %, contre un taux de 0,71 % au 31 décembre 2019. Ainsi, l'utilisation d'un taux d'actualisation à 0,22 %, soit 25 points de base en-deçà du taux moyen pondéré, aurait conduit à une provision complémentaire de l'ordre de 4,9 millions d'euros.

Au 31 décembre 2020, le reversement des provisions pour démontage à un horizon inférieur ou égal à 5 ans s'élève à 121,4 millions d'euros ; il est de 82,3 millions d'euros à un horizon supérieur à 5 ans et inférieur ou égal à 10 ans et de 43,8 millions d'euros au-delà de 10 ans.

4.13.2. Provisions pour retraites et avantages assimilés

4.13.2.1. Caractéristiques des plans à prestations définies

Les engagements à prestations définies du Groupe vis-à-vis du personnel sont principalement constitués d'engagements de retraite (indemnités conventionnelles de départs et prestations de retraites, retraites complémentaires dont bénéficient les cadres dirigeants de certaines filiales du Groupe) et d'autres avantages à long terme versés pendant la durée de l'emploi tels que les médailles du travail ou jubilé.

Les engagements du Groupe concernent principalement la France, le Royaume-Uni et l'Autriche.

En France, les indemnités de fin de carrière sont calculées selon la convention nationale de la Publicité. Une partie de l'engagement est couvert par les cotisations versées à un fonds externe par les sociétés françaises du Groupe JCDecaux.

Au Royaume-Uni, les engagements de retraite sont principalement constitués d'un plan de pension dont bénéficiait un certain nombre de salariés de la société JCDecaux UK Ltd. En décembre 2002, les droits acquis au titre de ce régime ont été gelés.

En Autriche, les engagements sont principalement constitués d'indemnités légales de départ.

4.13.2.2. Informations financières

Les provisions sont calculées avec les hypothèses suivantes :

	2020	2019
Taux d'actualisation (1)		
Zone Euro	0,35 %	0,80 %
Royaume-Uni	1,35 %	1,95 %
Taux de revalorisation de salaires		
Zone Euro	1,99 %	1,98 %
Royaume-Uni (2)	NA	NA
Taux d'inflation		
Zone Euro	1,50 %	1,75 %
Royaume-Uni	2,35 %	2,05 %

(1) Les taux d'actualisation sur les zones Euro et Royaume-Uni sont issus des données Iboxx et sont déterminés sur la base du taux de rendement d'obligations émises par des entreprises privées de première qualité (notées AA).

(2) Le plan UK étant gelé, pas de prise en compte de revalorisation de salaires.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante en 2020 :

En millions d'euros	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Évolution de la dette actuarielle				
Dette actuarielle à l'ouverture	24,8	137,9	7,8	170,5
Coût des services rendus	1,4	3,8	1,0	6,3
Charge d'intérêt	0,2	1,7	0,1	2,0
Acquisitions / cessions de régimes	0,0	0,7	0,0	0,7
Modifications / réductions de régimes	0,0	0,0	0,0	0,0
Écarts actuariels ⁽¹⁾	7,6	5,8	0,4	13,7
Cotisations salariés		0,2		0,2
Prestations payées	-2,1	-4,4	-0,7	-7,2
Conversion	-0,4	-3,5	0,0	-3,9
Dette actuarielle à la clôture	31,5	142,2	8,7	182,3
<i>dont France</i>	21,2	59,7	4,4	85,3
<i>dont autres pays</i>	10,2	82,4	4,3	96,9
Évolution des actifs				
Actifs à l'ouverture		66,9		66,9
Produit d'intérêt		1,0		1,0
Rendement des actifs de régime net du produit d'intérêt		3,2		3,2
Acquisitions / cessions de régimes		0,0		0,0
Contributions employeur		4,7		4,7
Contributions employés		0,2		0,2
Prestations payées		-4,4		-4,4
Conversion		-2,5		-2,5
Actifs à la clôture		69,0		69,0
<i>dont France</i>		6,9		6,9
<i>dont autres pays</i> ⁽²⁾		62,1		62,1
Provisions				
Couverture financière	31,5	73,2	8,7	113,4
Plafonnement des actifs				0,0
Provisions à la clôture	31,5	73,2	8,7	113,4
<i>dont France</i>	21,2	52,8	4,4	78,4
<i>dont autres pays</i>	10,2	20,3	4,3	34,8
Charge de retraite				
Charge d'intérêt	0,2	1,7	0,1	2,0
Produit d'intérêt		-1,0		-1,0
Modifications / réductions de régimes		0,0		0,0
Coût des services rendus	1,4	3,8	1,0	6,3
Amortissement des écarts actuariels sur les autres avantages à long terme			0,0	0,0
Charge de l'exercice	1,6	4,6	1,2	7,4
<i>dont France</i>	1,1	3,5	0,1	4,8
<i>dont autres pays</i>	0,5	1,1	1,2	2,8

(1) Dont 1,4 million d'euros liés aux écarts d'expérience, 11,8 millions d'euros liés aux hypothèses financières et 0,5 million d'euros liés aux hypothèses démographiques.

(2) Principalement le Royaume-Uni.

La dette actuarielle du Groupe au 31 décembre 2020 s'élève à 182,3 millions d'euros et est principalement située dans trois pays : France (47 % de la dette actuarielle totale), Royaume-Uni (35 %) et Autriche (4 %).

Les évaluations ont été effectuées par un actuair indépendant qui a également réalisé des tests de sensibilité pour chacun des plans.

Les résultats des tests de sensibilité montrent que :

- une diminution de 50 points de base du taux d'actualisation aurait un impact à la hausse de 11,3 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de la dette actuarielle ;
- une augmentation de 50 points de base du taux de revalorisation des salaires aurait un impact à la hausse de 5,2 millions d'euros sur la valeur actuelle de la dette actuarielle ;
- une augmentation de 50 points de base du taux d'inflation aurait un impact à la hausse de 1,9 million d'euros sur la valeur actuelle de la dette actuarielle.

Les variations observées dans le cadre de ces tests de sensibilité ne remettent pas en cause les taux retenus dans le cadre de l'établissement des comptes, taux jugés les plus proches du marché.

Les mouvements nets des provisions pour retraites et avantages assimilés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2020	2019
Au 1er janvier	103,6	88,3
Charge de l'exercice	7,4	6,2
Ecart de conversion	-1,4	0,9
Cotisations versées	-4,7	-3,6
Prestations payées	-2,8	-1,4
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	10,5	13,1
Autres	0,7	0,1
Au 31 décembre	113,4	103,6
Dont comptabilisé :		
- en résultat d'exploitation	1,1	0,4
- en résultat financier	-1,0	-1,7
- en autres éléments du résultat global	-10,5	-13,1

La décomposition des actifs des régimes couverts est la suivante :

	31/12/2020		31/12/2019	
	En M€	En %	En M€	En %
Actions	19,1	28%	22,5	34%
Obligations d'état	25,6	37%	27,3	41%
Obligations d'entreprises	7,2	10%	2,3	3%
Immobilier	2,9	4%	2,9	4%
Contrats d'assurance	10,2	15%	9,6	14%
Autres	3,9	6%	2,3	3%
Total	69,0	100%	66,9	100%

Les actifs de couverture sont des actifs cotés en dehors de l'immobilier qui est non coté.

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme (avant effets fiscaux) s'analysent de la façon suivante en 2019 :

En millions d'euros	Régimes de retraite		Autres avantages à long terme	Total
	non financés	financés		
Évolution de la dette actuarielle				
Dette actuarielle à l'ouverture	20,3	119,9	7,7	147,9
Coût des services rendus	1,2	3,4	0,7	5,2
Charge d'intérêt	0,4	2,6	0,2	3,2
Acquisitions / cessions de régimes	0,0	0,3	0,0	0,3
Modifications / réductions de régimes		-0,9		-0,9
Écarts actuariels ⁽¹⁾	3,4	12,4	0,0	15,8
Cotisations salariés		0,2		0,2
Prestations payées	-0,7	-3,0	-0,7	-4,4
Conversion	0,2	3,0	0,0	3,2
Dette actuarielle à la clôture	24,8	137,9	7,8	170,5
dont France	17,0	59,9	4,1	81,0
dont autres pays	7,8	78,0	3,7	89,5
Évolution des actifs				
Actifs à l'ouverture		59,8		59,8
Produit d'intérêt		1,5		1,5
Rendement des actifs de régime net du produit d'intérêt		2,2		2,2
Acquisitions / cessions de régimes		0,2		0,2
Contributions employeur		3,6		3,6
Contributions employés		0,2		0,2
Prestations payées		-3,0		-3,0
Conversion		2,3		2,3
Actifs à la clôture		66,9		66,9
dont France		7,4		7,4
dont autres pays ⁽²⁾		59,5		59,5
Provisions				
Couverture financière	24,8	71,0	7,8	103,6
Plafonnement des actifs				0,0
Provisions à la clôture	24,8	71,0	7,8	103,6
dont France	17,0	52,5	4,1	73,6
dont autres pays	7,8	18,5	3,7	30,0
Charge de retraite				
Charge d'intérêt	0,4	2,6	0,2	3,2
Produit d'intérêt		-1,5		-1,5
Modifications / réductions de régimes		-0,9		-0,9
Coût des services rendus	1,2	3,4	0,7	5,2
Amortissement des écarts actuariels sur les autres avantages à long terme			0,2	0,2
Charge de l'exercice	1,5	3,6	1,1	6,2
dont France	1,1	2,8	0,2	4,1
dont autres pays	0,5	0,8	0,8	2,1

(1) Dont -0,4 million d'euros liés aux écarts d'expérience, 16,3 millions d'euros liés aux hypothèses financières et -0,1 million d'euros liés aux hypothèses démographiques.

(2) Principalement le Royaume-Uni.

4.13.2.3. Informations sur les flux futurs

Le Groupe prévoit de verser en 2021 des cotisations aux fonds de couverture pour 2,3 millions d'euros.

La duration moyenne pondérée est de respectivement 11 ans et 18 ans pour la zone Euro et au Royaume-Uni.

Le régime de retraite de JCDecaux UK Ltd au Royaume-Uni est un régime fermé depuis décembre 2002. Il ne reste aujourd'hui que des différés ou des retraités dans ce régime. Des évaluations "Funding" sont menées tous les 3 ans afin de définir le niveau de déficit du régime en accord avec les Trustees et l'employeur conformément à la réglementation. Un calendrier de cotisations est défini jusqu'en 2028.

4.13.2.4. Régimes à cotisations définies

Les cotisations versées au titre des régimes à cotisations définies représentent 30,9 millions d'euros en 2020 contre 29,6 millions d'euros en 2019.

4.13.2.5. Régimes multi-employeurs

Le Groupe participe à trois plans multi-employeurs à prestations définies couverts par des actifs en Suède (ITP Plan). Une évaluation est faite selon les normes locales chaque année. A ce jour, il n'est pas possible de déterminer de façon isolée la dette actuarielle de la société JCDecaux Sverige AB. Au 31 décembre 2019, les trois plans étaient en perte pour un montant total de -5 270,7 millions d'euros, au niveau national, selon les évaluations locales propres à ces engagements. La charge reconnue dans les comptes consolidés du Groupe au titre de ces trois plans est égale aux cotisations versées sur l'année 2020, soit 0,5 million d'euros. Le niveau des cotisations des trois plans sera stable en 2021.

Le Groupe participe également à cinq plans multi-employeurs aux Etats-Unis. JCDecaux ne dispose pas d'informations suffisantes relatives aux actifs et obligations de ces plans, au montant des gains et pertes actuariels, au coût des services rendus et coût financier, informations nécessaires pour comptabiliser ces régimes comme des régimes à prestations définies. Ainsi, ils sont comptabilisés selon les modalités prévues pour les régimes à cotisations définies. La contribution annuelle du Groupe au titre de ces régimes multi-employeurs aux Etats-Unis s'élève à 0,5 million d'euros.

4.13.3. Provisions pour risques et litiges

Les provisions pour risques et litiges représentent un montant de 51,2 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 49,5 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Le Groupe JCDecaux est partie à plusieurs litiges relatifs aux modalités de mise en œuvre de certains de ses contrats avec ses concédants et à ses relations avec les fournisseurs. Par ailleurs, la particularité de son activité (contrats avec des autorités publiques) peut générer des procédures contentieuses spécifiques. Le Groupe JCDecaux est ainsi partie à des litiges concernant l'attribution ou la résiliation de contrats de mobilier urbain, transport et d'affichage, ainsi que des litiges fiscaux. Par ailleurs, dans le cadre de leurs activités, les sociétés du Groupe peuvent faire l'objet, d'actions/enquêtes des juridictions/autorités nationales de la concurrence. Certaines sont d'ailleurs en cours et ne devraient pas engendrer de conséquences financières défavorables significatives pour le Groupe.

La Direction Juridique du Groupe recense l'ensemble des risques et des litiges (nature, montants, procédure, niveau de risque), en fait un suivi régulier et croise ces informations avec celles détenues par la Direction Financière. Le montant des provisions constituées pour ces risques et litiges résulte d'une analyse au cas par cas, en fonction des positions des plaignants, de l'appréciation des conseils juridiques du Groupe et des éventuels jugements prononcés.

4.13.4. Provisions pour pertes à terminaison

Les provisions pour pertes à terminaison représentent un montant de 19,7 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre un montant de 9,1 millions d'euros au 31 décembre 2019. Elles sont constituées de provisions pour pertes à terminaison reconnues lors de l'exercice d'allocation de prix d'acquisitions pour 3,5 millions d'euros et de provisions reconnues suite aux tests d'impairment pour 16,2 millions d'euros, contre respectivement 4,7 millions d'euros et 4,5 millions d'euros au 31 décembre 2019. L'augmentation de 10,6 millions d'euros au 31 décembre 2020 concerne principalement la provision pour perte à terminaison reconnue suite aux tests de valeur pour 11,2 millions d'euros.

4.13.5. Actifs et passifs éventuels

Après analyse des risques, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de constater de provision sur certains risques relatifs à des procédures en cours sur des litiges ou des enquêtes des autorités de la concurrence, des risques de nature fiscale ou relatifs à des modalités de mise en œuvre ou d'attribution de contrats.

Sauf exception, aucune provision pour démontage n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe concernant les panneaux de l'activité Affichage. En effet le Groupe considère que l'obligation de démontage dans l'activité Affichage répond à la définition d'un passif éventuel car soit l'obligation est peu probable, soit elle ne peut être chiffrée de manière fiable du fait de l'incertitude de la date de démontage probable qui conditionne les effets d'actualisation. Pour les panneaux qui s'apparentent à du mobilier urbain, les écrans digitaux grand format et pour les installations publicitaires les plus spectaculaires, dont le coût de démontage unitaire est plus significatif que pour les panneaux d'affichage traditionnels, ainsi que pour les programmes de démontage de panneaux pour lesquels il existe une forte probabilité de démontage à court terme, à notre initiative, le Groupe a estimé le coût global de démontage en valeur non actualisée à 12,8 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 16,7 millions d'euros au 31 décembre 2019. Dans certains cas exceptionnels où une obligation de démontage à court terme est bien identifiée, le Groupe peut être amené à comptabiliser une provision pour démontage concernant les panneaux de l'activité Affichage.

4.14. Dette financière

En millions d'euros	31/12/2020			31/12/2019		
		Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante
Dette financière brute au bilan (1)	587,6	2 147,4	2 735,0	595,7	753,1	1 348,8
Instruments financiers dérivés actifs	-1,7	0,0	-1,7	-1,1	-0,1	-1,2
Instruments financiers dérivés passifs	4,4	0,0	4,4	3,3	0,0	3,3
Instruments financiers dérivés de couverture (2)	2,6	0,0	2,6	2,2	-0,1	2,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)	1 607,8	0,0	1 607,8	149,8	0,0	149,8
Concours bancaires	-14,2	0,0	-14,2	-7,4	0,0	-7,4
Trésorerie nette (3)	1 593,6	0,0	1 593,6	142,4	0,0	142,4
Actifs financiers de trésorerie (*) (4)	57,6	0,0	57,6	83,5	0,0	83,5
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires) (5)=(1)+(2)-(3)-(4)	-1 061,0	2 147,4	1 086,3	372,0	753,0	1 125,0

(*) Au 31 décembre 2020, le Groupe dispose de 1 607,8 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (contre 149,8 millions d'euros au 31 décembre 2019) et 57,6 millions d'euros d'actifs financiers de trésorerie (contre 83,5 millions d'euros au 31 décembre 2019). La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts en compte courant, de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 9,4 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 31 décembre 2020, contre 11,2 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Les actifs financiers de trésorerie au 31 décembre 2020 sont constitués de 45,6 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 45,2 millions d'euros au 31 décembre 2019) et de 12,0 millions d'euros de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe (contre 38,3 millions d'euros au 31 décembre 2019). Ces actifs financiers ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

Les dettes sur engagements de rachat de minoritaires font l'objet d'un enregistrement séparé et ne sont donc pas incluses dans la dette financière. Elles sont détaillées au paragraphe 4.15 « Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ». Les instruments financiers de couverture sont détaillés au paragraphe 4.17 « Instruments financiers ».

La réconciliation de la variation de la dette financière brute au bilan avec les montants du tableau des flux de trésorerie est détaillée au paragraphe 6.4 « Réconciliation des flux de trésorerie avec la variation de la dette financière brute ».

Les analyses de la dette réalisées ci-après sont menées sur la base de la dette financière économique qui est égale à la dette financière brute au bilan, ajustée de l'impact du coût amorti :

En millions d'euros	31/12/2020			31/12/2019		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan	587,6	2 147,4	2 735,0	595,7	753,1	1 348,8
Impact du coût amorti	0,0	-0,4	-0,4	1,1	3,2	4,3
Dette financière économique	587,6	2 147,0	2 734,6	596,7	756,3	1 353,0

La dette financière économique se décompose de la façon suivante :

En millions d'euros	31/12/2020			31/12/2019		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Emprunts obligataires	0,0	1 949,8	1 949,8	300,0	750,0	1 050,0
Billets de trésorerie (NEU/CP)	481,0		481,0	180,0		180,0
Emprunts auprès des établissements de crédit	46,6	187,7	234,3	72,0	1,7	73,7
Emprunts divers	41,6	9,4	51,0	39,9	4,6	44,5
Intérêts courus	18,5	0,0	18,5	4,8	0,0	4,8
Dette financière économique	587,6	2 147,0	2 734,6	596,7	756,3	1 353,0

Au 31 décembre 2020, la dette financière du Groupe comprend principalement la dette portée par JCDecaux SA avec :

- des emprunts obligataires :
 - 750 millions d'euros émis en 2016 à échéance juin 2023
 - 599,9 millions d'euros émis en 2020 à échéance octobre 2024
 - 599,9 millions d'euros émis en 2020 à échéance avril 2028
- un emprunt bancaire de 150 millions d'euros mis en place en 2020 à échéance avril 2025
- des billets de trésorerie pour 481 millions d'euros émis dans le cadre du programme de Negotiable European Commercial Paper (NEU CP) de JCDecaux SA d'un montant maximum de 750 millions d'euros.

Le taux d'intérêt effectif moyen de la dette de JCDecaux SA est d'environ 1,1 % au cours de l'exercice 2020.

Au 31 décembre 2020, JCDecaux SA dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée pour un montant de 825,0 millions d'euros, comprenant une sous-limite d'un montant maximum de 100 millions d'euros afin de pouvoir réaliser des tirages courts le jour même (swingline). En juillet 2019, la maturité de la ligne a été étendue à juillet

2024 avec deux extensions possibles d'un an. Le 2 juillet 2020, la première option d'extension a été exercée, portant la maturité de la ligne à juillet 2025.

En cas de notation financière inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's), la ligne de crédit revolving et l'emprunt bancaire de 150 millions d'euros imposent le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5. Par précaution, le Groupe a obtenu un waiver de la part des prêteurs sur ces deux financements pour les constatations du 31 décembre 2020 et du 31 décembre 2021. Le prochain covenant applicable sera donc sur la base des comptes du 31 décembre 2022 si la notation financière est inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's) à cette date.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » perspective négative par Moody's et « BBB- » perspective négative par Standard and Poor's (la dernière mise à jour de Moody's datant du 29 juin 2020, et celle de Standard and Poor's du 20 novembre 2020).

La dette financière du Groupe comprend également :

- des emprunts bancaires portés par les filiales de JCDecaux SA pour 84,3 millions d'euros ;
- des emprunts divers pour 51,0 millions d'euros dont principalement des emprunts de JCDecaux SA et ses filiales auprès des coentreprises du Groupe ;
- des intérêts courus pour 18,5 millions d'euros.

Echéance des dettes financières (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

En millions d'euros	31/12/2020	31/12/2019
Échéance à moins d'un an	587,6	596,7
Échéance à plus d'un an et moins de 5 ans	1 547,1	756,3
Échéance à plus de 5 ans	600,0	-
Total	2 734,6	1 353,0

Ventilation des dettes financières par devise après couvertures de change

	31/12/2020		31/12/2019	
	En M€	En %	En M€	En %
Euro	2 439,9	89%	996,4	74%
Dollar australien	177,0	6%	192,9	14%
Dollar américain	89,0	3%	155,7	12%
Yuan chinois	71,3	3%	80,7	6%
Livre sterling	32,4	1%	51,4	4%
Yen japonais	20,8	1%	25,7	2%
Rand sud-africain (1)	-11,4	0%	-16,8	-1%
Riyal d'Arabie Saoudite (1)	-18,2	-1%	-12,6	-1%
Dirham des Emirats Arabes Unis (1)	-28,3	-1%	-28,3	-2%
Dollar de Hong Kong (1)	-52,8	-2%	-89,0	-7%
Autres (1)	14,9	1%	-3,1	0%
Total	2 734,6	100%	1 353,0	100%

(1) Les montants négatifs correspondent à des positions prêteuses.

Ventilation des dettes financières par taux d'intérêt (hors lignes de crédit confirmées non utilisées)

	31/12/2020		31/12/2019	
	En M€	En %	En M€	En %
Taux fixe	2 468,3	90%	941,5	70%
Taux variable	266,2	10%	411,5	30%
Total	2 734,6	100%	1 353,0	100%

4.15. Dettes sur engagements de rachat de minoritaires

Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 111,5 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 109,4 millions d'euros au 31 décembre 2019. Il porte principalement sur un put d'une société en Europe, exerçable en 2029 et pour lequel la dette est calculée sur la base d'une estimation du montant actualisé du prix d'exercice contractuel.

L'augmentation de 2,1 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires en 2020 intègre les effets de revalorisation et d'actualisation des engagements de rachat de minoritaires.

4.16. Dettes locatives

Les dettes locatives liées aux contrats de location au 31 décembre 2020 se décomposent de la façon suivante :

en millions d'euros	31/12/2019 Retraité ⁽¹⁾	Augmen- tations	Charges d'intérêts	Diminu- tions ⁽²⁾	Reclasse- ments	Autres diminutions	Variation de périmètre	Conversion	31/12/2020
Dette locative d'emplacements publicitaires > 12 mois	3,546.4	458.2	0.0	0.1	-764.7	-197.2	0.0	-154.6	2,888.2
Dette locative de biens immobiliers > 12 mois	129.4	96.5	0.0	0.0	-36.9	-5.0	0.0	-5.4	178.6
Dette locative de véhicules > 12 mois	19.5	11.5	0.0	-0.1	-10.6	-0.2	0.0	-0.2	19.9
Dette locative d'autres biens > 12 mois	0.8	1.7	0.0	0.0	-0.8	-0.3	0.0	-0.1	1.3
Total dettes locatives - non courant	3,696.0	568.0	0.0	0.0	-812.9	-202.8	0.0	-160.3	3,088.0
Dette locative d'emplacements publicitaires <= 12 mois	976.6	1.5	113.1	-859.2	764.9	-3.8	0.0	-37.9	955.2
Dette locative de biens immobiliers <= 12 mois	36.5	0.1	4.2	-34.7	36.5	0.0	0.0	-0.8	41.8
Dette locative de véhicules <= 12 mois	11.6	0.9	0.8	-13.4	10.7	-0.1	0.0	-0.1	10.3
Dette locative d'autres biens <= 12 mois	0.6	0.0	0.1	-0.8	0.8	0.0	0.0	-0.1	0.7
Intérêts courus sur dette locative inférieurs à un an	32.5	0.0	0.0	20.2	0.0	0.0	0.0	-2.8	49.8
Total dettes locatives - courant	1,057.8	2.5	118.1	-888.0	812.9	-3.9	0.0	-41.7	1,057.8
Total dettes locatives	4,753.8	570.5	118.1	-888.0	0.0	-206.6	0.0	-202.0	4,145.8

(1) Voir paragraphe 1.11.5 « Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 ».

(2) Inclus le remboursement du principal pour -533,2 millions d'euros, les remises sur loyers obtenues pour -272,7 millions d'euros et le versement des intérêts pour -82,1 millions d'euros.

Echéance des dettes locatives :

En millions d'euros	31/12/2020			31/12/2019 Retraité ⁽¹⁾
	Paie- ments futurs non actualisés	Effet d'actualisation	Dettes locatives	Dettes locatives
Échéance à moins d'un an	1 152,1	94,3	1 057,8	1 057,8
Échéance à plus d'un an et moins de 5 ans	2 235,9	185,5	2 050,4	2 461,8
Échéance à plus de 5 ans	1 120,6	83,0	1 037,6	1 234,2
Total	4 508,6	362,8	4 145,8	4 753,8

(1) Voir paragraphe 1.11.5 « Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 ».

4.17. Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers principalement à des fins de couverture contre le risque de change. L'utilisation de ces instruments financiers concerne principalement JCDecaux SA.

Instruments financiers de change

L'exposition du Groupe au risque de change provient principalement de son activité à l'étranger. Cependant, du fait de sa structure opérationnelle, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en matière de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et le montant des prestations ou achats intra-groupe est faible. De ce fait, la majeure partie du risque de change provient des effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

Le risque de change sur les flux provient principalement des opérations financières (refinancement et recyclage de la trésorerie des filiales étrangères en application de la politique de centralisation de la trésorerie du Groupe). Le Groupe couvre ce risque en mettant en place principalement des swaps de change à court terme.

Ainsi au 31 décembre, les taux de change moyens des instruments financiers de change sont proches des taux de change de clôture.

Du fait de l'élimination en consolidation de ces prêts et emprunts intra-groupe, seule la valorisation des instruments financiers de couverture apparaît à l'actif ou au passif de l'état de situation financière.

Au 31 décembre 2020, les principales positions contractées par le Groupe sont les suivantes (positions nettes) :

En millions d'euros	31/12/2020	31/12/2019
Achats à terme contre euro :		
Dirham des Emirats Arabes Unis	29,3	29,5
Dollar de Hong-Kong	28,4	56,7
Riyal saoudien	18,2	12,3
Rand sud-africain	11,3	13,7

Couronne norvégienne	7,8	13,2
Autres	14,7	14,8
Ventes à terme contre euro :		
Dollar australien	178,1	193,8
Dollar américain	69,2	112,0
Livre sterling	27,7	34,9
Réal brésilien	10,3	0,0
Dollar singapourien	7,5	3,7
Yen japonais	0,0	26,8
Autres	15,0	13,3
Achat à terme contre yuan chinois :		
Dollar de Hong-Kong	4,4	31,8
Achats à terme contre livre sterling :		
Yuan chinois	6,4	14,7
Autres	1,9	11,2
Vente à terme contre baht thaïlandais :		
Dollar américain	10,3	10,1

Au 31 décembre 2020, la valeur de marché des instruments financiers de change s'élève à -2,6 millions d'euros contre -2,2 millions d'euros au 31 décembre 2019.

La part inefficace des couvertures de flux de trésorerie (« Cash Flow Hedge ») est nulle au 31 décembre 2020 comme au 31 décembre 2019.

4.18. Fournisseurs et autres crédateurs (passifs courants)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2020	31/12/2019
Fournisseurs et autres dettes d'exploitation	507,1	537,2
Dettes fiscales et sociales	210,3	251,1
Produits constatés d'avance	83,1	91,8
Dettes sur acquisition d'immobilisations	33,4	8,8
Autres crédateurs	48,3	41,8
Total	882,1	930,7

Les dettes d'exploitation sont des dettes de maturité inférieure ou égale à un an.

La baisse au 31 décembre 2020 de 48,6 millions d'euros est principalement due à l'effet de change pour -34,8 millions d'euros, à des reclassements en dettes non courantes pour -12,5 millions d'euros, ainsi qu'aux flux liés à l'activité pour -11,3 millions d'euros, en partie compensée par des variations de périmètre pour 10,1 millions d'euros.

4.19. Passifs d'impôt exigible nets (courant et non courant)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2020	31/12/2019
Passifs d'impôt exigible	19,2	47,0
Créances d'impôt sur les sociétés	-38,2	-35,9
Total	-19,0	11,1

La baisse de 30,1 millions d'euros des impôts exigibles nets est principalement due à la baisse des résultats de l'année 2020 et aux créances attendues dans le cadre du report en arrière des déficits au Royaume-Uni et en Australie.

4.20. Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie

31/12/2020							
En millions d'euros		Juste valeur par le résultat	Juste valeur par les autres éléments du résultat global	Couvertures de flux de trésorerie et NIH	Coût amorti	Total valeur nette comptable	Juste valeur
Autres actifs financiers	(2)		0,9		163,9	164,8	164,8
Clients et créances diverses (non courant)	(3)				1,8	1,8	1,8
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(3)				537,4	537,4	537,4
Trésorerie		1 034,2				1 034,2	1 034,2
Equivalents de trésorerie	(4)	573,7				573,7	573,7
Actifs financiers de trésorerie	(1)	57,6				57,6	57,6
Total des actifs financiers		1 667,2	0,9	0,0	703,0	2 371,2	2 371,2
Dettes financières	(5)				-2 735,0	-2 735,0	-2 846,2
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(2)	-111,5				-111,5	-111,5
Instruments financiers dérivés (passif)	(1)	-4,4				-4,4	-4,4
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(3)				-578,7	-578,7	-578,7
Autres créditeurs (non courant)	(3)				-8,7	-8,7	-8,7
Concours bancaires		-14,2				-14,2	-14,2
Total des passifs financiers		-130,1	0,0	0,0	-3 322,5	-3 452,5	-3 563,7

- (1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)) à l'exception de la trésorerie mise sous séquestre pour 12,0 millions d'euros, présentée en actifs financiers de trésorerie et pour laquelle la variation de la juste valeur se réfère à des prix cotés sur un marché actif (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)). L'hypothèse principale pouvant avoir un impact sur la juste valeur des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est le taux d'actualisation, établi à 0,13 % au 31 décembre 2020 sur le principal engagement. Une diminution du taux d'actualisation de 13 points de base conduirait à une augmentation de 1,1 million d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.
- (3) Les dettes et créances fiscales et sociales, les dettes locatives, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.
- (4) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour 3,5 millions d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 570,2 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (5) L'évaluation de la juste valeur de ces passifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour les emprunts obligataires dont la juste valeur est évaluée à 2 061,0 millions d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 785,2 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).

31/12/2019							
En millions d'euros		Juste valeur par le résultat	Juste valeur par les autres éléments du résultat global	Couvertures de flux de trésorerie et NIH	Coût amorti	Total valeur nette comptable	Juste valeur
Autres actifs financiers	(2)		0,9		79,4	80,3	80,3
Clients et créances diverses (non courant)	(3)				5,5	5,5	5,5
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(3)				856,1	856,1	856,1
Trésorerie		136,0				136,0	136,0
Equivalents de trésorerie	(4)	13,9				13,9	13,9
Actifs financiers de trésorerie	(1)	83,5				83,5	83,5
Total des actifs financiers		234,4	1,0	0,0	941,0	1 176,4	1 176,4
Dettes financières	(5)				-1 348,8	-1 348,8	-1 370,7
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(2)	-109,4				-109,4	-109,4
Instruments financiers dérivés (passif)	(1)	-3,3	-0,1			-3,3	-3,3
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(3)				-581,7	-581,7	-581,7
Autres créditeurs (non courant)	(3)				-19,8	-19,8	-19,8
Concours bancaires		-7,4				-7,4	-7,4
Total des passifs financiers		-120,1	-0,1	0,0	-1 950,2	-2 070,4	-2 092,3

- (1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)) à l'exception de la trésorerie mise sous séquestre pour 38,3 millions d'euros, présentée

en actifs financiers de trésorerie et pour laquelle la variation de la juste valeur se réfère à des prix cotés sur un marché actif (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)).

- (2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)). L'hypothèse principale pouvant avoir un impact sur la juste valeur des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est le taux d'actualisation, établi à 0,4 % au 31 décembre 2019. Une diminution du taux d'actualisation de 40 points de base conduirait à une augmentation de 3,5 millions d'euros des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.
- (3) Les dettes et créances fiscales et sociales, les dettes locatives, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.
- (4) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour 4,6 millions d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 9,3 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (5) L'évaluation de la juste valeur de ces passifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour les emprunts obligataires dont la juste valeur est évaluée à 771,9 millions d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 598,8 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93 a et b)).

5. COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires IFRS s'élève à 2 099,8 millions d'euros en 2020 comparativement à 3 487,6 millions d'euros en 2019, soit une baisse de 39,8 % liée à la crise sanitaire du Covid-19.

Le chiffre d'affaires IFRS en 2020 se répartit sur les trois activités Mobilier urbain, Transport et Affichage pour respectivement 1 090,8 millions d'euros, 664,8 millions d'euros et 344,2 millions d'euros (contre 1 627,0 millions d'euros, 1 346,1 millions d'euros et 514,6 millions d'euros en 2019).

Le chiffre d'affaires IFRS publicitaire s'élève à 1 835,6 millions d'euros en 2020 (contre 3 128,9 millions d'euros en 2019) et le chiffre d'affaires IFRS non publicitaire s'est élevé à 264,2 millions d'euros en 2020 (contre 358,7 millions d'euros en 2019).

5.2. Charges d'exploitation nettes

	2020	2019
<i>En millions d'euros</i>		Retraité ⁽¹⁾
Baux et redevances core business	-46,1	-497,2
Autres charges d'exploitation nettes	-437,8	-579,1
Impôts et taxes	-6,6	-7,5
Frais de personnel	-530,5	-688,9
Coûts directs d'exploitation & Coûts commerciaux, généraux & administratifs ⁽²⁾	-1 021,1	-1 772,7
Dotations aux provisions nettes des reprises	0,7	29,7
Dotations aux amortissements nettes des reprises	-1 261,5	-1 290,0
Perte de valeur des goodwill	-176,0	-10,0
Pièces détachées maintenance	-46,0	-40,5
Autres produits opérationnels	26,2	83,4
Autres charges opérationnelles	-98,0	-27,0
Total	-2 575,6	-3 027,2

(1) Voir paragraphe 1.11.5 « Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 ».

(2) Dont -602,7 millions d'euros de « Coûts directs d'exploitation » et -418,3 millions d'euros de « Coûts commerciaux, généraux & administratifs » en 2020 (contre respectivement -1 221,6 millions d'euros et -551,2 millions d'euros en 2019).

Baux et redevances

En 2020, les charges de baux et redevances se décomposent de la façon suivante :

	Baux et redevances	
<i>En millions d'euros</i>	Core Business ⁽¹⁾	Loyers Non Core Business ^{(1) & (2)}
Charges variables	61,4	0,0
Charges sur contrat court terme	-11,8	-3,3
Charges sur contrat de faible valeur	-25,0	-4,6
Charges fixes sur contrats avec droits de substitution substantiels	-70,7	0,0
Total	-46,1	-7,9

(1) Les loyers core business sont relatifs à des contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires et les loyers non core à des locations immobilières et véhicules.

(2) Compris dans le poste « Autres charges d'exploitation nettes ».

Les charges variables sont déterminées en fonction des conditions contractuelles : les loyers et redevances qui fluctuent en fonction du niveau de chiffre d'affaires sont considérés comme des charges variables. En 2020, conformément aux préconisations de l'amendement IFRS16, ces charges variables bénéficient de l'effet favorable de l'extinction des dettes locatives en lien avec les négociations des loyers fixes et minimums garantis pour des périodes dont la durée n'excède pas juin 2021. Cet effet favorable représente la majorité de la rubrique « Gains et pertes sur contrats de location » du tableau des flux de trésorerie en 2020.

Dans le contexte particulier de l'année 2020 des renégociations sur les minimums garantis sont intervenues de manière substantielle. L'année 2020 a ainsi été marquée par une baisse du chiffre d'affaires de 39,8 % par rapport à 2019 et une baisse des baux et redevances de 33,6 % (-1 074,8 millions d'euros en 2020 contre -1 619,3 millions d'euros en 2019, y-compris la charge d'amortissement du droit d'utilisation et la charge d'intérêt de la dette locative de pour les contrats retraités sous IFRS16).

Une simulation de la sensibilité des baux et redevances à la variation du chiffre d'affaires sur la base des seuls éléments contractuels n'est pas pertinente car la crise de la Covid-19 a mis en évidence la capacité du Groupe, face à la baisse significative du chiffre d'affaires, de négocier des baisses importantes de redevances fixes et minimums garantis, ainsi que de taux de redevances variables.

En 2019, les charges de location se décomposaient de la façon suivante :

En millions d'euros	Baux et redevances	
	Core Business (1) & (2)	Non Core Business (2) & (3)
Charges variables	-389,0	0,0
Charges sur contrat court terme	-25,3	-5,8
Charges sur contrat de faible valeur	-21,1	-6,5
Charges fixes sur contrats avec clauses de substitution substantielles	-61,8	0,0
Total	-497,2	-12,3

(1) Voir paragraphe 1.11.5 « Impact de l'application de l'IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 ».

(2) Les loyers core business sont relatifs à des contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires et les loyers non core à des locations immobilières et véhicules.

(3) Compris dans le poste « Autres charges d'exploitation nettes ».

Autres charges d'exploitation nettes

Ce poste comprend cinq grandes catégories de coûts :

- les coûts de sous-traitance pour certaines activités de maintenance ;
- les coûts des prestations de services et des matériels relatifs à l'exploitation ;
- les honoraires et frais de fonctionnement, hors frais de personnel, des différents services du Groupe ;
- les frais de timbres et taxes publicitaires ;
- les loyers Non Core Business sur contrats de courte durée et de faible valeur.

Les charges de loyers Non Core Business, d'un montant de -7,9 millions d'euros en 2020 sont des charges fixes et sont détaillées dans le paragraphe ci-dessus.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et frais de développement non capitalisés sont inclus dans les postes « Autres charges d'exploitation nettes » et « Frais de personnel » ; ils s'élèvent à 8,2 millions d'euros en 2020, contre 11,2 millions d'euros en 2019.

Impôts et taxes

Ce poste comprend les impôts et charges similaires autres que l'impôt sur les bénéfices. Les principaux impôts comptabilisés dans ce poste sont les impôts fonciers.

Frais de personnel

Ce poste comprend les salaires, charges sociales, paiements fondés sur des actions et avantages versés au personnel, y compris le personnel chargé de l'installation et de l'entretien du mobilier, les équipes de recherche et développement, la force de vente ainsi que le personnel administratif. Il comprend en déduction les aides d'état consenties dans le cadre de dispositifs de chômage partiel.

Ce poste prend également en compte les charges liées aux plans d'intéressement et de participation des salariés français ainsi que les charges de retraite.

<i>En millions d'euros</i>	2020	2019
Rémunérations et avantages divers	-424,9	-561,5
Charges sociales	-105,5	-127,2
Paielements fondés sur des actions ⁽¹⁾	0,0	-0,2
Total	-530,5	-688,9

(1) Dont -0,01 million d'euros réglés en actions en 2020 contre -0,2 million d'euros réglés en actions en 2019.

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites en 2020 et en 2019.

Détail des plans de stock-options ⁽¹⁾ :

	Plan 2017	Plan 2016	Plan 2015	Plan 2014
Date d'attribution	13/02/2017	17/02/2016	16/02/2015	17/02/2014
Date de fin d'acquisition des droits	13/02/2020	17/02/2019	16/02/2018	17/02/2017
Date d'expiration	13/02/2024	17/02/2023	16/02/2022	17/02/2021
Nombre de bénéficiaires	188	270	173	237
Nombre d'options attribuées	344 108	866 903	546 304	780 392
Prix d'exercice d'origine avant ajustement ⁽²⁾	29,77 €	34,01 €	31,29 €	31,69 €
Prix d'exercice après ajustement ⁽²⁾	N/A	N/A	31,12 €	31,51 €
Repricing – Ajustement du nombre d'options ⁽²⁾	N/A	N/A	3 145	3 992
Nombre d'options en vie à la fin de période	314 182	744 522	459 094	534 106

(1) Le Groupe n'a pas accordé de plan de stock-option en 2013, ni en 2018, 2019 et 2020.

(2) Suite à l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) lancée par JCDecaux SA en juin 2015 au prix unitaire de 40 euros, 12 500 000 actions ont été rachetées le 17 juillet 2015, puis annulées. En conséquence, le nombre d'options antérieurement attribuées et vivantes à la date de l'OPAS a été ajusté par un coefficient d'ajustement de 1,0056. Le prix d'exercice des options a également été ajusté de manière à ce que l'OPAS soit neutre sur les droits des bénéficiaires d'options.

L'ajustement lié à l'offre publique d'achat simplifiée (OPAS) n'a eu aucun impact sur la charge IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions ».

Variations du nombre de stock-options durant la période et prix d'exercice moyen par catégories d'options :

ANNEE	2020		2019	
		Prix de levée moyen	Prix d'exercice moyen	Prix de levée moyen
Nombre d'options en vie en début de période	2 143 905		2 298 008	31,47 €
- Options octroyées durant la période	0	- €		
- Options annulées durant la période	92 001		43 689	31,41 €
- Options exercées durant la période	0	- €	92 460	26,30 €
- Options venues à expiration durant la période	-	- €	17 954	19,62 €
Nombre d'options en vie en fin de période	2 051 904	- €	2 143 905	32,08 €
Nombre d'options exerçables en fin de période	2 051 904	32,06 €	2 143 905	32,08 €

Détail des hypothèses utilisées dans le modèle de Black & Scholes pour la valorisation de chacun des plans suivants :

Hypothèses	2017	2016	2015	2014
- Prix du support à la date d'octroi	30,02 €	34,90 €	31,75 €	31,57 €
- Volatilité estimée	23,38 %	25,56 %	25,51 %	27,46 %
- Taux d'intérêt sans risques	-0,11 %	-0,24 %	-0,03 %	0,80 %
- Durée de vie estimée des options (années)	4,5	4,5	4,5	4,5
- Taux de turnover estimé	4,70 %	4,70 %	4,70 %	4,70 %
- Taux de distribution du dividende ⁽¹⁾	2,21 %	1,77 %	1,77 %	1,42 %
- Juste valeur des options ⁽²⁾	4,32 €	6,09 €	5,51 €	6,42 €

(1) Consensus des analystes financiers sur les dividendes futurs (source Bloomberg).

(2) Cette juste valeur unitaire ne tient pas compte de l'effet de « turnover ».

La durée de vie des options retenue est la période qui s'étend de leur date d'attribution à la date que le Management estime être la plus probable pour leur exercice.

Pour la valorisation des plans 2014 à 2017, le Groupe bénéficiant d'un historique plus important a pu affiner ses hypothèses de calcul de la volatilité. Ainsi, la première année de cotation, jugée anormale notamment au regard des fortes variations de cours inhérentes à l'introduction en bourse et à l'effet cumulé du 11 septembre 2001, n'a pas été retenue dans le calcul de la volatilité.

D'autre part, sur la base des comportements observés, le Groupe a considéré au moment de l'émission des plans que la durée moyenne d'exercice correspondait à 4,5 ans après la date d'émission des options.

Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

Les reprises nettes de provisions ont diminué de -29,0 millions d'euros et les dotations aux amortissements nettes des reprises ont diminué de 28,4 millions d'euros dont 54,1 millions d'euros aux dotations aux amortissements des droits d'utilisation et -25,7 millions d'euros aux dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les reprises nettes de provisions correspondent principalement en 2020 aux reprises de provisions pour démontage pour 14,2 millions d'euros, aux reprises de provisions pour avantages aux personnel pour 1,1 million d'euros, aux reprises de provisions pour pertes à terminaison liées au traitement comptable des acquisitions pour 0,6 million d'euros, aux dotations

aux provisions relatives aux tests de pertes de valeur pour -11,2 millions d'euros et aux dotations aux provisions pour risques et charges pour -4,4 millions d'euros.

Les reprises nettes de provisions correspondent principalement en 2019 aux reprises de provisions pour démontage pour 23,7 millions d'euros.

Ce poste comprend en 2020 une dotation nette de -46,1 millions d'euros relative aux tests de pertes de valeur réalisés dont -36,7 millions d'euros de dotations nettes aux amortissements d'immobilisations corporelles et incorporelles, +1,8 million d'euros de reprises nettes des amortissements des droits d'utilisation et -11,2 millions d'euros de dotations nettes aux provisions pour pertes à terminaison.

Ce poste comprend en 2019 une dotation nette de -1,0 million d'euros relative aux tests de pertes de valeur réalisés dont -2,0 millions d'euros de dotations nettes aux amortissements d'immobilisations corporelles et incorporelles, +2,5 millions d'euros de reprises nettes des amortissements des droits d'utilisation et -1,5 million d'euros de dotations nettes aux provisions pour pertes à terminaison.

Perte de valeur des goodwill

Au 31 décembre 2020, une perte de valeur des goodwill a été constatée pour un montant de -176,0 millions d'euros dont -128,0 millions d'euros sur l'UGT Pacifique (dont -49,7 millions d'euros liés au segment Affichage et -78,3 millions d'euros liés au segment Transport) et -48,0 millions d'euros sur l'UGT Affichage Reste du Monde.

Au 31 décembre 2019, une perte de valeur des goodwill a été constatée pour un montant de -10,0 millions d'euros sur l'UGT Affichage Reste du Monde.

Pièces détachées maintenance

Ce poste comprend le coût des pièces détachées de mobilier urbain utilisées dans le cadre des opérations de maintenance du réseau publicitaire, à l'exclusion des glaces de rechange et produits de nettoyage, ainsi que les pertes de valeur des stocks.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2020	2019
Plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre	0,0	4,3
Plus-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	11,7	11,8
Autres produits de gestion	4,6	4,2
Effet P&L suite à modification de contrats IFRS16 Non Core Business	0,3	0,0
Effet P&L suite à modification de contrats IFRS16 Core Business	9,7	63,1
Autres produits opérationnels	26,2	83,4
Moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre	-46,8	-2,3
Moins-values sur cessions d'actifs incorporels et corporels	-2,0	-2,7
Autres charges de gestion	-48,3	-21,9
Effet P&L suite à modification de contrats IFRS16 Non Core Business	0,0	-0,1
Effet P&L suite à modification de contrats IFRS16 Core Business	-1,0	0,0
Autres charges opérationnelles	-98,0	-27,0
Total	-71,8	56,4

En 2020, aucune plus-value sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre n'a été constatée.

En 2019, les plus-values sur cessions d'actifs financiers et produits sur variations de périmètre d'un montant de 4,3 millions d'euros sont relatives notamment à la liquidation d'une société en Europe pour 3,2 millions d'euros.

En 2020, les effets sur le compte de résultat liés à des modifications de contrats de location core business s'élèvent à 8,7 millions d'euros. Ils résultent notamment de la suppression du minimum garanti ou de la réduction de durées contractuelles. Ils s'élevaient à 63,1 millions d'euros en 2019.

En 2020, les moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre d'un montant de -46,8 millions d'euros concernent principalement l'impact de la cession de la société Russ Outdoor pour -39,0 millions d'euros.

En 2019, les moins-values sur cessions d'actifs financiers et charges sur variations de périmètre d'un montant de -2,3 millions d'euros concernent la liquidation d'une société au Royaume-Uni.

En 2020, les autres charges de gestion d'un montant de -48,3 millions d'euros comprennent principalement des coûts de restructuration de -31,8 millions d'euros en lien avec la Covid-19.

En 2019, les autres charges de gestion d'un montant de -21,9 millions d'euros comprennent principalement des coûts de restructuration de -10,0 millions d'euros en lien notamment avec les acquisitions et liquidations.

5.3. Résultat financier

<i>En millions d'euros</i>	2020	2019
Charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS16	-118,1	-152,0
Produits d'intérêts	3,0	6,2
Charges d'intérêts	-34,1	-17,5
Intérêts financiers nets	-31,2	-11,3
Impact du coût amorti	-1,0	-1,1
Coût de l'endettement net (1)	-32,1	-12,4
Différences nettes de change et coûts des couvertures	-3,8	-5,6
Charges (nettes) d'actualisation	-4,4	-16,6
Coût des garanties bancaires	-1,6	-1,8
Dotations aux provisions pour risques financiers	-0,8	-0,1
Reprises de provisions pour risques financiers	0,0	0,1
Dotations nettes aux provisions financières	-0,8	0,0
Produits de cession d'actifs financiers	0,0	0,0
Charges de cession d'actifs financiers	0,0	0,0
Résultat net de cession d'actifs financiers	0,0	0,0
Autres	0,1	0,1
Autres charges et produits financiers (2)	-10,5	-23,9
Résultat financier hors IFRS16 (3)=(1)+(2)	-42,6	-36,4
Résultat financier	-160,7	-188,4
Total produits financiers	3,0	6,4
Total charges financières	-163,8	-194,8

L'amélioration de +27,7 millions d'euros du résultat financier provient principalement de la baisse des charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS16 et des charges d'actualisation. Cette amélioration est compensée en partie par une hausse du coût de l'endettement net en lien avec la mise en place de nouveaux financements par JCDecaux SA notamment d'emprunts obligataires pour 1,2 milliard d'euros.

5.4. Impôts sur les bénéfices

Ventilation entre impôts différés et impôts courants

<i>En millions d'euros</i>	2020	2019
Impôts courants	-10,3	-87,6
CVAE	-3,8	-6,3
Autres	-6,5	-81,3
Impôts différés	31,5	-4,5
CVAE		
Autres	31,5	-4,5
Total	21,2	-92,1

Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de 4,6 % en 2020 contre 32,6 % en 2019. Hors effet d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le taux effectif d'impôt est de 4,6 % en 2020 contre 31,3 % en 2019. Le faible taux de 4,6 % en 2020 est principalement lié à la non-reconnaissance d'impôts différés sur les déficits de l'année dans certaines géographies du Groupe.

Nature des impôts différés

<i>En millions d'euros</i>	2020	2019
Immobilisations corporelles et incorporelles et provisions pour pertes à terminaison	6,0	6,3
Reports déficitaires	16,1	-4,3
Provisions pour démontage	0,9	-0,2
Provisions pour retraites et avantages assimilés	0,3	-1,9
Contrats de location IFRS16	-1,1	-9,7
Autres	9,4	5,2
Total	31,5	-4,5

Rationalisation de la charge d'impôt

<i>En millions d'euros</i>	2020	2019
Résultat de l'ensemble consolidé	-616,7	282,2
Charge d'impôt	21,2	-92,1
Résultat avant impôt	-637,9	374,2
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	1,3	-102,0
Perte de valeur des goodwill	176,0	10,0
Quote-part des dividendes imposables reçus des filiales	5,7	8,0
Autres produits non imposables	-18,7	-45,8
Autres charges non déductibles	87,8	71,4
Résultat avant impôt soumis au taux de droit commun	-385,7	315,8
Taux d'impôt pondéré du Groupe ⁽¹⁾	27,85%	23,44%
Impôt théorique	107,4	-74,0
Impôts différés sur déficits non reconnus	-99,1	-15,8
Activation et consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	1,0	5,4
Autres impôts différés (différences temporaires et autres retraitements)	15,5	2,1
Crédits d'impôts	2,2	1,9
Retenue à la source	-2,0	-5,0
Taxe sur dividendes	-0,2	-0,7
Divers	0,1	0,2
Impôt total calculé	25,0	-85,8
CVAE nette	-3,8	-6,3
Impôt enregistré	21,2	-92,1

(1) Taux moyens nationaux pondérés par le poids du résultat taxable.

5.5. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

En 2020, la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à -9,5 millions d'euros contre 18,9 millions d'euros en 2019, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 8,2 millions d'euros en 2020 contre 83,1 millions d'euros en 2019. Une perte de valeur des entreprises associées est enregistrée pour -4,0 millions d'euros en 2020. Une perte de valeur des coentreprises est constatée en 2020 pour -0,2 million d'euros alors qu'une reprise de perte de valeur des coentreprises avait été constatée en 2019 pour 8,7 millions d'euros.

Les informations relatives aux coentreprises et entreprises associées figurent au paragraphe 10 « Informations sur les coentreprises » et au paragraphe 11 « Informations sur les entreprises associées ».

5.6. Effectifs

Au 31 décembre 2020, les effectifs du Groupe atteignent 9 760 personnes contre 12 076 personnes au 31 décembre 2019. Ces données n'incluent pas la quote-part des effectifs des coentreprises, de respectivement 474 personnes et 1 129 personnes au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019.

La répartition des effectifs sur les exercices 2020 et 2019 est la suivante :

	2020	2019
Technique	5 020	6 251
Vente et Marketing	2 351	2 936
Informatique et Administration	1 835	2 157
Relations contractants	423	548
Recherche et développement	131	184
Total	9 760	12 076

La répartition des effectifs des coentreprises sur les exercices 2020 et 2019 est la suivante :

	2020	2019
Technique	221	492
Vente et Marketing	142	370
Informatique et Administration	91	232
Relations contractants	20	35
Recherche et développement	0	0
Total	474	1 129

La baisse des effectifs en 2020 s'explique par les impacts du chômage partiel, des temps partiels imposés et autres mécanismes similaires ainsi que par des départs non remplacés et des plans de restructuration.

5.7. Nombre d'actions pour le calcul du résultat par action (de base et dilué)

	2020	2019
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat de base par action	212 742 395	212 895 694
Nombre pondéré de stock-options potentiellement convertibles	2 051 904	2 167 020
Nombre pondéré de stock-options qui ne serait pas exercé au prix d'exercice ⁽¹⁾	-2 051 904	-2 143 905
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat dilué par action	212 742 395	212 918 809

(1) Ce nombre moyen correspond au nombre de stock-options qui ne serait pas exercé du fait d'un prix d'exercice attribué supérieur au prix de marché.

Le calcul du résultat de base par action reprend le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le calcul dilué prend en compte l'effet dilutif de la levée des stock-options.

5.8. Honoraires des commissaires aux comptes

En 2020, les montants des honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

En milliers d'euros	EY et Autres	KPMG Audit
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité	1 820	1 797
JCDecaux SA et ses filiales françaises contrôlées ⁽¹⁾	507	520
Autres sociétés contrôlées ⁽¹⁾	1 313	1 277
Services autres que la certification des comptes (SACC) ⁽²⁾	146	136
JCDecaux SA et ses filiales françaises contrôlées ⁽¹⁾	75	55
Autres sociétés contrôlées ⁽¹⁾	71	81
Total	1 966	1 933

(1) Les entités contrôlées prises en compte sont les filiales intégrées globalement.

(2) Les prestations fournies couvrent les SACC requis par les textes légaux et réglementaires ainsi que les SACC fournis à la demande de l'entité. Les services visés concernent des services entrant dans le champ des prestations habituellement rendues dans le prolongement de la mission de commissariat aux comptes (rédaction d'attestations particulières, réalisation de procédures convenues, due diligence d'acquisition).

En 2019, les montants des honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

En milliers d'euros	EY et Autres	KPMG Audit
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité	2 252	2 113
JCDecaux SA et ses filiales françaises contrôlées ⁽¹⁾	806	738
Autres sociétés contrôlées ⁽¹⁾	1 447	1 375
Services autres que la certification des comptes (SACC) ⁽²⁾	277	137
JCDecaux SA et ses filiales françaises contrôlées ⁽¹⁾	56	29
Autres sociétés contrôlées ⁽¹⁾	221	108
Total	2 529	2 250

(1) Les entités contrôlées prises en compte sont les filiales intégrées globalement.

(2) Les prestations fournies couvrent les SACC requis par les textes légaux et réglementaires ainsi que les SACC fournis à la demande de l'entité. Les services visés concernent des services entrant dans le champ des prestations habituellement rendues dans le prolongement de la mission de commissariat aux comptes (rédaction d'attestations particulières, réalisation de procédures convenues, due diligence d'acquisition).

6. COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

6.1. Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles d'un montant de 888,1 millions d'euros en 2020 comprennent :

- les flux d'exploitation générés par le résultat d'exploitation et les autres charges et produits financiers, retraités des éléments sans effet de trésorerie, pour un montant total de 790,4 millions d'euros ;
- la variation du besoin en fonds de roulement de 237,4 millions d'euros ;
- et le paiement des intérêts sur dettes locatives IFRS16 et des autres intérêts financiers nets pour respectivement -82,1 millions d'euros et -17,4 millions d'euros et le paiement de l'impôt pour -40,3 millions d'euros.

En 2019, les flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles s'élevaient à 1 500,2 millions d'euros dont 1 761,2 millions d'euros de flux d'exploitation générés par le résultat d'exploitation et les autres charges et produits financiers, retraités des éléments sans effet de trésorerie, 6,2 millions d'euros de variation du besoin en fonds de roulement, -154,7 millions d'euros de paiement des intérêts sur dettes locatives IFRS 16, -11,9 millions d'euros de paiement des autres intérêts financiers nets et -100,6 millions d'euros de paiement de l'impôt.

6.2. Flux de trésorerie nets issus des investissements

Les flux de trésorerie nets issus des investissements d'un montant de -273,7 millions d'euros en 2020 comprennent :

- des décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant de -218,8 millions d'euros (dont 0,4 million d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations incorporelles et corporelles) ;
- des encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles pour 41,8 millions d'euros ;
- des encaissements sur cessions de titres de participation nets des décaissements et de la trésorerie acquise et cédée d'un montant total de 0,8 million d'euros (dont 23,8 millions d'euros de variations des dettes et créances sur immobilisations financières et 10,9 millions d'euros de trésorerie nette acquise et cédée). Ce montant inclut principalement la cession de Russ Outdoor (Russie) et l'acquisition d'Abri Services Media (France). Le montant lié aux prises de contrôle représente -25,0 millions d'euros dont 10,9 millions d'euros de trésorerie nette acquise ;
- des acquisitions d'autres immobilisations financières nettes d'un montant total de -97,6 millions d'euros. Ce montant concerne principalement le prêt accordé à City Lead Developments Ltd pour l'acquisition de Clear Media (Chine).

En 2019, les flux de trésorerie nets issus des investissements s'élevaient à -347,3 millions d'euros dont -360,3 millions d'euros de décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles nets des encaissements, -14,0 millions d'euros de décaissements sur acquisitions de titres de participation nets des encaissements et de la trésorerie acquise et cédée (dont 7,9 millions d'euros de trésorerie nette acquise et cédée) et 27,0 millions d'euros de cessions d'autres immobilisations financières nettes.

6.3. Flux de trésorerie nets issus du financement

Les flux de trésorerie nets issus du financement d'un montant de 848,7 millions d'euros en 2020 comprennent :

- des flux nets sur les emprunts des sociétés contrôlées pour un montant de 1 365,9 millions d'euros ;
- des remboursements de dettes locatives pour -533,2 millions d'euros d'un montant limité du fait notamment des retenues de paiement dans le contexte particulier de la crise sanitaire ;
- des dividendes versés par des sociétés contrôlées du Groupe à leurs actionnaires minoritaires pour un montant de -7,8 millions d'euros ;
- des cessions d'actifs financiers de trésorerie pour 24,8 millions d'euros ;
- des décaissements sur acquisitions de titres de participation ne donnant pas le contrôle nets des encaissements pour -0,9 million d'euros ;
- des augmentations de capitaux propres nettes pour 0,9 million d'euros ;
- des achats d'actions propres nets des ventes pour -1,0 million d'euros.

En 2019, les flux de trésorerie nets issus du financement s'élevaient à -1 083,6 millions d'euros et concernaient les remboursements de dettes locatives pour -950,3 millions d'euros, le versement de dividendes pour -135,6 millions d'euros, les encaissements sur cessions de titres de participation ne donnant pas le contrôle nets des décaissements pour 5,6 millions d'euros, les acquisitions d'actifs financiers de trésorerie pour -1,1 million d'euros, les flux nets sur les emprunts des sociétés contrôlées pour -3,9 millions d'euros, les augmentations de capitaux propres nettes pour 2,2 millions d'euros et les achats d'actions propres nets des ventes pour -0,5 million d'euros.

6.4. Réconciliation des flux de trésorerie avec la variation de la dette financière brute

En millions d'euros	31/12/2019	Remboursement d'emprunts long terme	Augmentation d'emprunts long terme	Effet de change, variation de périmètre, impact de IFRS9 et variation des intérêts courus	31/12/2020
Emprunts obligataires (coût amorti inclus)	1 048,1	-300,0	1 199,8	4,8	1 952,8
Billet de trésorerie	180,0		301,0		481,0
Emprunts auprès des établissements de crédit (coût amorti inclus)	71,3	-361,2	518,9	2,7	231,7
Emprunts divers	44,5	-6,7	14,1	-0,9	51,0
Intérêts courus	4,8			13,7	18,5
Dette brute	1 348,8	-667,9	2 033,7	20,3	2 735,0

6.5. Transactions sans effet de trésorerie

L'augmentation des droits d'utilisation et des dettes locatives liés aux contrats de location est de 570,5 millions d'euros en 2020.

Aucune transaction sans effet de trésorerie liée aux acquisitions de titres de participation n'a été constatée en 2020.

7. RISQUES FINANCIERS

Le Groupe est exposé à différents risques financiers notamment les risques de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie. Son objectif est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées. Il peut néanmoins être amené à gérer des positions résiduelles. Le suivi et la gestion s'effectuent alors de manière centralisée, par une équipe dédiée au sein de la Direction Financière Groupe. Les politiques de gestion de ces risques et les stratégies de couvertures sont approuvées par la Direction Générale.

7.1. Risques liés à l'activité et politique de gestion de ces risques

Risque de liquidité et financement

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie contractuels (flux de trésorerie d'intérêts et remboursements contractuels) pour les passifs financiers et les instruments financiers :

En millions d'euros	valeur comptable	flux de trésorerie contractuels (*)	2021	2022	2023	2024	> 2024
Emprunts obligataires	1 952,8	2 146,3	35,2	35,2	785,2	627,6	663,1
NEU CP (Billets de trésorerie)	481,0	481,0	481,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux variable	224,1	239,7	49,4	31,9	4,0	2,2	152,2
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux fixe	7,6	7,7	2,7	5,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts et dettes financières divers	51,0	51,0	51,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts courus	18,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours bancaires	14,2	14,2	14,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Total passifs financiers non dérivés	2 749,2	2 939,9	633,5	72,1	789,2	629,8	815,3
Couvertures de change	-2,6	-2,6	-2,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Total instruments financiers (**)	-2,6	-2,6	-2,6	0,0	0,0	0,0	0,0

Dans le cas d'une dette revolving, la maturité indiquée est la maturité la plus proche.

(*) Dans les flux de trésorerie contractuels, les intérêts sont inclus dans chaque type d'emprunt.

(**) Un montant négatif correspond à un flux de trésorerie à payer.

La politique de financement du Groupe consiste à :

- centraliser ses financements au niveau de la maison mère JCDecaux SA. Le financement des filiales se fait donc, en priorité, sous forme de prêts accordés directement et indirectement par JCDecaux SA à ses filiales. Cependant, le Groupe peut être amené à mettre en place des financements externes dans certaines filiales, notamment (i) en fonction du contexte fiscal, monétaire et réglementaire ; (ii) dans le cas de filiales non détenues à 100 % par le Groupe ; (iii) pour des raisons historiques (financement mis en place avant intégration de la filiale dans le Groupe) ;

- disposer de sources de financements (i) diversifiées ; (ii) de durée cohérente avec la maturité de ses actifs ; (iii) flexibles, pour faire face au développement du Groupe et aux cycles d'investissement et d'activité ;
- disposer en permanence d'une réserve de liquidités notamment sous la forme de lignes de crédit confirmées ;
- minimiser le risque de renouvellement de ses financements, en étalant leurs échéances ;
- optimiser les marges de financement en renouvelant par anticipation des dettes proches de leur échéance ou en refinançant certains financements en cas de conditions de marché favorables ;
- optimiser le coût de dette nette, en recyclant au maximum la trésorerie excédentaire générée par les différentes entités du Groupe, en particulier en la remontant en priorité au niveau de JCDecaux SA sous forme de prêt ou de versement de dividendes.

Au 31 décembre 2020, 96 % des dettes financières du Groupe sont portées par JCDecaux SA lesquelles ont une maturité moyenne de 3,6 ans environ.

Le Groupe génère des flux d'exploitation importants qui lui permettent d'autofinancer sa croissance interne. Le Groupe estime que les opportunités de croissance externe pourraient le conduire à augmenter temporairement cet endettement net.

Au 31 décembre 2020, le Groupe dispose de 1 665,5 millions d'euros de trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers de trésorerie (détaillés au paragraphe 4.10 « Trésorerie gérée ») et de 836,4 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non utilisées.

Les sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées mais certaines imposent le respect d'un ratio en cas de notation financière inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's), calculé sur la base des comptes consolidés.

En cas de notation financière inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's), la ligne de crédit revolving et l'emprunt bancaire de 150 millions d'euros portés par JCDecaux SA imposent le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5. Par précaution, le Groupe a obtenu un waiver de la part des prêteurs sur ces deux financements pour les constatations du 31 décembre 2020 et du 31 décembre 2021. Le prochain covenant applicable sera donc sur la base des comptes du 31 décembre 2022 si la notation financière est inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's) à cette date.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » perspective négative par Moody's et « BBB- » perspective négative par Standard and Poor's (la dernière mise à jour de Moody's datant du 29 juin 2020, et celle de Standard and Poor's du 20 novembre 2020).

Le Groupe dispose de liquidités dans des pays où les fonds ne peuvent pas être rapatriés immédiatement, principalement du fait de restrictions réglementaires. Néanmoins, dans la majorité des pays concernés, le Groupe perçoit régulièrement des dividendes des filiales, de plus, ces liquidités font l'objet d'un emploi local.

Risque de taux d'intérêt

Le Groupe est exposé aux fluctuations des taux d'intérêts du fait de son endettement. Compte tenu du contexte de taux bas depuis plusieurs années, le Groupe est majoritairement endetté à taux fixe. La ventilation entre taux fixe et taux variable est détaillée au paragraphe 4.14 « Dette financière ».

Le tableau ci-après présente la répartition, par échéance de taux d'intérêt, des actifs et passifs financiers au 31 décembre 2020 :

En millions d'euros	31/12/2020			Total
	≤ 1an	1 an à 5 ans	> 5 ans	
Dettes JCDecaux SA	-675,2	-1 349,9	-599,9	-2 625,0
Autres dettes	-101,7	-7,9		-109,6
Concours bancaires	-14,2			-14,2
Passifs financiers (1)	-791,1	-1 357,8	-599,9	-2 748,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 607,8			1 607,8
Actifs financiers de trésorerie	57,6			57,6
Autres Actifs financiers (hors investissements financiers)	3,4	145,9	14,6	163,9
Actifs financiers (2)	1 668,8	145,9	14,6	1 829,3
Position nette (3)=(1)+(2)	877,7	-1 211,9	-585,3	-919,5

Pour les actifs et passifs à taux fixe, l'échéance indiquée est celle de l'actif et du passif.

Pour les actifs et passifs à taux variable, les taux sont révisés tous les un, trois ou six mois, l'échéance est donc inférieure à un an quelles que soient les dates d'échéance de remboursement.

Au 31 décembre 2020, 90 % du total de la dette financière économique du Groupe, toutes devises confondues, est à taux fixe.

Risque de change

En dépit de sa présence dans plus de 80 pays, le Groupe JCDecaux est peu sensible, en termes de flux, aux variations des devises car les filiales situées dans chaque pays n'opèrent que sur leur propre territoire et les prestations ou achats intra-groupe sont faibles.

En revanche, la monnaie de présentation du Groupe étant l'euro, les comptes du Groupe sont impactés par les effets de conversion des comptes exprimés en devise locale vers les comptes consolidés exprimés en euro.

En 2020, le résultat net réalisé dans des devises autres que l'euro représente 49,6 % du résultat du Groupe.

Le tableau ci-après présente, sur la base des données réelles 2020, l'exposition du résultat consolidé et des réserves consolidées du Groupe à une variation de -10 % du taux de change des devises étrangères les plus représentées dans le Groupe, soit le dollar américain, le dollar australien, la livre sterling, le dollar de Hong Kong et le yuan chinois :

	dollar américain	dollar australien	livre sterling	dollar de hong kong	yuan chinois
Part des devises dans le résultat de l'ensemble consolidé	14,1%	10,7%	6,5%	2,8%	2,4%
Impact sur le résultat consolidé	1,4%	1,1%	0,6%	0,3%	0,2%
Impact sur les réserves consolidées	1,9%	-3,2%	-0,9%	-1,7%	-1,2%

Au 31 décembre 2020, le Groupe détient principalement des couvertures de change sur des opérations financières.

Dans le cadre de l'application de sa politique de centralisation des financements, le Groupe a mis en place principalement des swaps de change à court terme pour couvrir les opérations de prêts et emprunts intra-groupe. Le Groupe peut être amené à ne pas couvrir certaines positions induites par des prêts intra-groupe lorsque ces couvertures sont (i) trop onéreuses, (ii) non disponibles ou (iii) lorsque ces prêts sont de faible montant.

Au 31 décembre 2020, le Groupe considère que son résultat et sa situation financière ne devraient pas être affectés de façon significative par une variation des cours des devises.

Gestion de la trésorerie et actifs financiers de trésorerie

Au 31 décembre 2020, le Groupe dispose de 1 665,5 millions d'euros de trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers de trésorerie, dont 1 607,8 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (dont 573,7 millions d'euros en équivalents de trésorerie), et 57,6 millions d'euros d'actifs financiers de trésorerie. 9,4 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie.

Gestion du capital et du ratio Dette nette/ Capitaux propres

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte externe en termes de gestion de son capital.

7.2. Risques induits par la gestion financière

Risque lié à l'utilisation d'instruments financiers

Le Groupe n'utilise des instruments financiers que dans le cadre de la gestion de son risque de change.

Risque lié à la notation de crédit

JCDecaux SA est noté « Baa2 » par Moody's et « BBB- » par Standard and Poor's, à la date de publication de ces Annexes, chacune de ces notes étant assortie d'une perspective négative.

Les emprunts obligataires émis par le Groupe pour un montant total de 1 949,8 millions d'euros comportent une clause de changement de contrôle prévoyant la possibilité pour les porteurs de dette de demander le remboursement anticipé en cas de changement de contrôle accompagné d'une dégradation de la notation financière en catégorie spéculative ou d'un retrait du rating. Les autres sources principales de financement du Groupe (financements levés par la maison mère) ainsi que les contrats de ses principales opérations de couverture ne sont pas sujets à annulation anticipée en cas de dégradation de la notation du Groupe.

La ligne de crédit revolving de 825 millions d'euros et l'emprunt bancaire de 150 millions d'euros portés par JCDecaux SA imposent le respect du ratio suivant en cas de notation financière inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's) : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5. Par précaution, le Groupe a obtenu un waiver de la part des prêteurs sur ces deux financements pour les constatations du 31 décembre 2020 et du 31 décembre 2021. Le prochain covenant applicable sera donc sur la base des comptes du 31 décembre 2022 si la notation financière est inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's) à cette date.

Risque de contrepartie bancaire

Le risque de contrepartie du Groupe est lié au placement des excédents de trésorerie du Groupe auprès de ses partenaires bancaires et aux opérations financières réalisées principalement par JCDecaux SA (via ses lignes de crédit confirmées non utilisées et ses opérations de couverture). La politique du Groupe est de limiter ce risque (i) en centralisant autant que possible au niveau de JCDecaux SA la trésorerie disponible des filiales, (ii) en soumettant à autorisation préalable de la Direction Financière Groupe les ouvertures de compte bancaire (iii) en sélectionnant les banques chez lesquelles JCDecaux SA et ses filiales peuvent effectuer des dépôts (iv) et en suivant ce risque de contrepartie régulièrement.

Risque de contrepartie clients

Le risque de contrepartie sur les créances clients fait l'objet le cas échéant des provisions nécessaires. La valeur nette comptable des créances clients est détaillée au paragraphe 4.9 « Clients et autres débiteurs ». Le Groupe par ailleurs maintient une faible dépendance vis-à-vis d'un client en particulier, dans la mesure où aucun client ne représente plus de 2,3 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Risque sur titres et dépôts à terme

La trésorerie excédentaire du Groupe peut être placée en titres de placement court terme ou en dépôts à court terme. En cas de titres de placements court terme, les titres investis sont des titres monétaires. Ces instruments sont investis à court terme, portent rémunération sur la base d'une référence monétaire, sont liquides et n'induisent qu'un risque de contrepartie limité.

La politique du Groupe est de ne pas détenir d'actions ou de titres négociables, autres que les titres monétaires et ses propres actions. Par conséquent, le Groupe considère que le risque induit par les actions et titres négociables détenus est très faible.

8. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN**8.1. Engagements sur titres et autres engagements**

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2020	31/12/2019
Engagements donnés ⁽¹⁾		
Garanties de marché	505,3	551,7
Autres garanties	37,3	37,7
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	10,8	8,2
Engagements sur titres (options de vente accordées)	0,5	0,5
Total	553,9	598,1
Engagements reçus		
Avals, cautions et autres garanties	0,0	0,0
Engagements sur titres (options d'achat reçues)	0,7	5,5
Lignes de crédit	836,4	844,5
Total	837,2	850,0

(1) Hors engagements de loyers sur les contrats signés non commencés et hors engagements sur les contrats de mise à disposition d'emplacements publicitaires avec droits de substitution substantiels.

Les « garanties de marché » correspondent aux garanties émises principalement par JCDecaux SA et JCDecaux North America Inc. Ainsi, JCDecaux SA et JCDecaux North America Inc. garantissent directement, ou en contre-garantie de banques ou de compagnies d'assurance, la bonne exécution des contrats de leurs filiales.

Les « autres garanties » comprennent les avals, cautions et autres garanties telles que (i) les garanties pour le paiement de loyers, (ii) les garanties accordées par JCDecaux SA auprès de banques dans le cadre de lignes de crédit, (iii) d'autres engagements tels que des garanties de paiement données à des fournisseurs.

Les « nantissements, hypothèques et sûretés réelles » sont constitués principalement de montants de trésorerie donnée en garantie, ainsi que d'hypothèques sur des biens immobiliers en Allemagne.

Les « engagements sur titres » sont accordés et reçus principalement dans le cadre des opérations de croissance externe.

Par ailleurs, dans le cadre de certains contrats publicitaires, JCDecaux North America Inc., directement ou à travers ses filiales, et ses partenaires de coentreprises se sont accordés réciproquement des droits de vente (put) et d'achat (call) sur leurs participations respectives dans leurs sociétés communes.

Enfin, dans le cadre de conventions d'actionnaires, JCDecaux SA peut accorder, ou se voir accorder, des options d'achat (calls) en cas de non-respect de clauses contractuelles. Dans le cadre des partenariats signés, le Groupe et ses partenaires bénéficient de droits de préemption et parfois de droits d'emption, de droits de suite ou d'entraînement, que le Groupe ne considère pas comme des engagements donnés ou reçus. Par ailleurs, le Groupe ne mentionne pas les engagements soumis à des conditions d'exercice qui limitent leur probabilité d'occurrence.

Les lignes de crédit sont constituées de la ligne de crédit revolving confirmée de JCDecaux SA d'un montant de 825,0 millions d'euros, et de lignes de crédit confirmées accordées aux filiales pour 11,4 millions d'euros.

8.2. Engagements d'achats d'immobilisations

Le montant total des engagements d'achats d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élève à 368,9 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 441,4 millions d'euros au 31 décembre 2019.

8.3. Engagements sur les contrats de location signés non démarrés

Au 31 décembre 2020, les montants des engagements sur les contrats signés non démarrés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Total
Location d'emplacements publicitaires	36,0
Location de bien immobiliers	0,0
Location de véhicules	0,0
Location autres biens	0,0
Total	36,0

Ces engagements se transformeront en dettes IFRS 16 à la date de début de location.

8.4. Engagements sur les contrats de mise à disposition d'emplacements publicitaires avec droits de substitution substantiels

Dans les activités Mobilier Urbain et Transport certains contrats comportent un droit de substitution substantiel sur les emplacements publicitaires à la main du fournisseur. A ce titre ces contrats sont des contrats de service exclus du champ d'application d'IFRS16.

Le montant des engagements donnés sur ce type de contrats, et pour ceux démarrant après le 1^{er} janvier 2019, s'élève à 769,6 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 572,6 millions d'euros au 31 décembre 2019 (montants non inflatés et non actualisés).

9. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

9.1. Définitions

Sont considérées comme transactions avec les parties liées les quatre catégories suivantes :

- la part non éliminée, dans les comptes consolidés, des transactions réalisées avec les coentreprises et avec les entreprises associées ;
- les transactions réalisées par JCDecaux SA et ses filiales avec JCDecaux Holding (mère de JCDecaux SA) et ses filiales ;
- les transactions réalisées avec les minoritaires influents ;
- les transactions réalisées avec une personne clé du management et avec des sociétés détenues par ces personnes clés et sur lesquelles elles exercent un contrôle.

9.2. Détail des transactions

<i>En millions d'euros</i>	2020				2019			
	Stés MEE ⁽¹⁾	Stés mères ⁽²⁾	Autres	Total	Stés MEE ⁽¹⁾	Stés mères ⁽²⁾	Autres	Total
Etat de situation financière								
Actifs								
Droits d'utilisation		14,1	78,6	92,7		0,4	36,8	37,2
Prêts et créances rattachées à des participations (*)	119,0	0,0	0,0	119,1	34,2			34,2
Autres créances	30,6	0,3	2,1	33,1	30,1	0,2	2,2	32,5
Total des Actifs	149,6	14,5	80,7	244,9	64,3	0,6	39,0	103,9
Passifs								
Dettes financières & Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾	38,6	113,4		151,9	39,3	111,1		150,4
Autres dettes	8,3	19,6	95,2	123,1	10,4	6,9	45,4	62,7
Total des Passifs	46,9	133,0	95,2	275,0	49,7	118,0	45,4	213,1
Compte de résultat								
Résultat d'exploitation								
Produits	34,3	0,3	3,0	37,6	50,6	0,1	2,9	53,6
Charges ⁽⁶⁾	-9,6	-4,9	-11,9	-26,4	-9,8	-5,8	-11,6	-27,2
Résultat d'exploitation	24,7	-4,6	-8,9	11,2	40,8	-5,7	-8,7	26,4
Résultat financier								
Produits	1,5	0,3		1,8	2,3			2,3
Charges ^{(4) (5)}	-0,2	-2,4	-0,8	-3,4	-0,4	-12,1	-1,2	-13,7
Résultat financier	1,3	-2,1	-0,8	-1,6	1,9	-12,1	-1,2	-11,4

(*) Y compris les intérêts courus.

(1) Part non éliminée des transactions réalisées avec les coentreprises et avec les entreprises associées.

(2) Transactions réalisées entre JCDecaux SA et sa mère JCDecaux Holding et transactions réalisées avec les minoritaires influents.

(3) Le montant des dettes sur engagements de rachat de minoritaires s'élève à 111,5 millions d'euros au 31 décembre 2020 et à 109,4 millions d'euros au 31 décembre 2019.

- (4) Dont -2,1 millions d'euros en 2020 et -12,0 millions d'euros en 2019 de charges nettes de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires.
- (5) Dont -0,9 million d'euros en 2020 et -1,2 million d'euros en 2019 de charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS16 avec les parties liées.
- (6) Dont -11,1 millions d'euros en 2020 et -10,3 millions d'euros en 2019 de dotations aux amortissements des droits d'utilisation avec les parties liées.

Au 31 décembre 2020, la principale variation significative des relations entre le Groupe et les parties liées par rapport au 31 décembre 2019 est une augmentation de 84,8 millions d'euros des prêts accordés aux sociétés mises en équivalence, en lien principalement avec le prêt accordé à City Lead Developments Ltd dans le cadre de l'acquisition de Clear Media en 2020.

Les engagements hors bilan de loyers avec les parties liées sont dorénavant, en application d'IFRS16, au passif de l'état de situation financière pour leur valeur actualisée. Cette dette locative avec les parties liées est incluse dans la ligne « Autres dettes » du tableau ci-dessus et représente 108,8 millions d'euros au 31 décembre 2020, contre 44,6 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Au 31 décembre 2020, les engagements donnés de garantie de marché avec les entreprises associées s'élèvent à 16,5 millions d'euros.

9.3. Rémunérations des dirigeants

Les montants des rémunérations des membres du Directoire dus au titre des exercices 2020 et 2019 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2020	2019
Avantages à court terme	4,4	7,9
Avantages en nature	0,3	0,3
Jetons de présence	0,0	0,0
Assurance-vie / Retraites spécifiques	0,1	0,1
Paievements en actions	0,0	0,0
Total (*)	4,8	8,3

(*) Les rémunérations perçues des entreprises associées sont exclues.

Par ailleurs, en cas de rupture de leur contrat de travail, deux membres du Directoire bénéficient d'une indemnité de non-concurrence susceptible de leur être versée, pendant une durée de deux ans, et correspondant à 33 % de leur salaire fixe et variable calculé sur la moyenne des douze derniers mois précédant la date de cessation des relations contractuelles.

Le montant des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisés au passif de l'état de situation financière s'élève à 5,2 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 4,5 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Le montant des rémunérations dus aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2020 s'élève à 0,4 million d'euros.

10. INFORMATIONS SUR LES COENTREPRISES

Les informations ci-après relatives aux coentreprises sont données par activité en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités ».

10.1. Eléments du compte de résultat

10.1.1. Sur l'année 2020

10.1.1.1. Résultat net

Le résultat net en 2020 des coentreprises et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés de 2020 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Résultat net ⁽¹⁾	5,9	46,5	-30,6	21,8
Impact de l'application du pourcentage de détention	-3,2	-31,9	21,7	-13,4
Perte de valeur des coentreprises	-0,2		0,0	-0,2
Quote-part dans les résultats des coentreprises	2,5	14,6	-8,9	8,2

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.1.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2020 des coentreprises et le rapprochement avec leur contribution au chiffre d'affaires ajusté de 2020 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	<i>Chiffre d'affaires</i>
Mobilier Urbain	82,5
Transport	326,9
Affichage	75,3
Total ⁽¹⁾	484,6
Impact de l'application du pourcentage de détention	-263,2
Elimination des transactions inter-activités & avec sociétés contrôlées	-1,1
Contribution des coentreprises au chiffre d'affaires ajusté	220,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.1.3. Autres éléments du compte de résultat

Les autres éléments de compte de résultat de l'exercice 2020 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	<i>Mobilier Urbain</i>	<i>Transport</i>	<i>Affichage</i>
Dotations aux amort. & provisions nettes	-26,7	-95,5	-32,7
Coût de l'endettement net	-0,2	2,2	-6,9
Impôt sur les bénéfices	-4,9	-20,6	-0,5

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.2. Sur l'année 2019

10.1.2.1. Résultat net

Le résultat net en 2019 des coentreprises et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés de 2019 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	<i>Mobilier Urbain</i>	<i>Transport</i>	<i>Affichage</i>	<i>Total</i>
Résultat net ⁽¹⁾	27,7	162,2	-17,8	172,1
Impact de l'application du pourcentage de détention	-13,6	-97,7	13,5	-97,7
Perte de valeur des coentreprises	5,0		3,7	8,7
Quote-part dans les résultats des coentreprises	19,1	64,5	-0,5	83,1

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.2.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2019 des coentreprises et le rapprochement avec leur contribution au chiffre d'affaires ajusté de 2019 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	<i>Chiffre d'affaires</i>
Mobilier Urbain	126,3
Transport	587,1
Affichage	161,7
Total ⁽¹⁾	875,1
Impact de l'application du pourcentage de détention	-457,2
Elimination des transactions inter-activités & avec sociétés contrôlées	-1,6
Contribution des coentreprises au chiffre d'affaires ajusté	416,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.1.2.3. Autres éléments du compte de résultat

Les autres éléments du compte de résultat de l'exercice 2019 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	<i>Mobilier Urbain</i>	<i>Transport</i>	<i>Affichage</i>
Dotations aux amort. & provisions nettes	-22,2	-103,8	-52,8
Coût de l'endettement net	-0,1	3,1	-16,7
Impôt sur les bénéfices	-7,6	-56,4	-1,0

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.2. Autres éléments du résultat global

10.2.1. Sur l'année 2020

Les autres éléments du résultat global en 2020 des coentreprises et le rapprochement avec les autres éléments du résultat global des comptes consolidés de 2020 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	-1,7	-4,8	29,2	22,8
Impact de l'application du pourcentage de détention	0,8	1,9	-22,3	-19,5
Ecarts de conversion sur perte de valeur des coentreprises	0,0	0,0	1,1	1,1
Ecarts de conversion sur goodwill & élimination des titres	-0,3	-2,6	35,7	32,8
Part des autres éléments du résultat global dans les coentreprises	-1,1	-5,5	43,8	37,2

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.2.2. Sur l'année 2019

Les autres éléments du résultat global en 2019 des coentreprises et le rapprochement avec les autres éléments du résultat global des comptes consolidés de 2019 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	0,0	-0,6	-4,8	-5,4
Impact de l'application du pourcentage de détention	0,0	0,4	3,8	4,2
Ecarts de conversion sur perte de valeur des coentreprises	0,0	0,0	-1,1	-1,1
Ecarts de conversion sur goodwill & élimination des titres	0,1	0,6	6,2	6,9
Part des autres éléments du résultat global dans les coentreprises	0,1	0,4	4,1	4,6

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3. Éléments de l'état de situation financière

10.3.1. Au 31 décembre 2020

10.3.1.1. Actif net

L'actif net ⁽¹⁾ au 31 décembre 2020 des coentreprises et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2020 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Actifs non courants	131,9	268,8	137,3	537,9
Actifs courants	81,7	181,5	18,3	281,5
Passifs non courants	-107,5	-83,5	-157,5	-348,5
Passifs courants	-58,4	-213,0	-22,4	-293,8
Actif net ⁽¹⁾	47,7	153,7	-24,3	177,1
Impact de l'application du pourcentage de détention	-22,1	-78,7	11,0	-89,8
Perte de valeur des coentreprises	-9,6	0,0	-7,9	-17,6
Goodwill & élimination des titres détenus par des coentreprises	12,4	47,4	5,8	65,6
Plafonnement des situations nettes négatives			24,6	24,6
Titres mis en équivalence	28,4	122,3	9,2	159,9

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3.1.2. Autres éléments de l'état de situation financière

Les éléments de dette financière nette de l'état de situation financière au 31 décembre 2020 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Trésorerie et équivalents de trésorerie nettes des découverts bancaires	3,5	84,2	4,3
Dettes financières non courantes	-55,1	-0,9	-64,6
Dettes financières courantes	-0,2	-1,3	-1,9

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3.2. Au 31 décembre 2019

10.3.2.1. Actif net

L'actif net ⁽¹⁾ au 31 décembre 2019 des coentreprises et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2019 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Actifs non courants	115,4	265,4	335,8	716,6
Actifs courants	102,9	361,3	53,1	517,3
Passifs non courants	-49,6	-130,4	-258,4	-438,4
Passifs courants	-106,0	-260,7	-211,8	-578,5
Actif net ⁽¹⁾	62,6	235,6	-81,3	216,9
Impact de l'application du pourcentage de détention	-29,2	-118,9	56,0	-92,1
Perte de valeur des coentreprises	-9,4		-9,1	-18,5
Goodwill & élimination des titres détenus par des coentreprises	12,7	69,6	54,5	136,7
Plafonnement des situations nettes négatives			23,7	23,7
Titres mis en équivalence	36,8	186,3	43,8	266,8

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.3.2.2. Autres éléments de l'état de situation financière

Les éléments de dette financière nette de l'état de situation financière au 31 décembre 2019 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Trésorerie et équivalents de trésorerie nettes des découverts bancaires	-45,3	198,8	3,3
Dettes financières non courantes	-7,8	0,0	-68,7
Dettes financières courantes	-0,2	-2,6	-130,3

(1) Données aux normes IFRS à 100 % sans élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et sans élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

10.4. Autres éléments

Le montant des dividendes reçus des coentreprises se décompose comme suit sur l'exercice 2020 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dividendes reçus	10,5	51,1	0,1

Le montant des dividendes reçus des coentreprises se décompose comme suit sur l'exercice 2019 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dividendes reçus	17,9	62,2	1,3

11. INFORMATIONS SUR LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

11.1. Eléments du compte de résultat

Les éléments du compte de résultat caractéristiques sur la société significative APG|SGA SA et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2020 APG SGA SA	2019 APG SGA SA
Chiffre d'affaires	244,7	286,3
Résultat net ⁽¹⁾	9,9	35,0
Impact de l'application du pourcentage de détention	-6,9	-24,5
Perte de valeur des entreprises associées	0,0	0,0
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	3,0	10,5

(1) Données aux normes IFRS à 100 %.

La contribution des autres sociétés à la quote-part dans les résultats des entreprises associées est de -12,5 millions d'euros en 2020 et de 8,4 millions d'euros en 2019.

11.2. Eléments de l'état de situation financière

Les éléments de la situation nette ⁽¹⁾ caractéristiques sur la société significative APG|SGA SA et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	2020		2019	
	APG SGA SA		APG SGA SA	
Actif	469,6		495,3	
Passif	-336,9		-380,7	
Situation nette	132,7		114,6	
Impact de l'application du pourcentage de détention	-92,9		-80,2	
Perte de valeur des entreprises associées	0,0		0,0	
Goodwill	82,9		82,9	
Titres mis en équivalence des entreprises associées	122,7		117,3	

(1) Données aux normes IFRS à 100 %.

La contribution des autres sociétés dans les titres mis en équivalence des entreprises associées de l'état de situation financière est de 109,9 millions d'euros et de 68,2 millions d'euros au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019.

La valorisation à 30 % de APG|SGA SA au cours de bourse du 30 décembre 2020 s'élève à 164,5 millions d'euros.

11.3. Autres éléments

Le montant des dividendes reçus des entreprises associées se décompose comme suit sur les exercices 2020 et 2019 :

<i>En millions d'euros</i>	2020			2019		
	APG SGA SA	Autres sociétés	Total	APG SGA SA	Autres sociétés	Total
Dividendes reçus	0,0	3,1	3,1	15,6	8,6	24,2

12. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

12.1. Identité de la société mère

Au 31 décembre 2020, JCDecaux SA est détenue à 64,67 % par la société JCDecaux Holding.

12.2. Liste des sociétés consolidées

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
MOBILIER URBAIN					
JCDecaux SA		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux FRANCE	(1)	France	100,00	Glob.	100,00
SOPACT		France	100,00	Glob.	100,00
SOMUPI		France	66,00	Glob.	66,00
JCDecaux ASIE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux EUROPE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AMERIQUES HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
CYCLOCITY		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AFRIQUE HOLDING		France	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOLLORE HOLDING		France	50,00	Equiv.*	50,00
MEDIAKIOSK	(15)	France	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PUBLICITE EXTERIEURE	(17)	France	100,00	Glob.	100,00
SOCIETE FERMIERE DES COLONNES MORRIS		France	100,00	Glob.	100,00
SOCIETE INFORMATION COMMUNICATION MOBILITE - SICM		France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX MOBILITE AIX-MARSEILLE		France	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX SUPPLYCHAIN	(3)	France	100,00	Glob.	100,00
SOCIETE HAVRAISE DE MOBILIER URBAIN	(3)	France	100,00	Glob.	100,00
SOCIETE EURO METROPOLITAINE DE MOBILIER URBAIN	(3)	France	100,00	Glob.	100,00
SOCIETE DE MOBILIER URBAIN DE CAGNES SUR MER	(3)	France	100,00	Glob.	100,00
ABRI SERVICES MEDIA SAS	(3) & (25)	France	100,00	Glob.	100,00
ABRI SERVICES PAYS DE LOIRE	(3) & (25)	France	100,00	Glob.	100,00
ABRI SERVICES BRETAGNE	(3) & (25)	France	100,00	Glob.	100,00
ABRI SERVICES DEVELOPPEMENT	(3) & (25)	France	100,00	Glob.	100,00
ABRI SERVICES NOUVELLE AQUITAINE	(3) & (25)	France	100,00	Glob.	100,00
WALL GmbH	(1)	Allemagne	100,00	Glob.	100,00
DSM DECAUX GmbH		Allemagne	50,00	Equiv.*	50,00
STADTREKLAME NÜRNBERG GmbH		Allemagne	35,00	Equiv.	35,00
DIE DRAUSSENWERBER GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
SKY HIGH TG GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
REMSCHIEDER GESELLSCHAFT FÜR STADTVERKEHRANLAGEN GbR.		Allemagne	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ARGENTINA S.A.		Argentine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
ADBOOTH Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CITYCYCLE AUSTRALIA Pty Ltd		Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AUSTRALIA UNIT TRUST		Australie	100,00	Glob.	100,00
ARGE AUTOBAHNWERBUNG GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
DIGITAL OUT OF HOME OO GmbH		Autriche	33,50	Equiv.*	50,00
JCDecaux STADMOBILIAR AZ		Azerbaïdjan	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AZERBAIJAN LLC		Azerbaïdjan	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux STREET FURNITURE BELGIUM	(1)	Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MALLS		Belgique	73,36	Glob.	73,36
JCDecaux DO BRASIL LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SALVADOR MOBILIARIO URBANO LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux LATAM SERVIÇOS DE MANAGEMENT LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CONCESSIONARIA A HORA DE SÃO PAULO LTDA		Brésil	100,00	Glob.	86,67
CEMUSA BRASILIA S.A.		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA AMAZONIA Ltda		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA RIO S.A.		Brésil	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA SALVADOR MOBILIARIO URBANO LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
WALL SOFIA EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
OUTFRONT JCDecaux STREET FURNITURE CANADA, Ltd		Canada	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux COMUNICACION EXTERIOR CHILE S.A.	(1)	Chili	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux PEARL&DEAN OUTDOOR ADVERTISING (CHINA) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING PRESS JCDecaux MEDIA ADVERTISING Co. Ltd		Chine	50,00	Equiv.*	50,00
NINGBO JCDecaux Pearl &Dean ADVERTISING Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CITYSCAPE HONG KONG Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CITYSCAPE Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MACAU	(1)	Chine	80,00	Glob.	80,00
CITYLEAD DEVELOPMENTS Ltd	(3) & (19) & (22)	Chine	23,00	Equiv.	23,00
EVER HARMONIC GLOBAL. Ltd	(3) & (19) & (23)	Chine	23,00	Equiv.	23,00
CLEAR MEDIA LIMITED	(3) & (19) & (24)	Chine	20,29	Equiv.	23,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS NACIONALES DE COLOMBIA SAS	(1)	Colombie	75,00	Glob.	75,00
LLEGA S.A.S.		Colombie	75,00	Glob.	100,00
JCDecaux KOREA Inc.		Corée du Sud	80,00	Glob.	80,00
JCDECAUX TOP MEDIA COSTA RICA, SA. (anciennement EQUIPAMIENTOS URBANOS DE COSTA RICA S.A.)	(1)	Costa Rica	76,16	Glob.	100,00
JCDecaux COTE d'IVOIRE		Côte d'Ivoire	50,00	Equiv.*	50,00
AFA JCDecaux A/S	(1)	Danemark	50,00	Glob.	50,00
JCDecaux STREET FURNITURE FZ LLC		Emirats Arabes Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux DXB MEDIA FZ LLC		Emirats Arabes Unis	75,00	Glob.	75,00
JCDecaux ECUADOR SA.		Equateur	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ESPANA SLU	(1)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ATLANTIS SA		Espagne	85,00	Glob.	85,00
JCDecaux LATIN AMERICA INVESTMENTS HOLDING S.L.		Espagne	100,00	Glob.	100,00
CORPORACION AMERICANA DE EQUIPAMIENTOS URBANOS SL.		Espagne	100,00	Glob.	100,00
CORPORACION EUROPEA DE MOBILIARIO URBANO S.A.	(1)	Espagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux EESTIOU		Estonie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEW YORK, Inc.	(2)	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SAN FRANCISCO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MALLSCAPE, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEW YORK, LLC	(2)	Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
OUTFRONT DECAUX STREET FURNITURE, LLC		Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux NORTH AMERICA, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOSTON, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE GREATER BOSTON, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux STREET FURNITURE NEW YORK, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux FINLAND Oy	(1)	Finlande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux GABON		Gabon	40,00	Equiv.*	40,00
JCDecaux GUATEMALA, S.A.		Guatemala	76,16	Glob.	100,00
VBM VAROSBUTOR ES MEDIA Kft.		Hongrie	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux HUNGARY Zrt	(1)	Hongrie	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux ADVERTISING INDIA PVT Ltd	(1)	Inde	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ISRAEL Ltd		Israël	92,00	Glob.	92,00
MCDECAUX Inc.	(1)	Japon	85,00	Glob.	85,00
CYCLOCITY Inc.		Japon	100,00	Glob.	100,00
RTS DECAUX JSC		Kazakhstan	50,00	Glob.	50,00
JCDecaux LATVIJA SIA		Lettonie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LIETUVA UAB		Lituanie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LUXEMBOURG SA	(1)	Luxembourg	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MONGOLIA LLC		Mongolie	51,00	Glob.	51,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE MEXICO, S.A. DE C.V.		Mexique	100,00	Glob.	100,00
SERVICIOS DE COMERCIALIZACION DE PUBLICIDAD, S.A. DE C.V.		Mexique	100,00	Glob.	100,00
SERVICIO Y TECNOLOGIA ESPECIALIZADA, S.A. DE C.V.		Mexique	60,00	Glob.	100,00
MEDIOS DE PUBLICIDAD S.A. DE C.V.		Mexique	60,00	Glob.	100,00
EQUIPAMIENTOS URBANOS DE LA PENINSULA, S.A. DE C.V.		Mexique	60,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME MEXICO SA de CV		Mexique	60,00	Glob.	60,00
ESCATO URBANO, S.A. DE C.V.		Mexique	60,00	Glob.	100,00
STOC SA DE CV	(18)	Mexique	60,00	Glob.	100,00
FMI Decaux Co., Ltd.		Myanmar	60,00	Glob.	60,00
JCDecaux OMAN	(1) & (5)	Oman	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UZ		Ouzbékistan	72,26	Glob.	72,26
JCDecaux PANAMA, S.A.	(1)	Panama	76,16	Glob.	100,00
JCDecaux CENTRAL AMERICA HOLDING S.A.		Panama	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux Top Media SA		Panama	76,16	Glob.	76,16
JCDecaux TOP MEDIA CORPORATIVO, S.A		Panama	76,16	Glob.	100,00
FUTURAD, S.A	(3)	Panama	11,61	Equiv.	15,25
JCDecaux NEDERLAND BV		Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux PORTUGAL - MOBILIARIO URBANO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
PURBE PUBLICIDADE URBANA & GESTAO Lda		Portugal	100,00	Glob.	100,00
ELAN DECAUX W.L.L	(1)	Qatar	50,00	Equiv.*	49,00
JCDecaux DOMINICANA, SAS.		Rép. Dominicaine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MESTSKY MOBILIAR Spol Sro	(1)	Rép. Tchèque	100,00	Glob.	100,00
RENCAR MEDIA Spol Sro		Rép. Tchèque	46,90	Glob.	100,00
CLV CR Spol Sro		Rép. Tchèque	23,45	Equiv.*	50,00
JCDecaux UK Ltd	(1)	Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux SMALL CELLS Ltd		Royaume-Uni	70,00	Glob.	70,00
IN FOCUS PUBLIC NETWORKS LIMITED		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
VIOOH LIMITED	(1)	Royaume-Uni	93,50	Glob.	93,50
JCDecaux EL SALVADOR, S.A. DE C.V.		Salvador	76,16	Glob.	100,00
JCDecaux SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SLOVAKIA Sro		Slovaquie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SVERIGE AB		Suède	100,00	Glob.	100,00
OUTDOOR AB		Suède	48,50	Equiv.*	48,50
JCDecaux SVERIGE FORSALJNINGSAKTIEBOLAG		Suède	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CORPORATE SERVICES GmbH		Suisse	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux URUGUAY	(6)	Uruguay	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux URUGUAY SA		Uruguay	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OOH URUGUAY SA		Uruguay	100,00	Glob.	100,00
PUBLIBUS SA		Uruguay	100,00	Glob.	100,00
TRANSPORT					
MEDIA AEROPORTS DE PARIS		France	50,00	Equiv.*	50,00
METROBUS		France	33,00	Equiv.	33,00
JCDecaux SPG OUTDOOR ADVERTISING (PTY) LTD		Afrique du Sud	35,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ALGERIE SARL		Algérie	80,00	Glob.	80,00
JCDecaux AIRPORT ALGER EURL		Algérie	80,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT CENTRE SARL		Algérie	49,00	Equiv.	49,00
MEDIA FRANKFURT GmbH		Allemagne	39,00	Equiv.*	39,00
JCDecaux AIRPORT MEDIA GmbH		Allemagne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ATA SAUDI LLC		Arabie Saoudite	60,00	Glob.	60,00
BUSPAK ADVERTISING GROUP PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
GSP PRINT PTY LTD		Australie	100,00	Glob.	100,00
INFOSCREEN AUSTRIA GmbH		Autriche	67,00	Glob.	100,00
JCD BAHRAIN SPC		Bahreïn	100,00	Glob.	100,00
CEMUSA DO BRASIL LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MIDIA AEROPORTOS LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CAMEROUN		Cameroun	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux CHILE SA		Chili	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux MOMENTUM SHANGHAI AIRPORT ADVERTISING Co. Ltd		Chine	35,00	Equiv.*	35,00
JCDecaux ADVERTISING (BEIJING) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
BEIJING TOP RESULT METRO Advertising. Co. Ltd	(14)	Chine	33,00	Equiv.	33,00
JCDecaux ADVERTISING (SHANGHAI) Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
CHONGQING MPI PUBLIC TRANSPORTATION ADVERTISING Co. Ltd		Chine	60,00	Glob.	60,00
CHENGDU MPI PUBLIC TRANSPORTATION Advertising. Co. Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JINAN ZHONGGUAN XUNHUA PUBLIC TRANSPORT Advertising. Co. Ltd	(4)	Chine	30,00	Equiv.	30,00
SHANGHAI SHENTONG JCDecaux METRO ADVERTISING Co. Ltd		Chine	60,00	Equiv.*	51,00
NANJING METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux ADVERTISING CHONGQING Co., Ltd		Chine	80,00	Glob.	80,00
SUZHOU JCDecaux METRO ADVERTISING Co.Ltd		Chine	80,00	Glob.	65,00
NANJING JCDecaux BUS ADVERTISING Co., Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
GUANGZHOU METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd		Chine	49,00	Equiv.*	49,00
GUANGZHOU JCDECAUX AEROTROPOLIS ADVERTISING Co.,Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
TIANJIN METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd	(13)	Chine	60,00	Equiv.*	60,00
VIOOH CHINA LIMITED		Chine	93,50	Glob.	100,00
NANJING JCDECAUX METRO VIOOH MEDIA TECHNOLOGY Co., Ltd	(3)	Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux PEARL & DEAN Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux INNOVATE Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PRODUCTION Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux CHINA HOLDING Ltd		Chine	100,00	Glob.	100,00
TOP RESULT PROMOTION Ltd	(1)	Chine	100,00	Glob.	100,00
MEDIA PARTNERS INTERNATIONAL Ltd	(1)	Chine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux DIGITAL VISION (HK) Ltd.		Chine	100,00	Glob.	100,00
VIOOH (HK) LIMITED		Chine	93,50	Glob.	100,00
CNDECAUX AIRPORT MEDIA Co. Ltd		Chine	30,00	Equiv.	30,00
JCDecaux DICON FZCO		Emirats Arabes Unis	75,00	Glob.	75,00
JCDecaux ADVERTISING AND MEDIA LLC	(2)	Emirats Arabes Unis	80,00	Glob.	49,00
JCDecaux MIDDLE EAST FZ-LLC		Emirats Arabes Unis	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME FZ-LLC (ABU DHABI)		Emirats Arabes Unis	55,00	Glob.	55,00
JCDecaux AIRPORT, Inc.		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT LAWA, LLC		Etats-Unis	92,50	Glob.	92,50
MIAMI AIRPORT CONCESSION, LLC		Etats-Unis	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux AIRPORT CHICAGO, LLC		Etats-Unis	100,00	Glob.	100,00
THE JOINT VENTURE FOR THE OPERATION OF THE ADVERTISING CONCESSION AT HOUSTON AIRPORTS, LLC		Etats-Unis	99,00	Glob.	99,00
JCDecaux AIRPORT BOSTON, LLC		Etats-Unis	98,00	Glob.	98,00
JCDecaux AIRPORT DALLAS FORT WORTH, LLC		Etats-Unis	97,50	Glob.	97,50
IGPDECAUX Spa	(1) & (13)	Italie	60,00	Equiv.*	60,00
JCDecaux NORGE AS	(1)	Norvège	97,69	Glob.	100,00
CITY BUS TOP, S.A.		Panama	60,93	Glob.	80,00
PUBLICIDAD AEROPUERTO DE TOCUMEN S.A.		Panama	76,16	Glob.	100,00
JCDECAUX PARAGUAY SA (anciennement CIPRES S.A.)	(16)	Paraguay	70,00	Glob.	70,00
JCDecaux PERU SAC	(1)	Pérou	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT POLSKA Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AIRPORT PORTUGAL SA		Portugal	85,00	Glob.	85,00
RENCAR PRAHA AS		Rép. Tchèque	46,90	Glob.	70,00
JCDecaux ASIA SINGAPORE Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUT OF HOME ADVERTISING Pte Ltd		Singapour	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux THAILAND Co., Ltd		Thaïlande	98,00	Glob.	49,50

SOCIÉTÉS	Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
AFFICHAGE				
JCDecaux SOUTH AFRICA HOLDINGS (PROPRIETARY) LIMITED	Afrique du Sud	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux SOUTH AFRICA OUTDOOR ADVERTISING (PROPRIETARY) LIMITED	Afrique du Sud	49,00	Glob.	70,00
JCDecaux SUB-SAHARAN AFRICA (Pty) Ltd	Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
MERAFE RAIL	Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
MERAFE OUTDOOR	Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
CORPCOM OUTDOOR	Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
SUBURBAN INDUSTRIAL SIGN DESIGN	Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
RENT A SIGN LEBOWA	Afrique du Sud	39,08	Equiv.*	50,00
JCDecaux SOUTH AFRICA (PTY) Ltd	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
OUTDOOR Co (Pty) Ltd	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
BDEYE DESIGNS (Pty) Ltd	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
KCF INVESTMENTS (Pty) Ltd	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
NEWSHELF 1001 (Pty) Ltd (Lease Co)	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
SIYENZA GRAPHIC DESIGN AND SIGNAGE (PTY) LTD	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
INTER-AFRICA OUTDOOR ADVERTISING (SOUTH AFRICA) (PTY) Ltd	Afrique du Sud	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux SUBSAHARAN AFRICA HOLDINGS (Pty) Ltd	Afrique du Sud	70,00	Glob.	100,00
JINJA 3 OUTDOOR ADVERTISING PTY LTD	Afrique du Sud	21,00	Equiv.*	30,00
JCDecaux ANGOLA LIMITADA	Angola	78,15	Glob.	100,00
URBANMEDIA ARGENTINA S.A.	Argentine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ARGENTINA OOH S.A.	Argentine	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux ANZ PTY Ltd	Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux AUSTRALIA HOLDINGS PTY Ltd	Australie	100,00	Glob.	100,00
APN OUTDOOR GROUP PTY LTD (anciennement APN OUTDOOR GROUP LTD)	Australie	100,00	Glob.	100,00
APNO GROUP HOLDINGS PTY LTD	Australie	100,00	Glob.	100,00
APNO FINANCE PTY LTD	Australie	100,00	Glob.	100,00
APN OUTDOOR PTY LTD	(1) Australie	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX AUSTRALIA TRADING PTY LTD (anciennement APN OUTDOOR (TRADING) PTY LTD)	Australie	100,00	Glob.	100,00
AUSTRALIAN POSTERS PTY LTD	Australie	100,00	Glob.	100,00
ADSPACE PTY LTD	Australie	100,00	Glob.	100,00
IOM PTY LIMITED	Australie	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA WERBEGESELLSCHAFT.mbH	(1) Autriche	67,00	Glob.	67,00
PROGRESS AUSSENWERBUNG GmbH	Autriche	45,10	Glob.	51,00
PROGRESS WERBELAND WERBE. GmbH	Autriche	67,00	Glob.	100,00
USP WERBEGESELLSCHAFT.mbH	Autriche	50,25	Glob.	75,00
JCDecaux CENTRAL EASTERN EUROPE GmbH	Autriche	100,00	Glob.	100,00
GEWISTA SERVICE GmbH	Autriche	67,00	Glob.	100,00
ROLLING BOARD OBERÖSTERREICH WERBE GmbH	(20) Autriche	33,50	Equiv.*	50,00
KULTURFORMAT	Autriche	67,00	Glob.	100,00
MEGABOARD SORAVIA GmbH	Autriche	45,10	Glob.	51,00
ANKÜNDER GmbH	Autriche	22,31	Equiv.	33,30
JCDecaux BILLBOARD BELGIUM	Belgique	86,93	Glob.	100,00
JCDecaux ARTVERTISING BELGIUM	Belgique	100,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
CS CONSULTING BVBA		Belgique	86,93	Glob.	86,93
PUBLICITE TOUSSAINT NV		Belgique	43,46	Equiv.*	50,00
PUBLIROUTE NV		Belgique	86,93	Glob.	100,00
CITY BUSINESS MEDIA		Belgique	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BOTSWANA (PTY) LIMITED		Botswana	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux GRANDES FORMATOS MIDIA EXTERIOR LTDA		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux OUTDOOR Ltda		Brésil	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux BULGARIA HOLDING BV	(11)	Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux BULGARIA EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
MARKANY LINE EOOD		Bulgarie	25,00	Equiv.*	50,00
EASY DOCK EOOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
PRIME OUTDOOR OOD		Bulgarie	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux IMAGE JSC		Bulgarie	25,00	Equiv.*	50,00
IOAHC INVESTMENTS URUGUAY COMPANY		Caimans, îles	100,00	Glob.	100,00
IOA PROLIX COMPANY		Caimans, îles	80,00	Glob.	80,00
JCDecaux OOH CHILE S.A.		Chili	100,00	Glob.	100,00
POAD		Chine	49,00	Equiv.	49,00
CEE MEDIA HOLDING LIMITED	(2)	Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
DROSFIELD ENTERPRISES LIMITED	(2)	Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
OUTDOOR MEDIA SYSTEMS LIMITED	(2)	Chypre	50,00	Equiv.*	50,00
ELACORP LIMITED	(4)	Chypre	18,75	Equiv.*	25,00
EUROPLAKAT Doo		Croatie	45,10	Glob.	51,00
CLEAR CHANNEL ESPANA, S.L.U. y CEMUSA - CORPORACION EUROPEA DE MOBILIARIO URBANO, S.A.		Espagne	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ESWATINI (PROPRIETARY) LIMITED		Eswatini	78,15	Glob.	100,00
INTERSTATE JCDecaux LLC		Etats-Unis	49,00	Equiv.*	49,00
TOP MEDIA GUATEMALA, S.A.		Guatemala	76,16	Glob.	100,00
JCDecaux TOP MEDIA HONDURAS S.A.		Honduras	76,16	Glob.	100,00
JCDecaux REUNION ISLAND	(21)	Réunion, île	62,13	Glob.	100,00
DAVID ALLEN HOLDINGS Ltd	(10)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
DAVID ALLEN POSTER SITES Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
SOLAR HOLDINGS Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux IRELAND Ltd	(1)	Irlande	100,00	Glob.	100,00
BRAVO OUTDOOR ADVERTISING Ltd		Irlande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux LESOTHO (PTY) LTD		Lesotho	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux MADAGASCAR SA		Madagascar	62,52	Glob.	80,00
JCDecaux OUTDOOR ADVERTISING LTD		Malawi	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux (MAURITIUS) Ltd	(21)	Maurice	62,13	Glob.	79,50
CONTINENTAL OUTDOOR MEDIA MANAGEMENT COMPANY (MAURITIUS) Ltd		Maurice	78,15	Glob.	100,00
VENDOR PUBLICIDAD EXTERIOR S DE R.L. DE C.V.		Mexique	60,00	Glob.	100,00
CORPORACION DE MEDIOS INTEGRALES, S.A. DE C.V.		Mexique	60,00	Glob.	100,00
PUBLITOP DE OCCIDENTE, S.A. DE C.V.		Mexique	60,00	Glob.	100,00
PUBLITOP, S.A. DE C.V.		Mexique	60,00	Glob.	100,00

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
JCDecaux MOZAMBIQUE LDA		Mozambique	55,88	Glob.	71,50
JCDecaux NAMIBIA OUTDOOR ADVERTISING (Pty) Limited		Namibie	78,15	Glob.	100,00
JCDECAUX TOP MEDIA NICARAGUA SA. (anciennement TOP MEDIA NICARAGUA, S.A.)		Nicaragua	76,16	Glob.	100,00
JCDecaux NIGERIA OUTDOOR ADVERTISING Ltd		Nigeria	54,71	Glob.	70,00
JCDECAUX NEW ZEALAND HOLDINGS LIMITED (anciennement APN OUTDOOR HOLDINGS Ltd)		Nouvelle-Zélande	100,00	Glob.	100,00
JCDECAUX NEW ZEALAND TRADING LIMITED (anciennement APN OUTDOOR Ltd)	(1)	Nouvelle-Zélande	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UGANDA OUTDOOR ADVERTISING LTD		Ouganda	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux TOP MEDIA SERVICIOS DE PANAMA, S.A.		Panama	76,16	Glob.	100,00
TOP MEDIA PANAMA, S.A.		Panama	76,16	Glob.	100,00
PUBLITOP DE PANAMA, S.A.		Panama	76,16	Glob.	100,00
OUTDOOR SYSTEMS AMERICAS NETHERLANDS NEWCO BV	(2)	Pays-Bas	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux NEONLIGHT Sp zoo		Pologne	100,00	Glob.	100,00
GIGABOARD POLSKA Sp zoo Poland		Pologne	67,00	Glob.	100,00
RED PORTUGUESA - PUBLICIDADE EXTERIOR SA		Portugal	96,38	Glob.	96,38
RED LITORAL - PUBLICIDADE EXTERIOR Lda		Portugal	72,29	Glob.	75,00
DISTRIBUIDORA DE VALLAS DOMINICANA, S.A.		Rép. Dominicaine	100,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Spol Sro		Rép. Tchèque	67,00	Glob.	100,00
JCDecaux Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
JCDecaux UNITED Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
ALLAM GROUP Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
EXCEL OUTDOOR MEDIA Ltd		Royaume-Uni	100,00	Glob.	100,00
RUSS OUT OF HOME BV (RUSS OUTDOOR)	(8) & (4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
ADVANCE GROUP LLC	(4)	Russie	12,75	Equiv.*	25,00
APR CITY/TVD LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
BIGBOARD LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
DISPLAY LLC	(4)	Russie	18,75	Equiv.*	25,00
EUROPEAN OUTDOOR COMPANY Inc.	(9) & (4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
EXPOMEDIA LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
FREGAT LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
HARDLINK SOLUTIONS LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
WALL CIS LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MEDIA SUPPORT SERVICES Ltd	(9) & (4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MERCURY OUTDOOR DISPLAY Ltd	(9) & (4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS OUT OF HOME GmbH	(7) & (4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
NORTHERN OUTDOOR DISPLAYS Ltd	(9) & (4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OMS LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR MARKETING LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR MEDIA MANAGEMENT LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
OUTDOOR SYSTEMS LIMITED	(9) & (4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PRIME SITE LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
PRIME SITE Ltd	(9) & (4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00

Comptes consolidés annuels 2020

Annexes aux comptes consolidés annuels

SOCIÉTÉS		Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
REKART MEDIA LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
REKTIME LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS INDOOR LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS OUTDOOR LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
RUSS OUTDOOR MEDIA LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SCROPE TRADE & FINANCE SA	(9) & (4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SENROSE FINANCE LIMITED	(9) & (4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
SOLVEX Ltd	(9) & (4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
TERMOTRANS LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
UNITED OUTDOOR HOLDING Inc.	(9) & (4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
MERIDIAN LLC	(4)	Russie	12,75	Equiv.*	25,00
RINGROADMEDIA LLC	(4)	Russie	12,75	Equiv.*	25,00
VA LLC	(4)	Russie	24,98	Equiv.*	25,00
ADVERTRACK LLC	(4)	Russie	12,75	Equiv.*	25,00
ADMETRIX LLC	(4)	Russie	25,00	Equiv.*	25,00
HIGHWAY ADVERTISING LLC	(4)	Russie	12,75	Equiv.*	25,00
TOP MEDIA EL SALVADOR, S.A. de C.V.		Salvador	76,16	Glob.	100,00
ISPA BRATISLAVA Spol Sro		Slovaquie	67,00	Glob.	100,00
EUROPLAKAT Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
PLAKATIRANJE Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
SVETLOBNE VITRINE		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
MADISON Doo		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
METROPOLIS MEDIA Doo (SLOVENIA)		Slovénie	27,56	Equiv.*	41,13
APGJSGA SA		Suisse	30,00	Equiv.	30,00
JCDecaux TANZANIA LTD		Tanzanie	78,15	Glob.	100,00
BIGBOARD B.V.	(12)	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD GROUP LLC	(2)	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
ALTER-V LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
AUTO CAPITAL LLC	(4)	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIG MEDIA LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD KHARKOV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD LLC (KIEV)		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD LVOV		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD VYSHGOROD		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BIGBOARD ZAPOROZHIE		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
BOMOND LLC		Ukraine	25,00	Equiv.*	50,00
MEDIA PARTNER - O		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
OUTDOORAUTO LLC		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER DNEPROPETROVSK		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER DONBASS		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER GROUP LLC	(2)	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
POSTER LLC (KIEV)		Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00

SOCIÉTÉS	Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% de contrôle*
POSTER ODESSA	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
REKSVIT UKRAINE LLC	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
UKRAIYINSKA REKLAMA LLC	Ukraine	50,00	Equiv.*	50,00
JCDecaux ZAMBIA LTD	Zambie	78,15	Glob.	100,00
JCDecaux ZIMBABWE (PVT) LTD	Zimbabwe	78,15	Glob.	100,00

- (1) Sociétés qui sont réparties sur deux ou trois activités pour les besoins d'information sectorielle, mais reprises ici sur leur activité historique.
- (2) Sociétés liquidées en 2020.
- (3) Sociétés consolidées en 2020.
- (4) Sociétés cédées en 2020.
- (5) Cette société est un établissement de JCDecaux Bahrain SPC.
- (6) Cette société est un établissement de JCDecaux France.
- (7) Société de droit autrichien opérant en Russie.
- (8) Société de droit néerlandais opérant en Russie.
- (9) Sociétés de droit des Iles Vierges Britanniques détenant des participations en Russie.
- (10) Société de droit britannique opérant en Irlande du Nord.
- (11) Société de droit néerlandais opérant en Bulgarie.
- (12) Société de droit néerlandais opérant en Ukraine.
- (13) TIANJIN METRO JCDecaux ADVERTISING Co., Ltd (Chine) et IGPDECAUX Spa (Italie) sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence du fait du contrôle conjoint avec le partenaire du Groupe dans les pouvoirs de Direction.
- (14) Le 27 avril 2020, le pourcentage de droits financiers dans l'entité BEIJING TOP RESULT METRO Advertising. Co. Ltd (Chine) diminue de 57 points et le pourcentage de contrôle diminue de 5 points. L'entité est désormais consolidée par la méthode de la mise en équivalence sous influence notable.
- (15) L'entité MEDIAKIOSK. (France) a été absorbée par JCDecaux FRANCE (France) le 1er janvier 2020.
- (16) Le 19 mai 2020, cession sans perte de contrôle des parts détenues dans l'entité JCDECAUX PARAGUAY SA (anciennement CIPRES S.A.) (Paraguay) entraînant une diminution du pourcentage d'intérêt et de contrôle de 100 % à 70 %.
- (17) L'entité MEDIA PUBLICITE EXTERIEURE (France) a été absorbée par JCDecaux FRANCE (France) le 1er janvier 2020.
- (18) L'entité STOC SA DE CV (Mexique) a été absorbée par PUBLITOP DE OCCIDENTE, S.A. DE C.V. (Mexique) en date du 31 mars 2020.
- (19) L'entité City Lead Developments Ltd (Chine) acquise le 29 mars 2020, consolidée par la méthode de la mise en équivalence avec un pourcentage de contrôle et d'intérêt de 23 %, et qui constitue le consortium d'investisseurs, a acquis le 28 avril 2020, via sa fille à 100 % Ever Harmonic Global Ltd, une participation majoritaire du capital de Clear Media (Chine). Clear Media est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence depuis novembre 2020 à 23 % avec un pourcentage d'intérêt de 20,29 %, du fait du contrôle exercé par le consortium avec une détention de 88,2 %.
- (20) Le 9 septembre 2020, augmentation du pourcentage d'intérêt de 25,13 % à 33,50 % dans l'entité ROLLING BOARD OBERÖSTERREICH WERBE GmbH (Autriche).
- (21) Augmentation de capital de JCDecaux (Mauritius) Ltd (Maurice) entraînant une diminution du pourcentage de contrôle de 80,25 % à 79,50 % et d'intérêt de 62,72 % à 62,13 % et ayant pour effet la diminution du pourcentage d'intérêt des entités détenues par JCDecaux (Mauritius) Ltd.
- (22) Société de droit des Iles Vierges Britanniques opérant en Chine.
- (23) Société de droit des Iles Caïmans opérant en Chine.
- (24) Société de droit britannique opérant en Chine.
- (25) Le 15 décembre 2020, JCDecaux France a acquis 100 % de la société Abri Services Media et ses filiales. Les nouvelles sociétés acquises sont consolidées à 100 % en intégration globale.

Note :

Glob. = intégration globale

Equiv.* = mise en équivalence sous contrôle conjoint

Equiv. = mise en équivalence sous influence notable

* Le pourcentage de contrôle correspond à la quote-part de détention directe ou indirecte dans le capital des sociétés à l'exception des sociétés détenues par des sociétés en contrôle conjoint et sous influence notable. Pour ces sociétés, le pourcentage de contrôle correspond au pourcentage de contrôle de sa détentrice.

Pour les sociétés contrôlées et les sociétés mises en équivalence qu'elles détiennent, le pourcentage de droit de vote est usuellement déterminé sur la base du pourcentage de contrôle, à l'exception de quelques sociétés en Chine où il est déterminé sur la représentation au sein des organes de gouvernance, les spécificités juridiques et réglementaires locales ne permettant pas de l'apprécier autrement, et de la Thaïlande où le pourcentage de droit de vote est de 98 %.

13. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 10 mars 2021, le Conseil de Surveillance a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de mai 2021 de ne pas distribuer de dividende au titre de 2020.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.
Tour Eqho
2, avenue Gambetta
92066 Paris-La Défense cedex
S.A. au capital de € 5 497 100
775 726 417 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

JCDecaux SA

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société JCDecaux SA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société JCDecaux SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l’opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- ▶ la note 1.11.4 « Réductions de loyers IFRS 16 dans le contexte de l’épidémie de Covid-19 » de l’annexe aux comptes consolidés qui expose les conséquences de l’application de l’amendement de la norme IFRS 16 relatif à la comptabilisation des aménagements de loyers consentis par les bailleurs dans le cadre de la pandémie de Covid-19 ;
- ▶ les notes 1.11.3 « Comptabilisation des contrats de location entrant dans le champ d’application d’IFRS 16 » et 1.11.5 « Impact de l’application de l’IFRS IC relative à la durée des contrats de location sur les états financiers 2019 » qui exposent les incidences de l’application de l’interprétation IFRS IC de novembre 2019 sur la durée des contrats de location.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l’audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d’avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l’organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C’est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

■ **Traitement comptable des « Contrats de location »**

Risque identifié	<p>Le Groupe JCDecaux applique depuis le 1^{er} janvier 2019 la norme IFRS 16 « Contrats de location » selon laquelle l’ensemble des contrats concernés fait l’objet d’un modèle unique de comptabilisation pour les preneurs, avec la reconnaissance d’un « droit d’utilisation » à l’actif et d’une dette de loyers au passif. Au sens de cette norme, un contrat est un contrat de location, ou contient une composante location, s’il donne le droit au locataire de contrôler l’utilisation d’un actif identifié (principalement des emplacements publicitaires en ce qui concerne le groupe JCDecaux) pour une certaine période, en échange d’un paiement. Les contrats prévoyant des droits de substitution substantiels des emplacements publicitaires sont exclus de la norme.</p> <p>Les modalités d’application de la norme IFRS 16 sont décrites dans la note « Contrats de location » de l’annexe aux comptes consolidés. Ainsi, au 31 décembre 2020, les droits d’utilisation dans les comptes</p>
-------------------------	--

consolidés de votre société s'élèvent à M€ 3 416,5. Votre groupe a opté pour l'application de l'amendement à IFRS 16 publié par l'Union européenne le 9 octobre 2020, précisant les modalités de comptabilisation des allègements de loyers consentis par les bailleurs dans le cadre de la crise du Covid-19.

Nous avons considéré le traitement comptable des contrats de location comme un point clé de l'audit en raison du nombre et du caractère significatif de ces contrats pour votre groupe, de l'incidence significative de cette norme par rapport aux états financiers consolidés, des choix de méthodes comptables appliquées et du degré élevé du jugement de la direction de votre groupe pour la détermination des hypothèses utilisées (caractère substantiel des droits de substitution des bailleurs, durée effective des contrats de location y compris tacite reconduction, détermination des taux d'actualisation).

Notre réponse

Nos travaux ont en particulier consisté à :

- ▶ prendre connaissance des procédures mises en place par votre groupe pour le recensement et la comptabilisation des contrats de location ;
- ▶ apprécier la pertinence de la méthodologie retenue pour déterminer les principales hypothèses sous-tendant la détermination des droits d'usage et des dettes de loyers ;
- ▶ apprécier la pertinence des analyses effectuées par le groupe JCDecaux sur le caractère substantiel des droits de substitution accordés aux bailleurs ;
- ▶ apprécier la correcte application de l'amendement IFRS 16 d'octobre 2020 en lien avec le traitement des renégociations de loyers dans le contexte de la crise du Covid-19 ;
- ▶ tester la fiabilité du système d'information dédié à la gestion des contrats de location concernés par l'application de la norme IFRS 16 avec l'aide de nos experts ;
- ▶ comparer, par échantillonnage :
 - ▶ les données saisies dans le système d'information servant à déterminer les actifs et passifs relatifs aux contrats de locations, avec les documents contractuels sous-jacents ;
 - ▶ les critères pris en compte par la direction pour déterminer la durée effective de location retenue pour les contrats en tacite reconduction et les contrats comportant des options de résiliation et de renouvellement ;
 - ▶ les données utilisées pour la détermination des taux de financement avec les données de marché ;
- ▶ apprécier le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

■ Evaluation des goodwill, autres immobilisations incorporelles et corporelles, droits d'utilisation et titres mis en équivalence

<p>Risque identifié</p>	<p>Au 31 décembre 2020, la valeur nette comptable des goodwill, autres immobilisations incorporelles et corporelles, droits d'utilisation et titres mis en équivalence s'élève à M€ 7 197,2.</p> <p>Le groupe JCDecaux réalise des tests de perte de valeur au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) correspondant aux entités opérationnelles pour les actifs immobilisés corporels, incorporels et les titres mis en équivalence et au niveau de chaque regroupement d'UGT dont le périmètre est déterminé soit au croisement d'un secteur opérationnel et d'une zone géographique, soit sur des groupements d'UGT spécifiques (secteur Aéroports, zones Pacifique et France « Roadside ») pour les goodwill.</p> <p>Le groupe JCDecaux décrit les modalités de ses tests de perte de valeur dans la note 1.10 de l'annexe des comptes consolidés.</p> <p>Ces tests de perte de valeur représentent un point clé de l'audit en raison de l'importance dans les comptes consolidés et des estimations et jugements nécessaires à leur évaluation. Ils intègrent, pour déterminer la valeur recouvrable, des données prévisionnelles propres à chaque secteur opérationnel. Ces données comportent la vision de la direction des perspectives de rentabilité et des hypothèses relatives à la fois au taux de renouvellement des contrats pour les secteurs opérationnels « Mobilier Urbain », d'une part, et « Transport », d'autre part, ainsi qu'au taux de croissance à long terme pour le secteur « Affichage ».</p>
<p>Notre réponse</p>	<p>Les diligences d'audit que nous avons mises en œuvre ont notamment consistées à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ prendre connaissance des processus et analyses conduites par le groupe JCDecaux S.A. pour réaliser ces évaluations ; ▶ réconcilier avec les comptes les valeurs nettes des actifs faisant l'objet des tests de perte de valeur ; ▶ vérifier, par sondages, l'exactitude arithmétique du modèle utilisé pour déterminer les valeurs d'utilité ; ▶ analyser le caractère raisonnable des principales hypothèses retenues par entretiens avec la direction financière et le directoire de votre groupe et par comparaison avec les données utilisées dans les précédents tests de perte de valeur ainsi que la performance historique des filiales concernées ; ▶ évaluer le caractère raisonnable du taux d'actualisation, du taux de croissance à long terme et du taux de renouvellement des contrats ; ▶ procéder à des analyses de sensibilité sur les principales hypothèses utilisées ; ▶ apprécier le caractère approprié des informations fournies dans l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Conformément au III de l'article 222-3 du règlement général de l'AMF, la direction de votre société nous a informés de sa décision de reporter l'application du format d'information électronique unique tel que défini par le règlement européen délégué n°2019/815 du 17 décembre 2018 aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. En conséquence, le présent rapport ne comporte pas de conclusion sur le respect de ce format dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier.

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société JCDecaux SA par votre assemblée générale du 10 mai 2006 pour le cabinet KPMG S.A. et du 20 juin 2000 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2020, le cabinet KPMG S.A. était dans la quinzième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la vingt et unième année, dont vingt années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 15 mars 2021

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Grégoire Menou

Frédéric Quélin

Aymeric de La Morandière